Parti Socialiste
Convention nationale
Paris, 21 et 22 juin 1975

Sommaire

Le président (André Boulloche) 2
Viron 2
Gérard Delfau 4
Barayot 6
Brault 7
Louis Mermaz 9
Haby 12
Tabarot 13
Robert Chapuis 14
Georges Sarre 18
Jean Poperen 23
Philippe Machefer 28
Michel Charzat 30
Denise Cacheux 32
Paul Dufour 34
Taulon-Pomerol 35
Gérard Fuchs 37
Pierre Mauroy 39
Deleure (Hautes Alpes) 44
Christian Pierret 46
Jean Oehler (Bas-Rhin) 49
Kessler (Nièvre) 50
Michel Rocard 51
Jacques Fournier 56
Boulard (Mayenne) 59
Buzat (Alpes-Maritimes) 63
Marcel Aumont (Doubs) 65
Jean-Claude Colliard 67
Clermont (Tarn) 68
Pierre Guidoni 70
Gomez 73
Jean-Marcel Bichat 75
Gilles Martinet 77

Samedi 21 juin 1975 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence d'André Boulloche, assisté d'Yvette Leborgne (Ardennes) et Janine Lorjou (Loir et cher)

Fondation Jean-Jaurès

Le président (André Boulloche)

Quoi que les travées ne soient pas encore complètement garnies, nous allons commencer cette séance car nous avons un ordre du jour extrêmement chargé.
Je voudrais vous demander d'abord, en ce qui concerne les orateurs, le débat ayant été organisé et chacun ayant reçu un temps de parole, de vous conformer, pour ceux qui interviennent, strictement au temps de parole qui vous a été attribué. Cela va déjà nous conduire jusqu'au moins 19 h 30. je vous rappelle qu'ensuite nous avons les "Carrefours" qui doivent commencer à 20 h 30. Par conséquent, j'insiste beaucoup pour que les temps de parole soient respectés, que ce soit par les ténors ou par ceux qui ne sont pas encore des ténors.
Par ailleurs, je demande aux camarades qui sont dans le fond de la salle, de bien vouloir faire silence.
Dans la suite de la discussion générale, la parole est à Viron, pour six minutes, ensuite à Delfau pour huit minutes.

Viron

J'essaierai de me conformer au vœu du président et de tenir mon temps de parole.
Mes chers camarades, jusqu'à présent, l'inspiration autogestionnaire était le plus couramment définie par une double négative. Elle trouvait ses fondements dans ce double refus ; refus, d'une part, de l'organisation capitaliste du travail qui signifie entre autre parcellisation des taches, hiérarchie poussée des rapports de travail, déshumanisation des normes de la production et, d'autre part, refus des tendances bureaucratiques et centralisatrices dont on sait parfaitement qu'elles n'épargnent jamais, a priori, une expérience Socialiste.
Cette Convention nationale, de ce point de vue, doit être interprétée comme la volonté de donner du terme "autogestion" une définition positive et de préciser les différentes étapes qui jalonnent le processus autogestionnaire. Cet effort de réflexion vise bien à doter le Parti Socialiste d'une identité doctrinale reconnue et de transformer ce terme autogestion, d'un terme incantatoire, en un terme mobilisateur. Rencontrer la compréhension des couches sociales auxquelles nous nous adressons est, en effet, le point de passage obligé pour développer la conscience de classe et porter les luttes à un niveau toujours plus élevé.
De ce point de vue, il n'est pas inutile de reprendre les cadres de notre réflexion. Même si c'est se répéter, supprimons le doute.
Le processus autogestionnaire ne pourra se développer que s'il y a préalablement rupture avec le système capitaliste. Dès son arrivée au pouvoir, par conséquent, un gouvernement de gauche doit s'attaquer à deux tâches essentielles :

- Restituer les pâles dominants de l'économie à la collectivité nationale ; n'est-ce pas, en effet, les secteurs de l'économie qui sont mûrs pour une avancée démocratique?
- Et, d'autre part, démocratiser l'état. En effet, comment les réformes

Fondation Jean-Jaurès

fondamentales du programme commun de gouvernement seraient-elles compatibles avec la survivance d'un état à la dévotion des grands intérêts de la bourgeoisie et de l'idéologie de la classe dominante ?
Ce sont, en quelque sorte, les deux voies royales par lesquelles la démocratie économique pourra triompher.
Alors, mais alors seulement, de nouveaux rapports sociaux deviendront réalité, et l'autogestion pourra pénétrer l'ensemble de la vie sociale.
Pour n'évoquer que le secteur de la production dans les entreprises nationalisées, en accord avec les travailleurs, les premières expériences autogestionnaires pourront prendre corps. Un Conseil d'administration qui trouvera une nouvelle légitimité fondée sur lu responsabilité et dont la composition sera démocratiquement établie, des organismes de direction élus permettront aux travailleurs de peser sur les grandes orientations de l'entreprise. Le budget, les investissements, les programmes, les modes de financement, l'organisation du travail… entreront dans le domaine de compétence des travailleurs.
Ainsi restructurée, l'entreprise trouvera sa place au service du plan démocratique. La cohérence entre les intérêts de la collectivité nationale et ceux des travailleurs des entreprises autogérées, sera d'autant plus aisée que l'entreprise autogérée interviendra comme un élément décisif dans la préparation et l'exécution du plan La passation de contrats de programme pourra matérialiser la liaison entre le plan et l'entreprise autogérée.
On le constate par l'autogestion, un vaste champ d'intervention s'offre aux travailleurs, et si nous sommes d'accord pour que l'autogestion soit, bien entendu, comme un projet de société et comme une chance pour l'homme d'atteindre le plein épanouissement de sa personnalité, alors le Parti Socialiste n'a pas le droit d'être inférieur à cette ambition ou de décevoir cette espérance.
Si nous pensons bien que l'expérience Socialiste à laquelle notre action trouve sa vraie dimension dans l'autogestion, si, par conséquent, nous ne sacrifions pas à une mode, notre devoir est de bâtir un parti à la mesure de cette oeuvre et d'adopter un comportement très adapté à ce projet.
Rien ne serait plus néfaste, en effet, que de manier une expression dont nous ne tirerions pas toutes les implications.
Faute de temps, je me bornerai simplement à l'énoncé de quelques points :
Premier point, notre stratégie s'appuie sur le rassemblement des exploités, ce front de classe dont on parle si souvent. Notre démarche vise à créer un rapport de force favorable à tous ceux qui, aujourd'hui, directement subissent l'exploitation capitaliste et, par-là, à ouvrir la transition au Socialisme. Ce qui dans l'immédiat, à mon sens, se traduit entre autres, de la façon suivante : notre rôle consiste à élever le niveau de conscience des masses. Nous n'y parviendrons que dans et par l'action.
De ce point de vue, le programme commun, programme de gouvernement, instrument de référence et aussi un instrument de lutte, et cela, à mon avis, il convient de ne pas l'oublier à aucun instant. Nous devons tirer le meilleur de cet outil pour obtenir l'adhésion du plus grand nombre aux réformes fondamentales.
Deuxième élément...

Le président - Ton temps de parole est terminé, je suis désolé.

Viron - … L'autogestion exige des citoyens informés et formés, nous l'avons souligné à maintes reprises ce matin, A cet égard, notre responsabilité de Parti est engagée et notre travail d'explication des sensibilisations doit déborder ses limites actuelles. Je me contenterai de deux exemples :
Dans les entreprises que le programme commun de gouvernement prévoit de restituer à la collectivité nationale, le Congrès de Pau avait, à juste raison, souligné qu'il convient d'entreprendre un effort d'explication auprès des travailleurs concernés. C'est un point qu'à mon sens on doit remettre à l'ordre du jour.
Deuxième exemple, d'une façon plus générale...

Le président - Viron, je te demande de bien vouloir conclure. Conformément à ce que j'ai dit à l'instant, je vous demande d'aider le président, c'est un métier très désagréable et si, en plus, il faut que j'interrompe chaque orateur, cela va devenir impossible et vous ne trouverez plus de président pour les conventions suivantes !
(Rires)

Viron - Ce serait une trop lourde responsabilité.
D'une façon plus générale, bien établir la complémentarité qui existe entre le programme commun de gouvernement et l'autogestion.
Je terminerai simplement, et c'est dommage, en effet, de ne pouvoir développer plus complètement, par ceci : à l'explication d'un projet déjà ancien, le Parti Socialiste doit consacrer une pédagogie appropriée et la lutte pour le contrôle dont les limites toutefois sont reconnues, mérite, à cet égard, de prendre toute son ampleur ; la remise en cause des conditions de travail, de salaires, d'emplois, la contestation des finalités de la production et la lutte pour le droit syndical ne peuvent qu'élever, en effet, la combativité du monde du travail et préparer celui-ci à l'exercice des responsabilités effectives dans la société que nous voulons bâtir.
Au moins sur ces tâches, si la Convention peut consacrer une avancée, eh bien elle aura fourni un travail particulièrement positif !
(Applaudissements)

Gérard Delfau

Camarades, le texte est bref et le chemin est long, je prendrai donc des raccourcis.
Je voudrais d'abord me féliciter avec vous, comme certains l'ont fait déjà, du fait qu'après avoir consacré son temps à]a reconstruction du Parti, notre Parti se consacre maintenait à l'élaboration d'une doctrine idéologique et d'une théorie.
Nous sommes sur la bonne voie, notre identité est en train de se marquer et de ce point de vue je crois que cette Convention est un moment important.

Fondation Jean Jaurès

Je voudrais, sur l'autogestion, faire simplement quelques remarques et vous prier de m'excuser si elles sont forcément décousues, vu le temps dont je dispose.
D'abord remarquez que les dérapages ont été évités. Nous avons évité la conception basiste d'unité de production autogérée, qui était à la mode dans les années 68 et qu'un parti de masse et de lutte de classe ne pouvait pas reprendre à son compte tel quel.
Nous avons évité d'autre part, ce que j'appellerai d'un mauvais mot la conception culturaliste de l'autogestion, c'est-à-dire cette conception qui faisait de l'autogestion la révolution culturelle permanente, dans le même temps où le capitalisme maintenait et accroissait son exploitation dans le domaine de la production.
Nous sommes arrivés, le Bureau exécutif unanime est arrivé à asseoir l'autogestion sur ces trois préalables que sont l'association des moyens de production, c'est-à-dire la propriété collective des moyens de production, la planification démocratique et la transformation progressive de l'Etat.
Je crois qu'à partir de cet équilibre réalisé nous pouvons maintenant ensemble constater les acquis de notre réflexion sur l'autogestion.
L'autogestion permet au Parti Socialiste aujourd'hui une meilleure articulation des luttes dans le secteur de la production et dans les secteurs hors de la production : l'école, le cadre de vie, la libération de la condition féminine, et je passe beaucoup sur ses luttes.
Contrairement à une idée répandue, d'ailleurs c'est très exactement ce que les textes de Marx au siècle dernier essayaient de faire, c'est-à-dire d'éviter que le combat se situe seulement dans le domaine de l'économie, faire que le combat englobe l'ensemble de la vie, parce que c'est l'ensemble de la vie qui est victime de l'exploitation économique du capitalisme, mais faire en sorte aussi que l'appropriation des moyens de production soit considérée comme un préalable, et c'est là que se noue le premier problème préalable de la propriété collective des moyens de production, mais ce n'est pas suffisant, les exemples des pays de l'Est nous le montrent. Et c'est le deuxième acquis, à mon avis, de cette réflexion sur l'autogestion.
Nous avons, par autogestion, donné un sens nouveau à la démocratie.
Nous avons donné tout leur sens aux notions de responsabilité, de pouvoir aussi près que possible des citoyens, de lutte contre les hiérarchies abusives, bref nous avons rendu au mot "démocratie" souvent galvaudé, sous le nom de démocratisation tout son sens, c'est-à-dire presque toute l'ère du Socialisme.
Et pourtant il nous faut clarifier encore des choses entre nous, nous sommes réunis pour cela et je voudrais terminer par-là.
D'abord, faut-il camarades, je vous le demande, opposer mouvement autonome des masses et Etat ?
N'y a-t-il pas danger majeur, danger mortel pour les forces de gauche et les travailleurs si l'on s'engage sur cette voie ?
L'Etat demain, ce sera l'Etat que les forces de gauche, appuyées sur les travailleurs, commenceront à transformer, on ne peut pas opposer l'un à l'autre.

Fondation Jean Jaurès

Deuxième chose, qu'il faut clarifier, le rôle du Parti. Faut-il étendre la notion de parti au-delà des limites du mouvement ouvrier ou l'étendre jusqu'à la faire se confondre avec la notion de syndicat et d'association ?
Faut-il même rêver d'une sorte de MFA omniprésent, qui serait chargé de l'autogestion de tout notre pays ?
Je crois qu'il y a là un danger et en tout cas quelque chose de contraire à la conception pluraliste et démocratique de la société que nous voulons construire.
Enfin, pourquoi faudrait-il opposer autogestion et stratégie d'union de la Gauche, si comme nous le pensons la stratégie, l'union de la Gauche n'est pas seulement une alliance d'organisations pour la conquête du pouvoir, mais l'expression du mouvement populaire lui-même ? Eh bien l'autogestion est partie constituante de l'union de la Gauche !
Ainsi conçue, l'autogestion, au lieu de diviser les travailleurs, au lieu de diviser les partis signataires du programme commun est un instrument d'unité et l'autogestion permettra demain aux forces de gauche, non seulement de conquérir le pouvoir, mais de l'exercer pour l'ensemble des travailleurs de notre pays.
(Applaudissements)

Le président-La parole est à Barayot, pour cinq minutes, ensuite Brault, pour cinq minutes.

Barayot

Camarades, dans le cadre de cette Convention, nous ne devons pas uniquement envisager les luttes ouvrières mais prendre aussi en compte les luttes de tous ceux qui vivent dans le labeur et qui subissent l'exploitation capitaliste.
Nous sommes le Parti des travailleurs en général et, à ce titre nous devons aussi nous pencher sur les problèmes posés par les luttes paysannes en cours. En particulier dans le Midi de la France, les luttes viticoles ont atteint un très haut degré de mobilisation populaire. Pendant que notre Parti s'interrogeait pour savoir si le mouvement de masse n'est pas une idée abstraite, des milliers de viticulteurs manifestaient, des commandos s'organisaient dans les villages, cela montre bien qu'il y a nécessité de définir le rôle du Parti lorsque naît et se développe un mouvement de masse pour éviter que celui-ci ne soit dévoyé comme c'est le plus souvent le cas chez nous, et aussi pour éviter qu'il s'enlise.
Aujourd'hui, la crise est plus grave, et malgré les mesures prises, semble sans solution. Notre devoir à tous, à tout le Parti, est de traduire ces luttes dans le cadre de notre stratégie de marche vers la société Socialiste autogestionnaire.
En effet, ces luttes entraînent une prise de conscience par les viticulteurs de leur condition de travailleurs exploités, une recherche, par eux, du contrôle de leur production de manière à s'assurer un juste revenu.
Ils réclament le contrôle de la Caisse régionale de Crédit Agricole, la création de l'office. Ils se groupent à l'intérieur de la production pour faire face aux trusts. Ils demandent le revenu correspondant à leur travail et faisant d'eux les égaux de tous dans notre société.

Collection Jean Jaurès

De ce fait, les viticulteurs du midi représentent aujourd'hui une population agricole réceptive aux idées et aux propositions du Parti Socialiste et, en particulier, à la perspective autogestionnaire, perspective autogestionnaire qui, à travers les coopératives d'approvisionnement, les coopératives viticoles, les mutuelles, peut trouver un terrain plus favorable à son développement.
Plus que jamais, notre Parti doit prendre ses responsabilisés et s'insérer dans ces luttes en expliquant sur le tas aux viticulteurs les raisons de leur situation, en particulier en expliquant les mécanismes d'exploitation capitaliste dont ils sont l'objet par les industries d'amont et d'aval, la concentration monopoliste sans précédent au niveau de la distribution du produit entraînant la disparition totale du petit commerce local, en développant les perspectives qui leur sont offertes par le projet co-gestionnaire, contrôle leur production à travers des organismes pouvant jouer le rôle de régulateur du marché et garantissant le revenu, office du vin par exemple, nationalisation des trusts monopolistes d'importation et de distribution du vin, revalorisation de l'esprit coopératif mutualiste aujourd'hui disparu sous la pression d'idéologies dominantes qui favorisent la consommation pour la consommation sans tenir compte des besoins réels ; démocratisation des conseils d'administration des différents organismes agricoles.
Les Socialistes, dans les départements du Midi, s'intéressent à ces luttes, font et préparent des propositions en liaison dans le cadre régional. Ces propositions doivent être claires, précises et coller à la stratégie que nous défendons aujourd'hui. Le Parti Socialiste doit, à cet effet, accomplir un effort encore plus grand et lancer une campagne d'explication à travers une série de réunions sans précédent, pour dénoncer le capitalisme, pour faire valoir nos idées que nous croyons justes pour les travailleurs, pour faire valoir nos propositions qui doivent s'insérer dons le cadre européen, à travers une concertation avec les Socialistes des pays membres intéressés par ce problème, même si ces propositions déplaisent à quelques mandarins de la viticulture qui orientent souvent ces luttes dans le sens de leurs seuls intérêts.
Le problème viticole peut apparaître à certains d'entre vous comme un problème mineur. Il se reproduit cependant actuellement. Il peut ce reproduire après la prise du pouvoir par la Gauche et le Parti là aussi doit s'y préparer.
J'espère que vous avez compris pourquoi j'ai tenu à insister et la nécessité d'insérer parmi les préoccupations des viticulteurs dans le cadre du projet autogestionnaire. Je souhaite que cette convention en tienne compte.
(Applaudissements)

Le président- La parole à Brault, pour cinq minutes, et ensuite à Mermaz pour 15 minutes.

Brault

Camarades, il m'a été demandé d'intervenir dans cette Convention parce que j'ai été le secrétaire de la Commission nationale d'étude de l'autogestion qui a fonctionné de décembre 1972 en juillet 1974 et qui a déposé son rapport entre

les mains; du Secrétariat national en juillet 1974. Et aussi parce que je suis dirigeant d'entreprise depuis une vingtaine d'années... (mouvements divers)... Cela arrive parmi les Socialistes !
Les quinze thèses sur l'autogestion constituent un texte complet, charpenté, et fort dense, qui met en évidence les notions clés d'économie Socialiste, par exemple au point 3 le choix d'un produit en fonction de son utilité sociale ; au point j, l'existence de lieux de pouvoir aussi décentralisés que possible ; au point 7, le fondement du nouveau pouvoir sur la délégation et sur la responsabilité devant les travailleurs ; au point ; la conciliation indispensable entre l'autonomie de l'entreprise et la réalisation des objectifs de la collectivité, la limitation des mécanismes d'autofinancement, et c'est un point très important, le système des prix à son terme permettant d'orienter la production.
En ce sens, ce texte d'une ampleur indiscutable apporte une vision sur la société que nous proposons.
Il est toutefois différent des textes fondamentaux antérieurs comme le programme du Parti en 1972, programme commun de la Gauche, parce qu'il s'interdit de sortir de notions générales ou mieux il indique des options et des objectifs d'ensemble.
C'est sur ce point qu'il apparaît indispensable de demander qu'il soit complété par des propositions concrètes, lesquelles, sans être à prendre ou à laisser, ne laissent pas sur sa faim.
En effet, dans les débats politiques actuels du pays, et sauf secousses sociales généralisées et profondes, pour un certain temps encore, si nous voulons que la Gauche accède au pouvoir par des voies légalistes, il nous faut l'approbation d'une masse d'électeurs non formés politiquement, mais ayant l'intuition de leurs intérêts de classes et attendant de nous de dépasser le stade des grandes déclarations et des écrits qui sont riches, mais qui sont hermétiques.
Ces électeurs sont, avant tout, des salariés. Il ne faut jamais, il y a 16 millions et demi de salariés qui, à part 20 000 ou 30 000 cadres supérieurs et encore... devraient logiquement, avec notre Parti, souhaiter une société plus juste et plus humaine. Et ces salariés, avec leurs familles, représentent deux tiers des électeurs. Inconsciemment ou non, ils comptent que nous répondions à leurs grandes préoccupations : l'emploi et l'implantation, d'une part, la vie journalière de travail et de salaire, d'autre part.
Ils se questionnent sur l'autogestion et sur son application, sur sa crédibilité et nous devons, nous, dire comment la faire passer dans les faits, si nous ne répondons pas à cette question, le risque sera grand de voir les salariés, ceux qui sont politiquement neufs et qui sont des actifs, considérer que nous nous payons de mots. Il est temps de ne pas les décevoir.
Or, il est des questions sur l'autogestion dans l'entreprise auxquelles il nous faut répondre ou qu'il faut éclairer. Par exemple, quels seraient les pouvoirs de l'ensemble des travailleurs dans l'entreprise autogérée ? Comment seraient prises les décisions selon leurs différents types, afin que l'entreprise autogérée soit efficace ? Comment seraient financées les entreprises autogérées ? Qui détiendrait la propriété des biens au nom de la collectivité et quelles seraient les

Fondation Jean Jaurès

conséquences de cette propriété ? Que devraient, en particulier respecter les contrats passés entre les organismes du plan et les entreprises autogérées? Quel serait le statut des salariés dans les entreprises autogérées ?Quels seraient leurs droits ? Droit à l'information, droit à la négociation, droit au contrôle, droit à la récusation, droit au recours ?

Et quelles seraient les structures possibles de l'entreprise autogérée ? Quel serait le rôle des syndicats dans l'entreprise autogérée et qui exercerait le contrôle ? Quelle coordination pourrait être conçue entre les entreprises autogérées ? Comment se ferait l'affectation de leurs résultats ? Comment pourrait-on passer au statut d'entreprise autogérée et sous quelle forme constituer la législation de l'autogestion? Et aussi pourquoi, nous, Socialistes, nous récusons les propositions Sudreau et nous sommes contre la cogestion dans l'état actuel des choses...

Le président - Ton temps de parole est terminé.

Brault - La Convention nationale ne peut traiter toutes ces questions ; au moins doit-elle les souligner, pour montrer que le Parti s'en préoccupe.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mermaz, pour quinze minutes, ensuite Dubar, pour cinq minutes.

Louis Mermaz

Mes chers camarades, nous arrivons au terme d'un long travail de réflexion sur l'autogestion. Ces quarante-huit heures vont nous permettre sinon de conclure, du moins de faire le point et de dire ce qu'officiellement, le Parti Socialiste entend par la perspective autogestionnaire.

Je constaterai d'abord que l'idée d'autogestion i appartient à l'ensemble de notre Parti. C'est le bien commun de notre Parti. C'est un élément à la fois d'idéologie, de propositions et d'actions qui font aujourd'hui notre originalité au sein du mouvement ouvrier.

C'est pour nous dans la construction de notre Parti et demain dans la construction d'une Société Socialiste à la fois pensons-nous une garantie d'efficacité et de liberté.

Cette idée d'autogestion, elle est incluse dans l'ensemble de nos travaux ; elle est incluse dans le programme du Parti Socialiste et comme Christiane Mora le faisait remarquer ce matin, nous avons même réussi à faire qu'elle commence d'être prise en considération par l'ensemble du mouvement ouvrier et notamment par le Parti Communiste puisque si la chose n'a pas été désigné de la même manière par l'ensemble des composantes de la Gauche, elle est tout ce même visée par cette déclaration du programme commun de gouvernement.

L'autogestion est ainsi explicitée. L'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de l'entreprise prendra des formes nouvelles que le Parti Socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion et le Parti Communiste

Fondation Jean-Jaurès

Français dans le développement permanent de la gestion démocratique.
Proudhon, Fourier avec le Phalanstère, et beaucoup d'autres, ont réfléchi sur des formes libres et autonomes d'organisation des travailleurs. L'idée d'autogestion désignée sous d'autres vocables correspondait au passage d'une économie agraire à une économie préindustrielle.
Elle fut notamment le résultat des réflexions des Lyonnais et des Franc-comtois ; elle fut le résultat de l'expérience des coopératives rurales ; elle fut le résultat de l'expérience de la classe des artisans qui cherchaient à se recycler dans des temps nouveaux. Mais elle a pris récemment une dimension nouvelle dans notre pays. Elle s'est enrichie de l'élan populaire de mai 68. Elle correspond à une sensibilité nouvelle qui, précisément, s'inscrit dans cette tradition démocratique française, et je pense que cet élan populaire, cette sensibilité de notre société est une référence aussi importante que la référence à l'expérience yougoslave, société qui, il n'y a pas tellement longtemps, était aussi rurale, que la référence au kibboutz ou à l'expérience agraire des Algériens. C'est une idée du Socialisme français et lorsque l'on fait des comparaisons, lorsqu'on s'inspire de l'expérience yougoslave, ne perdons pas de vue que c'est un cas tout à fait particulier, celui d'un pays aux institutions fédérales, voire fédératives.
Le Parti Socialiste a donc en commun l'ambition autogestionnaire. Aucun des courants de pensée de ce parti ne prône la théorie des îlots Socialistes. Nous savons bien qu'il ne suffit pas que la production s'organise provisoirement ici et là sous forme autogestionnaire, qu'il ne suffit pas que des municipalités mettent en place des structures de concertation et qu'elles dialoguent avec des unions de quartiers, pour changer en quoi que ce soit la société capitaliste, pour la changer dans ses profondeurs ; nous avons tous conscience des limites de l'autogestion, surtout lorsque la société capitaliste se maintient et nous savons les risques que nous courrions soit d'accepter la cogestion, soit de gérer la crise, si nous pensons que l'autogestion en soi peut changer quoique ce soit alors que nous sommes en face d'état capitaliste et en face de sociétés multinationales organisés internationalement.
C'est pourquoi je pense qu'il y a un consensus dans le Parti pour dire que l'autogestion véritablement n'existera qu'à partir du moment où la révolution aura été faite.
(Applaudissements)
L'autogestion, c'est la revendication de la liberté. C'est l'enracinement du Socialisme dans les masses populaires. Elle suppose des développements économiques dans l'entreprise et vous voyez lesquels, dans les communautés rurales, dans les quartiers, pour la gestion du cadre de vie, dans tout ce qui a trait également à la vie culturelle.
L'idée autogestionnaire, c'est une morale, c'est un comportement, c'est une méthode, et c'est déjà, par anticipation, ce que pourrait être une société future. Le programme du Parti Socialiste a développé cette idée, mais nous avons dans le même temps affirmé la nécessité de conquérir, donc de contrôler ensuite le pouvoir d'Etat, d'instaurer une planification démocratique, d'introduire prioritairement l'autogestion dans les entreprises nationalisées, et de la

développer dans les autres entreprises, au fur et à mesure que se développera l'appropriation collective des moyens de production et d'échange.
Au cours des quinze thèses, nous avons unanimement déclaré que l'autogestion ne vivrait et ne se raffermirait que dans la mesure où elle sécréterait un certain type d'institution, institution administrative décentralisée permettant l'échange entre la base et les cadres, entre la base et le sommet.
Mais nous ne renvoyons pas à un futur paradisiaque la construction de la société autogestionnaire et nous pensons que, précisément, la lutte pour le contrôle, la participation aux luttes, l'insertion dans les luttes, la participation aux campagnes d'opinion, le soutien des initiatives qui sont prises à la base, le soutien des actions sectorielles spontanées, les campagnes que nous pensons en soutenant ou en organisant avec les travailleurs des occupations d'usines, des vastes mouvements de protestation dans cette France qui compte un million de chômeurs, préludent à l'instauration d'une société de caractère autogestionnaire.
Le Parti Socialiste lui-même qui est un parti en construction, on ne le répétera jamais assez, dans la mesure où il est un parti qui affirme la liberté et ses composantes, la responsabilité de ses militants, est un parti qui s'est renouvelé, qui s'est transformé à Epinay, depuis Epinay, à travers les Assises du Socialisme, par des phénomènes de caractère autogestionnaire qui donnaient toute leur importance à l'action des clubs et des groupes de réflexion, si bien que, sans prétendre avoir un parti autogéré, nous pouvons dire que, jour après jour, nous faisons à la base de notre Parti des expériences de caractère autogestionnaire.
Mais ne perdons pas de vue le mouvement des clubs, par exemple... (mouvements divers)... qui a pris toute sa part au renouveau du Socialisme en France... (applaudissements)... du fait de son insertion dans des groupes de réflexion à divers points du territoire, du fait de l'isolement des groupes des militants qui y travaillaient, a spontanément découvert des formules d'autogestion, c'est-à-dire d'action et de prise de position parfois isolée, a constitué des îlots de Socialisme, de réflexion Socialiste, qui ont su autour d'équipes coordonner leur action.
Il y a non seulement dans notre Parti une sensibilité autogestionnaire, mais ici ou là, des prises de responsabilités autonomes, mais nous avons parfaitement conscience que, pour réussir dans un monde où nos ennemis sont très organisés, dans un monde où nos ennemis coordonnent durablement leurs actions, il faut que ces îlots soient les uns et les autres reliés entre eux. La lutte des classes, la constitution d'un front de classes, doivent rassembler, coordonner toutes les actions ponctuelles autour d'une stratégie globale. Le front de classes est la reconnaissance précisément qu'il existe une base en mouvement, mais c'est aussi l'affirmation, et nous sommes tous d'accord dans le Parti là-dessus, que la stratégie d'union de la Gauche est quelque chose de fondamental.
Contrôle ouvrier populaire, mobilisation de masses, et action gouvernementale dialectiquement articulée, caractérisent l'avancée du mouvement ouvrier vers la réalisation du Socialisme autogestionnaire, l'outil qui permet d'agit à la fois en haut et en bas, au sommet de l'Etat et au sein des masses, et qui garantit

l'articulation de ces deux formes de lutte, c'est le Parti, mais je dis que, dans le fond, ils affirment là quelque chose qui me semble aller de soi et je me demande si c'était la peine de faire un amendement additionnel pour dire quelque chose qui coule de source... (applaudissements)
Cet amendement sympathique précise les positions qui sont celles de tout le Parti et si cet amendement a seulement pour but de faire que les choses soient dites et soient dites clairement, eh bien ! C'est parfait. S'il a un autre but, c'est moins intéressant. Mais personne, dans le Parti, n'a prétendu qu'il fallait rassembler les organisations politiques et les organisations syndicales de manière abstraite. Nous avons toujours dit que les partis et les syndicats devaient embrayer directement sur les masses, être présents dans les entreprises, dans les villes et dans les villages.
L'autogestion, bien commun du Parti, annonce la société que nous voulons construire, mais nous savons que, pour aboutir à cela, nous ne saurions nous contenter d'un parti éclaté, ni préparer une révolution parcellaire ou éclatée. Il sera donc facile, je pense, entre nous, de parvenir à une synthèse à la fois pour réaffirmer la stratégie d'union de la Gauche et pour préfigurer ce que doit être une société libre, voire libertaire, la société autogérée.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Haby.

Haby

Camarades, il s'agit d'une contribution apportée au Congrès fédéral de la Haute-Garonne et c'est un éclairage qui est mis sur un point qui a semblé important et devoir être apporté à la Convention.
L'autogestion est, certes, le Socialisme réalisé ; elle constitue une finalité rigoureusement contradictoire avec le système capitaliste. Elle nécessite l'appropriation sociale des moyens de production et d'échange, la mise en œuvre de la planification démocratique, la conquête du pouvoir central d'Etat.
La réalisation sur tous ces plans des premières transformations de structure conditionne le succès de la démarche autogestionnaire.
Dans la pratique, ces changements de structure économique, politique, sociale, culturelle, qu'impliqué le début du processus autogestionnaire, seront vécus et réalisés, maintenus et transformés si nécessaire par des hommes et des femmes.
Pour le moment, nous sommes tous conditionnés par les siècles de pouvoir capitaliste, habitués à réagir en fonction d'une soi disant nature humaine exacerbée, sinon entièrement fabriquée par le contexte social.
La manière dont les structures Socialistes se mettront en place est de première importance. C'est à ce moment là que pourraient s'installer, au nom de l'efficacité, d'autres formes de pouvoir : Technocratie, bureaucratie, culte de la compétence ou autre qui reconstitueront l'antagonisme dominant-dominé.
Il ne suffit pas d'en prendre conscience pour que disparaissent les tendances individualistes fortement ancrées. Il serait naïf de croire que le seul changement des structures suffira ; l'histoire est là pour nous rappeler que cette condition

Fondation Jean Jaurès

indispensable n’est pas suffisante.
Socialisme utopique, Socialiste scientifique ou Socialisme autogestionnaire, il y a chaque fois un apport considérable à l’histoire du mouvement ouvrier. L’apport de notre époque, s’il veut être autogestionnaire, doit prendre en compte le progrès des connaissances dans les sciences du vivant.
Ces connaissances doivent être intégrées à l’analyse, d’autant plus que l’évolution des mentalités est bien plus lente que le progrès technique où structurel.
Nous, nous trouvons là face à des difficultés profondes dont la réalité est perçue confusément, subjectivement réalité à laquelle nous nous heurtons et nous nous heurterons de plus en plus, qu’il s’agisse entre autres exemples de l’absence de volonté ou même du simple désir de la masse de participer aux décisions, du blocage de la circulation de l’information de haut en bas et bien plus encore de bas en haut, et de l’incompréhension du sens profond et de la portée des informations, qu’il s’agisse également de la fréquence des réactions apprises de méfiance, de rivalité du besoin de posséder ou de garder jalousement des avantages sociaux comme le prestige ou le savoir qui, en système capitaliste, sont avec les biens matériels, les seuls signes qui procurent le sentiment d’exister, la disparition du goût de la responsabilité chez le travailleur habitué au gaspillage capitaliste, au mépris du travail bien fait, souvent peu rentable.
Pour ne pas, au début du processus autogestionnaire, compromettre la fin, il est fondamental et urgent d’analyser tous ces phénomènes. Aussi ces analyses existent ou il faut les expliciter, les diffuser et cela sans attendre pour comprendre et dominer ou dominer des réactions impliquées par la course au profit.
Il est urgent d’étudier les moyens d’y parvenir, non pour passer d’un conditionnement à l’autre mais pour développer les facultés humaines étouffées par l’enseignement, la division du travail, l’organisation urbaine, etc., du système capitaliste. Ces facultés de compréhension, d’expression, d’adaptation de chacun face à des réalités sociales et politiques, économiques complexes, sont aussi nécessaires que les changements de structures et leur acquisition peut commencer dès aujourd’hui, sinon la finalité autogestionnaire restera un mythe.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Tabarot dont le nom avait été trahi par l’orthographe, pour cinq minutes.

Tabarot

Chers camarades, je ne suis qu’un travailleur d’entreprise, je n’ai jamais parlé devant une aussi grande assemblée, donc je bégaie un peu, excusez-moi.
Je suis d’une entreprise de Toulon, les établissements Burdat, certains d’entre vous en ont entendu parler d’autres ont participé à la lutte menée, dix mois d’occupation, une majorité de femmes... 3 hommes... (rires)
Nous ne savions pas ce qu’était l’autogestion, nous n’avons pas voulu faire de tentative autogestionnaire, nous avons voulu produire pour voir si nous étions

capables de le faire et nous avons produit, nous avons produit pendant huit mois. Nous avons produit des pantalons, des pochettes, et puis, un jour, au fur et à mesure que le temps passait, nous nous sommes aperçu;- que le syndicalisme, c'était une chose, mais que tout ça c'était politique, que cela allait beaucoup plus loin, c'est sur les actions et la participation dans la lutte de la section de Toulon que personnellement j'ai adhéré au Parti Socialiste, et je dis politisation parce que c'est important.
Dans le même temps, à Toulon, il y a une entreprise qui s'appelle Bauval où il y a 800 salariés. Au moment de la grève des P.T.T., le PDG par pression, par violence, a obligé les salariés à manifester contre les travailleurs des PT.T. en grève.
Depuis, une section syndicale C.F.D.T. s'est créée chez Bauval avec 11 travailleurs. Ils se sont mis en grève ; le même jour, le PDG accompagné de 15 syndicalistes FO est venus et ont expulsé les travailleurs en grève. Je dis : attention, c'est politique ou ce n'est pas politique ? (Applaudissements)
J'espère que je me fais comprendre ! (rires)
L'autogestion pour nous, les travailleurs, de la base, c'est le droit de vivre... on n'a pas besoin d'expliquer plus loin... c'est le droit de vivre.
Mais il faut que le Parti soit dans les entreprises : avant de prendre le pouvoir, que le Parti, les travailleurs, les ouvriers, avant d'être au pouvoir soient bien dans les entreprises, parce que si on attend d'être au pouvoir on n'aura rien du tout... on aura ce qui se passe au Portugal avec Republica !
Nous ne voulons pas, et cela je le dis au nom de tous les ouvriers qui étaient avec moi, être l'ouvrier du Parti, la bonne conscience du Parti... (Applaudissements)… nous voulons être le Parti Socialiste, nous serons le Parti Socialiste. Nous avons besoin d'un langage clair et précis, nous ne savons pas lire entre les lignes. Ce que nous avons retenu, nous l'avons lu dans l'amendement additionnel.
Je regrette, mais c'est comme ça ! (applaudissements)
C'est que la tâche centrale de la période, c'est la construction du Parti élargissant sa base sociale en direction des travailleurs et particulièrement des couches les plus défavorisées, menant la lutte anticapitaliste sur tous les terrains, opposant globalement au pouvoir giscardien la perspective du Socialisme autogestionnaire, envisageant dans le débat, comme dans la pratique, une nouvelle étape de l'union, une véritable valeur stratégique pour le passage du Socialisme des partis dans lesquels se reconnaissent les travailleurs de notre pays.
Voilà, camarades.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Robert Chapuis, pour dix minutes, ensuite à Georges Sarre.

Robert Chapuis

Camarades, ceux qui naguère ont adhéré au Parti Socialiste sur la base du texte

des Assises du Socialisme ne peuvent que se réjouir de la tenue de cette Convention comme du texte des 15 thèses qui ont préparé les travaux.
Ainsi voit-on clairement qu'il n'est pas possible de renforcer la lutte pour le Socialisme autogestionnaire en dehors d'un renforcement du Parti Socialiste et nous souhaitons que tous ceux qui hésitent encore s'en rendent compte et viennent avec nous tous pour faire du Parti Socialiste encore davantage ce Parti de base, ce Parti de classe et de masse dont les travailleurs ont besoin pour lier étroitement luttes sociales et luttes politiques et pour bâtir, sous leur contrôle, le Socialisme dans la liberté.
Mais si l'avenir du Socialisme autogestionnaire est lié à l'avenir du Parti Socialiste, je crois aussi-que l'avenir du Parti Socialiste dépend de sa capacité à inscrire davantage son action dans la perspective du Socialisme autogestionnaire, et alors il faut aborder de fond cette question : n'est-ce pas contradictoire avec l'unité ? Est-ce contradictoire avec l'union de la Gauche ?
Eh bien, pour nous qui refusons de réduire l'unité à quelques formules électorales, à une alliance conjoncturelle entre Partis de gauche, nous disons : il n'y a pas de contradiction, ce qui est en cause aujourd'hui, ce qui explique peut-être un certain nombre de polémiques et de difficultés, ce n'est pas le problème de la base de l'unité, chacun sait que cette base, c'est le programme commun de gouvernement, mais c'est le contenu réel de cette unité, c'est-à-dire son contenu social !
Quelle société, quel Socialisme ? Telle est bien la question.
Je lisais récemment ce texte :
"Faire vivre le Socialisme dans la jeunesse, montrer qu'il est à l'ordre du jour, que partout où il l'a emporté, il a fait la preuve de sa supériorité et que dans notre pays il sera ce que le feront la jeunesse et notre peuple, conformément à son histoire et à son génie propre".
Ce texte a été prononcé par Guy Hermier à la fin du mois de mai dans la réunion du Comité central du Parti Communiste français.
Le Socialisme est à l'ordre du jour. C'est ce que nous avions écrit dans le texte des Assises et c'est ce qui, peut être, avait posé quelques débats dans cette période.
Eh bien, nous constatons aujourd'hui le chemin qui est parcouru, nous constatons que c'est bien le Socialisme qui est à l'ordre du jour et qu'à cet égard on ne peut pas se contenter simplement de rechercher les uns vis à vis des autres des garanties démocratiques pour de simples soutiens à des luttes vindicatives.
Les réformes de structures que propose le programme commun posent la question de la finalité, pose la question des fins, mais du même coup, inéluctablement, elles posent aussi la question des moyens, parce que l'on sait à quoi peut mener une certaine distinction ces fins et des moyens, on sait ce qu'il en a été depuis un siècle, les régimes qui ont fait du Socialisme une finalité, mais qui ont employé des moyens d'une toute autre nature, qu'il s'agisse de gérer loyalement le système capitaliste ou d'instaurer certains systèmes répressifs et totalitaires.
Si nous sommes membres du Parti Socialiste et non pas de la S.F.I.O. ce n'est

pas pour une question de vocabulaire, c'est parce que nous avons su les uns et les autres tirer les leçons de l'histoire, et si nous disons que le Socialisme bureaucratique n'est pas simplement une formule, mais c'est aussi une réalité historique dont il faut bien tenir compte, ce n'est pas dans un souci de classement, de division, mais dans un souci de vérité, c'est dans un esprit de responsabilité, d'efficacité, afin de faire en effet que l'unité de notre pays puisse passer à un niveau supérieur.

Il faut le dire, parce qu'on n'en a guère parlé à cette tribune.

Le stalinisme, ce n'est pas l'opinion d'un chef d'Etat d'un pays étranger à un moment de l'histoire, c'est aussi une certaine conception du rapport entre l'Etat, le Parti et la classe ouvrière et c'est aussi une certaine pratique. C'est ce rapport qu'il s'agit de remettre en cause, et nous pensons que cela est possible et que cela peut être va bien, mais nous disons que cela ne sera véritablement possible que si se mette en oeuvre une autre conception, une autre pratique et il suffira pour cela ni de tel ou tel article, ni de tel ou tel discours, que ce soit de notre part ou de la part d'autres. Il est toujours dangereux pour se débarrasser d'un cadavre de se contenter de le mettre dans un placard ! (applaudissements)

C'est pourquoi il est si important de donner toute sa force à la lutte pour le Socialisme autogestionnaire et si important que le Parti Socialiste s'engage résolument dans la voie du Socialisme autogestionnaire avec toutes ses implications.

Certains sont parfois tentés de définir l'autogestion sur la ligne d'horizon. On en connaît la définition : cette ligne imaginaire qui s'éloigne au fur et à mesure que l'on avance... Eh bien, soyons en effet marxiste, disons bien qu'il n'y a pour nous d'idée que liée à une pratique qui ne peut donc y avoir de perspective autogestionnaire que si elle caractérise notre pratique même et dès aujourd'hui. C'est en ce sens qu'il ne peut y avoir véritablement de projet autogestionnaire que dans la mesure où il s'appuie ou il s'appuiera sur une stratégie autogestionnaire.

(applaudissements)

Dire cela, est-ce contredire l'unité ?

Je dis non, c'est au contraire, comme cela a déjà été dit à cette tribune, vouloir en préciser le contenu à partir des analyses, des positions et des propositions du Parti Socialiste dans le débat actuel.

La dimension unitaire et la dimension autogestionnaire sont les deux phases d'une même stratégie, celle qui pose la question du pouvoir non seulement pour l'occuper, mais aussi pour le transformer.

Nous savons qu'il y aura une voie française vers le Socialisme ou qu'il n'y en aura pas. Et ceux même qui veulent bâtir un Socialisme aux couleurs de la France le savent aussi, ils le disent, cela pose quelques problèmes dans leur environnement, mais il y a là de leur part un courage qu'il faut justement appuyer par nos propres propositions, par nos propres actions.

(Applaudissements)

Dans l'élaboration de cette voie française, la perspective autogestionnaire tient sans nul doute une place prépondérante en fonction des origines même du

mouvement ouvrier en France et tout à l'heure Mermaz le rappelait,- qu'on se souvienne à cet égard de la commune -et en fonction aussi du développement même du mouvement ouvrier, parce que ce n'est pas pour rien que s'inscrit à l'intérieur du mouvement ouvrier une force comme la C.F.D.T. et ce n'est pas pour rien que l'action commune entre la C.G.T., la C.F.D.T., aussi bien sur la base revendicative que dans les phases de lutte a connu des orientations dont nous pensons qu'elles s'inscrivent déjà dans les perspectives autogestionnaires.
C'est pourquoi cette convention est intéressante pour l'avenir de la Gauche, car cet avenir dépendra, nous le savons de la capacité du Parti à assumer ses responsabilités.
Depuis 1971, sous la responsabilité de François Mitterrand, il a fait beaucoup pour parvenir à l'union de la Gauche, pour assurer la dimension unitaire. Il lui faudra faire beaucoup, sous la responsabilité de François Mitterrand dans le prolongement de l'action déjà accomplie, pour se donner une dimension autogestionnaire.
C'est affaire de projet et, déjà, les 15 thèses apportent des éléments essentiels, mais nous savons qu'il faudra prolonger ce travail à la base, au niveau municipal, au niveau régional et dans les divers secteurs de la vie sociale et de l'action militante. Il faudra le faire dans l'effort constant pour articuler les propositions politiques du Parti et l'action de ses militants à l'intérieur des luttes sociales.
C'est affaire de projet, mais c'est aussi affaire de pratique, dès maintenant, à tous les niveaux du Parti, dans son action et sa réflexion. Or, à cet égard, je crois que deux conditions sont nécessaires et je voudrais, ici, non pas polémiquer, mais appeler à une réflexion collective :
- la première condition, c'est l'unité du Parti. Nous savons qu'il serait absurde de vouloir unir à la Gauche si l'on ne pouvait pas garantir le maintien de l'unité du Parti. Nous regrettons, à cet égard, que la réflexion sur l'autogestion, qui pouvait permettre d'assurer cette unité, comme on l'a vu dans le débat de la Commission préparatoire, lors de l'élaboration des 15 thèses, ait finalement été quelque peu gênée par la nécessité qu'ont éprouvée certains de devoir se compter… (protestations et applaudissements)… camarades, encore une fois, je fais appel à la réflexion… (mouvements divers)…
Est-ce, camarades, la bonne manière de bâtir ce Parti de la transition qui sera nécessaire et dont nous pensons qu'il s'esquisse par sa capacité d'homogénéité et d'initiative collective dès aujourd'hui ?
Nous disons qu'un pas en avant avait été fait lors de la dernière Convention...

Le président - Ton temps de parole est épuisé, je te prie de bien vouloir conclure.

Robert Chapuis - ... Nous pensons que cette Convention doit permettre de faire un nouveau pas en avant et que ce nouveau pas en avant doit pouvoir se faire dans l'unanimité après le travail de notre Commission.
- la deuxième condition, c'est la clarté du débat et, à cet égard, ce n'est pas

clarifier le débat que d'opposer dimension unitaire et dimension autogestionnaire. Ce ne serait pas non plus clarifier le débat que de récapituler telle ou telle tentative du gauchisme au nom des masses, au nom de l'appel aux masses. Nous savons que ce problème, beaucoup d'entre nous l'ont vécu dans leur action, dans leur pratique, qui est justement de savoir ce que cela veut dire que donner une dimension de masse à son action. Il ne faudrait pas que l'appel aux masses, toujours populaire, dissimule la difficulté pour les partis et notamment, pour le Parti Socialiste parmi d'autres, de mettre en oeuvre les initiatives que l'on attend de lui, les propositions que l'on attend de lui pour donner le débouché politique aux luttes actuelles.
La transition vers le Socialisme ne dépendra pas de nos formules de Congrès, elle dépendra de la capacité des forces de gauche à prendre le pouvoir, de leur capacité à définir dès maintenant dans leurs objectifs concrets dans la pratique concrète de leurs militants, le type de Socialisme qu'il s'agit de construire. C'est à cette tâche que le Parti Socialiste doit s'atteler sur tous les terrains de l'action, qu'il s'agisse de l'action municipale, qu'il s'agisse du terrain de l'entreprise ou de celui de l'école. A cet égard, nous avons bon espoir, nous avons confiance dans la Convention qui est ici réunie pour qu'elle soit une étape significative dans la marche en avant du Parti Socialiste, pour un Socialisme qui sache, camarades, être à la fois unitaire et autogestionnaire.
(Applaudissements)

Le président - La parole à Georges Sarre, pour 15 minutes, ensuite Commot, pour 5 minutes.

Georges Sarre

Chers camarades, dans les débats qui ont précédé cette Convention, nous avons entendu, à propos de notre thèse additionnelle, les critiques les plus étranges ! Ne serait-il pas temps, camarades, de mesurer les implications de nos analyses, de nos choix stratégiques et de mettre le Parti en situation d'y faire de plus en plus face ?
C'est ce à quoi s'efforce notre amendement additionnel ; il n'a pas d'autre objet. Nous voulons aider la réflexion du Parti, nous n'usons pas de subterfuge pour évaluer notre influence. La minorité se porte bien, il n'est pas besoin d'un vote public pour s'en apercevoir ! (Applaudissements)
Je voudrais dire, par parenthèse, mes camarades, que nous ne sommes pas de ceux qui essayent de remettre en cause les 15 thèses votées à l'unanimité. Elles sont bien telles qu'elles sont et le petit jeu des amendements n'est pas notre fait, nous n'essayons pas d'opposer l'unité et l'autogestion i elles sont dialectiquement liées. Nous disons que la 16ème thèse ne s'oppose pas aux autres, elle les complète.
Il y a deux attitudes logiques :
- la première, qui consiste à repousser l'ensemble des 15 thèses et notre amendement ;
-la seconde, qui tend à donner une conclusion logique à l'ensemble du texte

commun.
La définition de la perspective autogestionnaire passe obligatoirement par l'explication, la description du Socialisme que nous voulons réaliser, mais aussi la traduction pratique que nous en donnons, ici et maintenant, pour enlever la victoire et ouvrir la voie au Socialisme. Laissons les généralités, pour décider de façon réaliste les choix qui permettront d'aborder la victoire de la Gauche dans un rapport de forces favorable.
S'il est nécessaire de connaître notre destination, il faut aussi prévoir comment on prendra le premier virage. Nous disons, tous ensemble, que la crise actuelle du capitalisme met à l'ordre du jour le Socialisme et l'autogestion. Nous disons qu'il s'agit, pour rendre l'autogestion possible, de socialiser les grands moyens de production, de développer le centrale des travailleurs, de réorienter l'économie à travers une planification démocratique, nous proclamons que l'appareil d'Etat, lui-même conçu et organisé pour servir les classes dominantes ne peut être, tel quel, l'instrument d'aussi profondes transformations et qu'il faut prendre les mesures nécessaires pour le transformer, lui aussi, progressivement mais fondamentalement, jusqu'à en changer la nature de classe.
Nous reconnaissons, tout courants confondus, c'est le dernier paragraphe de la première thèse, qu'une telle stratégie de rupture provoquera immanquablement l'opposition croissante des classes dirigeantes et que celle-ci ne pourra être dominée que grâce à la mobilisation forte et consciente des masses populaires. Mais, la majorité du Parti hésite encore à voir clairement les conséquences de ces affirmations au niveau de la période de transition au Socialisme, cette transition à laquelle l'application du programme commun de gouvernement ouvrirait la voie à terme, un terme peut-être assez rapproché. La majorité du Parti hésite à reconnaître le rôle des masses consciemment mobilisées dans la transition au Socialisme.
Loin de vouloir opposer le rôle des masses à l'action du gouvernement, nous pensons qu'il s'agit de deux aspects inséparables du processus de transition. Le Parti doit être le lieu de la synthèse, l'outil d'unification de ces deux actions et de ces deux terrains.
La majorité ne semble pas avoir encore pris clairement conscience que c'est justement de la part effective prise par les masses que dépendra l'orientation du Socialisme en construction.
Camarades ! Essayons de ne pas être aveugles devant les leçons que d'autres pays mettent sous nos yeux. Nous savons bien que le Chili n'est pas le Portugal et que le Portugal est, moins encore, la France, (applaudissements) Nous savons bien que le problème du Socialisme se présentera, dans notre pays, en des termes tout à fait différents de ceux dans lesquels il s'est posé au Chili, hier, et se pose aujourd'hui, au Portugal; S'il faut, cependant, se garder de généraliser leurs expériences, nous avons au moins sur certains points, des leçons à en tirer.
Certains sont tentés de voir dans l'action gouvernementale le moteur exclusif de la transition au Socialisme. L'échec de l'unité populaire devrait les conduire à se poser quelques questions.
Au Chili, un gouvernement d'unité populaire, constitutionnellement désigné par

le Président de la République, constitutionnellement élu, se met en devoir, conformément au programme des Partis qui le constituent et l'appuient, de commencer la construction du Socialisme, sans qu'il soit possible d'entamer les positions de la réaction dans un certain nombre de secteurs clés. C'était la voie chilienne au Socialisme. Certains espéraient que les classes possédantes allaient se laisser faire ou tout au moins que l'affrontement pourrait être évité. La mobilisation des masses, selon une partie de l'unité populaire, devait se borner à appuyer les initiatives gouvernementales. Malgré cela, les masses ouvrières et paysannes tendaient spontanément à s'organiser, à constituer leurs propres organes de lutte, de pouvoir populaire et de défense du processus. Mais, parce qu'il n'existait pas de ligne unique au sein de l'union populaire, qu'aucun parti n'a servi complètement de trait d'union entre l'action du gouvernement et les initiatives à la base, le gouvernement lui-même s'est trouvé réduit à l'impuissance. On sait la suite...

Camarades, ne nous y trompons pas. Les massacres de septembre 1973 ne s'expliquent pas uniquement par les erreurs économiques, ni même principalement par les surenchères gauchistes ; au Chili comme ailleurs de petits groupes rêvaient stérilement à déborder le gouvernement.. Ils sont la conséquence de l'erreur qui a consisté à commencer la marche au Socialisme sans en réunir la condition première : une mobilisation populaire cohérente, capable de faire échec, à toute tentative de la réaction, un pouvoir populaire en constitution, un gouvernement exprimant ses actes, ses aspirations, un parti et une union liant ces deux aspects. C'est une leçon que nous ne devons pas perdre. (Applaudissements)

Qu'en est-il au Portugal ?

Depuis le 11 mars 1975, les forces populaires et la fraction progressiste des forces armées ont compris que la liberté ne serait assurée au Portugal que dans, et par, le Socialisme. Elles ont compris que la réaction ne serait définitivement neutralisée que si l'on en prenait les moyens : épuration et démocratisation de l'armée, puis de la police et de l'administration, confiscation des moyens d'influence économiques et moraux des anciennes classes dirigeantes.

Camarades, les réactionnaires de toutes nuances, autrement indulgents naguère pour Caetano et aujourd'hui pour Franco, font mine de s'inquiéter pour la liberté au Portugal ! C'est une manœuvre, qui vise à exploiter contre la Gauche française certaines informations déformées en provenance de Lisbonne ! Cette question n'est souvent traitée que sous l'angle des rapports P.S./P.C., pour amener les Français, manipulés, à en déduire que Socialistes et Communistes ne doivent pas gouverner ensemble. L'essentiel, bien entendu, est laissé de côté.

Reste une question : comment une révolution peut-elle se défendre et avancer, tout en respectant scrupuleusement les libertés ?

Faut-il nous émouvoir de voir mettre à la retraite ou partir en exil des officiers factieux et de voir les états-majors dirigés par de jeunes cadres sélectionnés pour leur attachement à l'alliance entre les forces armées et le peuple et à la cause de la révolution ?

Faut-il nous émouvoir de voir suspendus des groupes factieux compromis dans

le putsch du 11 mars ?
Faut-il, pour obtenir l'approbation de toute la Gauche française et européenne, que les forces révolutionnaires portugaises se livrent, sans se défendre, à de futurs Pinochet ?
(Applaudissements)

Claude Estier - Oh ! Oh ! Oh !

Georges Sarre - N'attendons pas des heures graves pour être solidaires...

Claude Estier - Il ne faut pas exagérer, quand même !

Georges Sarre - Mais attendez la suite, camarades !
Cessons de nous mobiliser pour des cérémonies du souvenir, préparons tous sérieusement l'avenir, c'est-à-dire une France Socialiste, en marche vers l'autogestion.
Nous n'idéalisons pas la révolution portugaise et tout n'y est pas louable. Les conditions, en particulier, dans lesquelles le journal d'inspiration Socialiste, "Republica"...

Dans la salle - Ah !

Georges Sarre - … a été et demeure empêché de paraître, ne peuvent que soulever notre réprobation !
(Applaudissements)
Bien des choses ont été dites en France dans cette affaire. Il reste néanmoins que la liberté de la presse implique qu'on tienne compte de l'opinion des lecteurs et des journalistes, autant que de celle des typographes et des ouvriers qui font matériellement le journal, et que c'est une conception de l'autogestion erronée - et même, disons-le, de mauvaise foi - que celle qui consisterait, pour les besoins de la cause, à rendre les typographes seuls juges de l'orientation des journaux !
(Applaudissements)
Nous le disons, c'est une mauvaise querelle qui a été cherchée à nos camarades Socialistes portugais dans l'affaire de "Republica" et nous sommes solidaires avec eux dans cette affaire.
Mais, nous disons aussi que c'est une mauvaise manœuvre de la réaction que celle qui a consisté, depuis plusieurs semaines, à ne retenir de l'évolution politique en cours au Portugal que cette déplorable affaire, pour tenter de jeter le discrédit sur l'ensemble du processus. Il est bien vrai que les incertitudes de la situation au Portugal obligent à se poser un certain nombre de questions, mais ce devrait être, pour des Socialistes, sans jamais perdre de vue que la menace essentielle pour les libertés c'est que ne soient pas détruites assez rapidement et complètement les bases matérielles et idéologiques du fascisme, c'est que ne soit pas construit assez rapidement le Socialisme.
Le remède aux difficultés actuelles, on le trouvera, on ne pourra le trouver, au

Collection Jean-Jaurès

Portugal comme ailleurs, que dans l'intervention directe des masses, dans la construction du Socialisme, dans le développement du pouvoir populaire, au rythme même de la transformation de l'appareil d'Etat. C'est cette liaison entre le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas et entre le gouvernement et les masses qui peut, seule, éviter que des travailleurs, abusés, appellent un Bonaparte.

Encore faut-il, pour cela, que la cohérence du mouvement populaire soit suffisamment assurée, que la conscience du but commun à atteindre soit plus forte que les motifs réels de querelles et de division. C'est le rôle des Partis. Le gauchisme se développe quand les Socialistes et les Communistes se combattent.

Sans vouloir commettre d'ingérence dans les affaires qui sont, avant tort, celles de nos camarades portugais eux-mêmes, nous pouvons exprimer ici l'espoir qu'ils parviennent à surmonter la pluralité des intérêts contradictoires pour définir, tout au long de la période, une ligne politique cohérente, dépasser leurs divergences, et mettre en oeuvre une stratégie commune de transition vers le Socialisme.

Mais tout ceci nous ramène à la France.

Nous partons de l'idée que la Gauche dans notre pays peut accéder au pouvoir dans un délai relativement bref. Cela signifie que le Parti Socialiste doit avoir pour aujourd'hui et pour demain une conscience aiguë des priorités.

La première priorité, c'est effectivement de conquérir la classe ouvrière à une ligne Socialiste.

La deuxième priorité, c'est d'étendre cette alliance à l'ensemble des travailleurs, des cadres, des techniciens et, ensuite, aux travailleurs indépendants, aux petits paysans, aux classes moyennes, aux couches non monopolistes, pour affaiblir la grande bourgeoisie. Mais, il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs, ce qui suppose une définition consciente des priorités sociales et politiques requises par les alliances de classe dort la Gauche a besoin,

La société capitaliste se retrouve mise en cause fondamentalement dans son modèle d'organisation, dans son mode de commandement, dans ses valeurs. La société des privilèges est attaquée à la base ; c'est la signification de la lutte autogestionnaire, c'est le sens des plus durs conflits de la récente période.

Donc, le capitalisme doit affronter une crise économique et sociale profonde, mais aussi une remise en cause dans son pouvoir même, tant au sommet, par le combat de la Gauche pour la victoire du programme commun, qu'à la base par la forme des luttes ouvrières. Nous savons que notre Parti doit, dès aujourd'hui, par la lutte pour le contrôle, unir ces deux niveaux, préfigurant ainsi son rôle dans la période de transition,

Avec un tel environnement, une victoire électorale de la Gauche ne débouchera pas sur un compromis historique, Le contenu du programme commun n'est pas assimilable par la grande bourgeoisie. Les nationalisations que nous prévoyons touchent le cœur même du système, le cœur du pouvoir du grand capital. Les possibilités que nous voulons établir pour le contrôle des travailleurs ouvrent la voie à une dynamique populaire également insupportable pour ceux qui,

Fondation Jean Jaurès

aujourd'hui, détiennent les rênes du pouvoir. Dans ces conditions...

Le président - Ton temps de parole est terminé, Georges Sarre.

Georges Sarre - Je vais conclure.. Dans ces conditions, qu'on le veuille ou non, qu'on en soit conscient ou non, l'arrivée de la Gauche au gouvernement, l'application du programme commun de gouvernement, déclencheront une montée des enjeux, posant rapidement le problème de la transition au Socialisme.
En conclusion, camarades, je dirai que l'avènement du Socialisme dépend de sa capacité à porter les enthousiasmes bien au-delà de ceux qui en attendent quelque chose, jusqu'à présent et depuis la grande révolution rien de tel, sauf peut-être en 36, à la libération, en mai 68, où l'immense majorité crut un moment arrivé l'éclosion d'une autre société. Avec l'autogestion surgit une idée puissante, elle est l'espérance, donnant son vrai sens à notre Parti et à l'unité, dont la Gauche dans notre pays a tant besoin pour le présent et pour l'avenir.
(Applaudissements prolongés)

Le président - Nous n'avons pas le temps, camarades, de faire des applaudissements prolongés, je m'en excuse, je le dis pour n'importe qui (murmures)...
Je donne la parole à Poperen pour 15 minutes et ensuite Machefer pour 6 minutes.

Jean Poperen

Chers camarades, nous allons donc demain soir conclure ce débat longtemps réclamé et dont il faut dire qu'il était temps en effet qu'il arrivât. Certains diront que nous n'allons pas vraiment conclure puisque nous aurons, et quelqu'un tout à l'heure y a fait allusion, à prolonger notre réflexion sur un certain nombre de thèmes.
Mais il est vrai qu'aucune des grandes questions qui nous préoccupent, aucun des grands problèmes posés au mouvement Socialiste, n'est jamais conclu.
Simplement il nous semble qu'il ne serait pas bon, après que nous ayons eu cette délibération démocratique, que le débat devint permanent sur cette seule question.
Il faut donc que demain soir nous arrivions, non pas à répondre surtout en cette matière, nous ne le pourrions pas, mais à répondre à un certain nombre de questions précises et, de ce point de vue, je crois que l'intervention du camarade Brault a fourni une nomenclature très intéressante, dont me semble-t-il la Commission des résolutions devait bien s'inspirer.
Il y a d'abord la question de fond : qu'est-ce que c'est ? Parce qu'on en a tellement parlé, et avec des interprétations tout de même diverses, au moins dans les nuances.
Eh bien je crois que sur ce fond, la réponse a été donnée, et depuis longtemps, même si on donnait un autre nom à la chose.

Collection Jean Poperen

S’il est vrai qu’il s’agit de la réalisation du Socialisme, c’est en effet la libération de l’homme, c’est l’homme maître de lui-même, et donc d’abord, d’abord maître des instruments de production, c’est-à-dire de ce qui lui permet de dominer la nature.
Cela, je crois que c’est bien le fondement même de notre démarche et c’est bien le sens général de notre effort, c’est la fameuse finalité.
Et c’est pourquoi nous avons avancé dans notre programme d’abord, puis avec d’autres dans le programme commun, un certain nombre de transformations de structure qui doivent assurer cette libération humaine et qui doivent conduire au Socialisme.
Mais c’est ici que nous rencontrons un certain nombre d’expériences et que, comme le disait, je crois Chapuis, nous devons tenir le plus grand compte de ces expériences puisqu’il est vrai que des démarches, qui à l’origine devaient conduire à la libération de l’homme par un certain nombre de chemins, ont conduit à autre chose, voire dans certains cas à la négation de cette libération.
Mais c’est qu’il y a une crête, ou si vous voulez une voie très étroite entre l’effort pour plus de démocratie, et la réalité de l’installation d’un régime nouveau qui est la réalité de la lutte, car l’installation de la démocratie, on ne la fait pas dans le domaine de Sirus, on la fait dans la lutte quotidienne contre l’adversaire de classe qui est présent et qui ne nous laisse pas organiser tranquillement notre démocratie, et contre lequel il faut des armes, des armes politiques, des armes d’Etat, des armes économiques. Bref il ne suffit pas de décider entre nous que nous irons très vite vers la démocratie Socialiste, il faut savoir que nous le ferons dans le feu de l’affrontement de classe, et c’est bien pourquoi nous avons mis en avant, et on a eu raison, tout à l’heure - je crois que c’est Mermaz - de rappeler que cela a été un grand succès de l’avoir fait partager, même si nous n’avons pas fait partager le mot, de l’avoir fait partager par nos partenaires du programme commun, le fameux triptyque, c’est-à-dire que nous avons dit : il y a en effet la collectivisation des principaux moyens de production et d’échange, il y a la planification, il y a l’autogestion. Et, mes chers camarades, je vous soumets une question précise, à laquelle je souhaite "bien que d’ici demain soir on apporte une réponse collective, car nous sommes souvent obliges, cela est arrivé très fréquemment dans les réunions publiques ou la question nous est posée, de répondre par exemple à cette question précise, et je crois d’ailleurs que le rapport général y faisait un certain nombre de réponses : quelles sont les relations, les mécanismes de relation entre les exigences nationales du plan, les exigences de production et la gestion autonome des entreprises ?
Personne n’imagine que la gestion autonome des entreprises, l’autogestion, ce soit la gestion de milliers d’entreprises indépendantes, totalement, les unes des autres ; il faut donc imaginer, au niveau de l’entreprise, quelle est la relation entre ce qui appartient au plan - cela c’est l’exigence globale de production définie par la nation dans son ensemble -et la façon dont, à l’intérieur de cette exigence globale qui doit être satisfaite impérativement par chaque entreprise, sinon il n’y a plus de plan, il n’y a plus d’économie nationale et à plus forte

raison plus de Socialisme ; et, ce qui revient à la gestion par les travailleurs eux-mêmes, et ce domaine est encore considérable, c'est l'organisation du temps de travail, la répartition du temps de travail dans chaque entreprise, les travailleurs dans l'entreprise en sont maîtres, la répartition des Masses salariales par les travailleurs eux-mêmes, l'organisation des conditions de travail.

Voilà le domaine de l'autogestion, mais il faut tout de même que les deux domaines soient nettement délimités et les rapports entre ces deux domaines un peu précisés.

Au niveau de la vie locale maintenant on parle beaucoup et on n'en parle pas seulement, parce que ce sont des réalités qui se développant et il faut s'en réjouir, des comités de quartier, des comités d'usagers. Mais là encore je crois que nous sommes beaucoup à en éprouver la réalité dans la vie de chaque jour. Il convient de savoir quel est le rapport entre ces Comités de base, de masse, comme vous voudrez, et puis les organismes élus, par exemple les municipalités. Et il s'agit aussi de savoir quelle est la marge d'autonomie qui nous est laissée et notamment maintenant, et c'est pourquoi dans ce domaine comme dans d'autres il ne peut être question d'entreprises autogestionnaire au plein sens du terme, dans les conditions actuelles, car finalement, qui détient le principal élément de décision, c'est-à-dire les finances ? Ce ne sont pas les comités d'usagers, ce ne sont même pas les municipalités, c'est le pouvoir d'Etat..

Or il osa bien vrai que dans un certain nombre de cas, beaucoup de nos alliés, avec la meilleure volonté du monde - et il faut le regarder lucidement ici entre nous, s'imaginent que dès lors qu'ils émettent leur volonté au sein de ces comités, ils vont tout changer parce que les masses participent. Mais ils s'aperçoivent que le Préfet est là, avec son pouvoir de décision, avec son pouvoir d'Etat, et que c'est lui en définitive qui tranche.

Il est donc capital d'appeler les masses à lutter avec nous contre ce pouvoir d'Etat, mais non pas de leur denier l'illusion qu'elles pourraient escamoter cette réalité qui reste la réalité dominante, la bourgeoisie avec son pouvoir.

Alors, voilà quelques-unes des questions que nous nous posons. Et, à partir de là naturellement est posée la grande question dont on a peu parlé : est-ce que l'autogestion supprime, au moins pour une longue période, la nécessité de la délégation, c'est-à-dire de l'élection ou est-ce -que l'autogestion nous conduit vers la démocratie directe ?

Je n'en dis pas plus, mais il sera intéressant que nous ayons aussi sur ce point une réponse.

Alors, si déjà demain soir nous répondons à toute une série de questions, nous aurons fait, je crois, oeuvre utile.

Pouvons-nous aller beaucoup plus loin maintenant ?

Je suis tenté de croire que non, car les autres réponses, chers camarades, elles viendront au fur et à mesure que nous aurons changé les données objectives et, s'il est vrai que tout doit avancer à la fois, nous en sommes bien d'accord, on ne peut pas brûler les étapes ni renverser les termes, et on ne peut pas rêver que nous décrirons dans le détail ce que sera la société autogérée, alors que nous vivons encore pour le moment dans la société dominante Capitaliste.

C’est seulement lorsque les données objectives et notamment celles de l’infrastructure économique auront commencé à subir des changements décisifs, nous pourrons aller plus loin dans notre réflexion, sinon nous recommençons un siècle et demi ou presque après le voyage en Icarie des premiers penseurs Socialistes et Communistes, mais eux avaient l’excuse de le faire... (applaudissements) au nom de la réflexion Socialiste, il serait impardonnable que nous le recommencions aujourd’hui, après tant d’expériences. (Applaudissements) Donc il faut que notre réflexion soit enthousiaste, qu’elle fasse appel à l’initiative, à la création, mais il faut qu’elle soit aussi réaliste.
Et à ce niveau je veux m’interroger et j’aimerais que toute la Convention s’interroge sur les raisons, nous pouvons le dire, nos amis journalistes sont là et l’ont déjà écrit parce que c’est connu et c’est une donnée de notre débat, pour lesquelles moins que d’autres débats, moins que d’autres conventions, moins que d’autres Congrès, la masse des militants Socialistes, moins qu’à d’autres Congrès, s’est passionnée pour ce débat.
Il y a tout de même là un sujet de préoccupation.
Je sais bien que nous sommes sollicités par de multiples tâches auxquelles les militants font face, avec beaucoup d’énergie et de dynamisme, c’est un élément d’explication, qu’après des mois et des mois de bataille, et avec ce que nous avons fait l’année dernière notamment, et tout ce qui a suivi depuis, il y ait et c’est bien normal, une certaine fatigue.
Je ne crois pas cette explication suffisante.
Lorsque les mêmes militants viennent dans leur section pour discuter de ces thèses, riches, importantes, intéressantes, est-ce qu’elles sont en relation directe avec le dialogue que les militants ont aujourd’hui avec la masse des travailleurs.
La vérité, et ce n’est pas nier l’importance de l’autogestion que de le reconnaître, c’est qu’aujourd’hui cette question n’est pas au cœur des préoccupations des masses... (applaudissements)... Ce qui est au cœur des préoccupations des masses, c’est la lutte contre le pouvoir, ce qui est au cœur des préoccupations des travailleurs c’est la diminution de leur pouvoir d’achat, c’est le licenciement ou la menace de licenciement, bref c’est la réalité concrète du capitalisme.
(Applaudissements)
Est-ce que cela veut dire que nous ne devons pas débattre déjà des questions qui se poseront quand nous aurons renversé ce pouvoir ?
Sûrement pas !
Mais je crois tout de même que nous devons tenir compte de cette expérience.
Rien ne serait plus dangereux pour le Parti que de se perdre trop longtemps dans des débats qui ne seront pas encore ceux de la masse des travailleurs. Il est bon que nous les précédions, il n’est pas bon que nous perdions trop le contact avec eux et j’ai le sentiment que si nous devions poursuivre pendant des semaines et des mois ce débat interne à nous-mêmes, nous commencerions à entreprendre un processus de Marginalisation par rapport à la masse des travailleurs et nous ne serions pas dans la Droite ligne de notre politique.
Et c’est bien pourquoi il faut aussi qu’une réponse très claire soit donnée à propos d’une formule qui était équivoque, mais je remercie le camarade

Fondation Jean-Jaurès

Chapuis, depuis son intervention il me semble bien qu'elle ne l'est plus, car il a été question des implications stratégiques du projet autogestionnaire, or je dois dire que ce qui a été le résultat d'un compromis a provoqué pas mal d'interprétations qui ont inquiété beaucoup d'entre nous au travers des débats qui se sont développés depuis plusieurs semaines. Et nous nous demandions s'il fallait en conclure qu'il y avait, je ne sais quel croisement entre deux stratégies.
Si j'ai bien compris ce qui nous a été dit tout à l'heure, c'est en effet qu'il fallait conclure.
On nous a dit, je n'ai pas rêvé, stratégie autogestionnaire.
Eh bien, mes chers camarades, il faudra d'ici demain soir être sur ce point parfaitement clair ! Nous sommes pour la lutte, pour le Socialisme, ce qui veut dire, et c'est pourquoi je comprends mal la formule "Socialisme autogestionnaire", la réalisation de l'autogestion.
Je suis évidemment aussi très intrigué par la formule de Socialisme bureaucratique, parce que cela me paraît contradictoire dans les termes, c'est un autre système, mais ce n'est pas le Socialisme.
Donc je ne vois pas bien ce que veut dire ce curieux mariage.
Cela c'est notre finalité, pour y parvenir la stratégie de l'union de la Gauche est là. Et si certains veulent enrichir. Il y a des enrichissements dont je me méfie un peu.
Telle qu'elle est au travers les luttes menées depuis quatre an,s telle qu'elle a été définie dès 1971 par le Parti Socialiste, sous la Direction de François Mitterrand et conduite depuis lors au travers de toute une série de succès pour- la Gauche et pour le Parti plus particulièrement, cette stratégie a fait ses preuves, elle est un tout, il n'y a pas à y toucher.
Et, s'il y a un débat, ce n'est pas sur la faneuse conception des étapes. J'ai entendu cela l'autre jour dans ma fédération. Il paraît que la stratégie du passage au Socialisme par étapes, nous la condamnerions. Mais, mes chers camarades, en concluant le programme commun, nous avons proposé à l'ensemble des travailleurs de ce pays, à la masse des citoyens, la réalisation d'une étape au terme de laquelle nous déciderons avec eux, s'ils nous renouvellent leur confiance, de faire une nouvelle étape. Trouvez un autre mot si vous voulez, niais c'est cela, la réalité des choses.
Alors, il ne faut pas la découvrir aujourd'hui. Nous y avons souscrit et nous menons campagne depuis des années sur cette base.
Donc, s'il y a un désaccord avec les Communistes, permettez, nous en avons suffisamment, des désaccords avec les Communistes, sans en inventer d'autres, ce n'est pas sur ce point, c'est, en revanche, en effet, sur la conception de la vie démocratique dans l'entreprise, dans la Cité et, là, alors, le débat est nécessaire et, bien entendu, l'une des conclusions pratiques que tout le monde souhaite d'ailleurs ici, ce n'est pas un objet de débat. C'est d'ailleurs pourquoi je me permets de conclure là-dessus, ce sera une conclusion très unitaire, l'une des décisions nécessaires de cette Convention, c'est d'engager avec le reste de la Gauche le débat sur les conclusions que nous allons tirer ensemble demain. Ainsi, nous ferons progresser notre stratégie commune, ainsi nous marcherons

Fondation Jean Jaurès

vers le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Machefer, pour 6 minutes, ensuite à Charzat, 5 minutes.

Philippe Machefer

Mes chers camarades, je voudrais apporter la contribution de camarades de la fédération des Yvelines.
Il nous est apparu que l'application du principe selon lequel l'ouvrier a le droit inaliénable de travailler avec les moyens appartenant à la société en vue de satisfaire ses besoins personnels et sociaux et de gérer libre et égal aux autres ouvriers du travail associé, son travail, les conditions de son travail, les résultats de son travail, l'autogestion est bien le fondement de la libération du travail et de la classe ouvrière, l'élément essentiel du Socialisme plus le Socialisme.
Ce qu'il nous faut expliquer pour renforcer la crédibilité de notre programme, c'est que ce rapport de l'ouvrier aux moyens de production permet aussi au système d'autogestion d'être plus efficace que d'autres systèmes, que tout autre système.
En effet, lorsque l'ouvrier qui est la principale force de production de la société, est lui-même le maître des conditions et des fruits de son travail, lorsqu'il travaille pour lui-même et lorsqu'il gère directement son travail, il est encouragé à développer ses propres capacités de travail, à économiser sa force de travail et ses moyens de production et enfin à faire un usage rationnel des résultats de son labeur.
Ce comportement envers le travail, l'ouvrier ne peut l'avoir dans aucun autre système, et tout système socio-économique et politique qui permettrait à qui que ce soit de monopoliser les conditions et les résultats du travail et d'usurper le droit de l'ouvrier à gérer lui-même ses conditions et ses résultats serait incompatible avec notre système. C'est pourquoi nous devons nous opposer à toutes les tendances à nier ce rapport fondamental.
Mais l'ouvrier ne saurait exercer en individu isolé ce droit inaliénable de décider de son travail et des fruits de son travail. Il ne peut le faire qu'avec les autres travailleurs associés dans l'organisation élémentaire, de travail associé.
Celle-ci n'est évidemment pas une unité repliée sur elle-même, autarchique, se suffisant à elle-même, comme certains penseurs utopistes du siècle dernier ont pu la concevoir. Elle doit être pleinement intégrée dans le système de haut développement industriel qui est le nôtre. Elle doit tenir compte de la nécessité d'élever sans cesse la productivité du travail social tout entier, qui est la base de l'amélioration constante des conditions de vie.
Tout cela abonde dans le sens d'une association toujours plus directe du travail.
Cependant, en raison même des progrès de la science et de la technique, l'appareil technique et les organes de gestion dont il faut dire qu'ils sont indispensables puisqu'ils aident les ouvriers à gérer efficacement la reproduction du travail social, peuvent néanmoins, et c'est là le risque principal et nous le

savons bien, abuser de leur position, de leur monopole de la compétence et de l'information, cesser d'être des organes au service des travailleurs pour se muer en êtres
C'est pourquoi il est nécessaire de prévoir des mécanismes défensifs contre des tendances de cet ordre, en conférant la position clé aux statuts de l'ouvrier dans l'organisation élémentaire de travail associé, et c'est pourquoi aussi, je pense l'autogestion doit porter non seulement sur les rapports internes à l'entreprise mais aussi sur les relations réciproques des unités productrices et surtout sur celles qu'elles ont avec les autres cellules de la société qui n'ont pas nécessairement ou qui n'ont pas seulement des activités de production, c'est à dire que l'entreprise ne peut être absolument souveraine, c'est à dire qu'en cas de difficulté majeure, c'est aux collectivités territoriales, aux différents niveaux, aux collectivités de l'entreprise et responsables du plan, qu'il revient de faire prévaloir la nature de leur pouvoir qui est un pouvoir politique.
La fédération des Yvelines a constaté que les 15 thèses ou 16 proposées par le Bureau exécutif, représentent une avancée de tout le Parti. Elle formule cependant quelques observations.
La première, c'est que l'acquis représenté par ces thèses doit être complété par une étude approfondie et beaucoup plus concrète des problèmes posés par la période de transition. La Commission fédérale autogestion des Yvelines animée principalement par notre camarade Jean Lefol, ayant expérimenté une nouvelle méthode de travail pour étudier ce problème en établissant un véritable dialogue avec les sections, nous proposons dans cet esprit, et pour contribuer à l'approfondissement du débat, à l'approfondissement de la réflexion, que la Convention nationale dresse une liste non exhaustive des modalités essentielles à prévoir pour la mise en application de l'autogestion, surtout dans les domaines de l'entreprise, de l'éducation et de la vie municipale, et arrête une méthode d'approfondissement ù proposer aux fédérations, et de ce point de vue, nous rejoignons entièrement ce qui a été dit tout à l'heure par notre camarade Brault.
Deuxième observation, comme un parti tend à reproduire à la direction de l'Etat, les formes de démocratie qu'il pratique en son sein, un parti qui lutte pour l'autogestion doit donner l'exemple d'une pratique autogestionnaire. Notre exigence doit donc être celle de notre propre pratique démocratique à développer, à renforcer, c'est la condition nécessaire de la crédibilité de notre projet.
Enfin…

Le président - Ton temps de parole est terminé.

Philippe Machefer - Troisième et dernière observation, pour dissocier dans l'esprit de tous, la relation capitaliste qui existe aujourd'hui entre propriété et pouvoir de décision, il faudra bien des années de Socialisme. En attendant, il faudra bien décider, après les nationalisations, comment la priorité du matériel d'une entreprise sera répartie entre les différentes formes possibles de propriété collective, travailleurs qui ont fabriqué le matériel, utilisateurs du matériel,

Collection Jean Daric

commune, département, région, Etat.
Alors, je voudrais dire qu'au lieu d'apporter à ce problème concret l'attention qu'il mérite et de formuler des propositions précises, il serait évidemment plus confortable de se limiter, comme on l'a fait souvent jusqu'ici, à de prudentes généralités qui n'engagent personne. Mais les travailleurs savent bien que l'autogestion posera un grand nombre de problèmes ; ce qu'ils attendent d'un parti Socialiste comme le nôtre, c'est justement qu'il leur présente clairement ses problèmes et qu'il leur propose des solutions concrète.
Voilà ce que je voulais dire au nom de ma fédération.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Charzat pour 7 minutes; je voudrais demander à tous nos camarades de bien vouloir faire silence. Nous arrivons à cette période de notre après midi où tout le monde sait qu'il fait chaud et les langues commencent à se délier ; je voudrais qu'elles se délient dans la salle d'à côté et non dans celle-ci ; ce n'est pas plaisant du tout pour les camarades qui s'expriment, de le faire devant une salle bruyante. Je vous remercie à l'avance de ce que vous voudrez bien faire à cet égard.

Michel Charzat

Camarades, en déposant notre amendement additionnel, nous avons voulu faire descendre ce débat du ciel sur la terre, nous avons voulu lui donner une portée pratique et immédiate, et donc nous avons cherché à ouvrir une discussion véritable sur les problèmes qui concernent tous les Socialistes, c'est-à-dire les problèmes de la transition.
Sur un point, néanmoins, il nous semble que ce débat est encore obscurci ; ce point est celui qui concerne l'intervention des masses dans la construction du Socialisme. Il semble que pour certains camarades, la capacité d'initiative autonome des masses dont nous parlons, constitue une vieille lune qui ouvrirait la porte, la voie à toutes les aventures.
Je rappelle à tous camarades que c'est Marx, qui, le premier, a parlé de mouvement autonome des masses, et vous savez que selon lui, le Socialisme c'est le mouvement de l'immense majorité au profit de l'immense majorité.
L'attitude, donc, d'hommes qui refusent de prendre en compte la capacité d'initiative autonome des masses, pour nous, est une attitude qui est irréaliste. C'est l'attitude de l'autruche qui ne veut pas voir en face d'elle la réalité. Cette attitude irréaliste, elle parait inadaptée aux problèmes qui se poseront demain.
Camarades, il ne faut pas craindre, il ne faut pas avoir peur du mouvement des masses ; la victoire de la Gauche sanctionnera ou déclenchera inévitablement une dynamique populaire, et particulièrement dans notre pays qui a connu en 1936, et plus près de nous en mai 1968, d'immenses explosions populaires
Cette dynamique fera inévitablement émerger de nouvelles formes de pouvoir populaire, elle fera inévitablement apparaître de nouveaux centres d'initiative. Et pour nous, c'est cela qui constitue la marche à l'autogestion.
Ce n'est donc pas être aventuriste que d'essayer, par avance, alors qu'aucune

Fondation Jean Jaurès

échéance ne nous presse, de définir les taches du Parti dans ce processus, c'est au contraire être particulièrement responsables que de s'interroger sur les dangers d'une contradiction toujours possible entre l'action gouvernementale et l'action du mouvement de masse.
Qu'est-ce pour nous que cette spontanéité des masses ?
Pour nous, la spontanéité immédiate des masses n'existe pas. Attendre d'une masse réduite au conditionnement économique et culturel un développement historique autonome, attendre qu'elle commence et qu'elle poursuive spontanément un processus autogestionnaire, c'est une pure illusion d'idéologues. Doutes les actions de la masse des travailleurs se déroulent sous des formes qui sont engendrées, qui sont établies par le mode de production capitaliste sous des formes qui sont établies par le pouvoir d'état de la classe dirigeante. Compter sur la seule capacité créatrice des masses et ne pas travailler systématiquement à forger une grande organisation de militants conscients, organisée, éduqués, prêts à assumer des responsabilités effectives de la transition, c'est proprement préparer l'échec rie la Gauche.
Aussi, camarades, pour nous, construire le Parti de la transition, le Parti qui établira le lien entre l'action gouvernementale et la mobilisation populaire, c'est la tâche décisive de la période.
A cette condition, et à cette condition seulement, la capacité d'initiative autonome des masses sera non seulement inévitable mais surtout souhaitable et indispensable pour assurer le succès de l'expérience Socialiste, car autrement, comment vaincre la résistance des forces réactionnaires sans préparer, sans prévoir une participation croissante des travailleurs dans la construction du Socialisme ? Et comment ne pas voir que la logique du programme commun, l'application des mesures anticapitalistes de ce programme, les nationalisations, le contrôle ouvrier, la décentralisation, la démocratisation de l'appareil d'Etat, l'épanouissement des libertés ont une logique profonde, celle de la responsabilité.
Cette dynamique populaire est également pour nous souhaitable car elle constitue le meilleur garant contre des déviations toujours possibles de caractère bureaucratique. En effet, une fois que les masses ont fait irruption sur la scène de l'histoire, elles ne se contentent pas de jouer le rôle des figurants. Nous savons que les masses apprendront plus à travers l'épreuve de la rupture qu'à la lecture des directives du meilleur Comité directeur possible.
Camarades, il est un dernier problème sur lequel il faut nous expliquer : peut-on l'emporter et avancer vers notre objectif en rusant, en finassant, en trompant les masses ? Cette conception, c'est celle des minorités agissantes du Parti guide ou du dirigeant providentiel ; ce n'est pas notre conception, ce n'est pas la conception du Parti, ce n'est pas celle des travailleurs qui savent qu'on ne leur servira pas le Socialisme sur un plateau.
Et comment, d'ailleurs, pouvoir parler d'autogestion si on fait si peu confiance aux travailleurs, qu'on hésite à traiter devant eux et avec eux les problèmes que posera leur capacité d'initiative, capacité d'initiative, par parenthèse, qu'on s'engage à encourager, rappelons-le, au moins au niveau de nos textes

régulièrement depuis le Congrès d'Epinay,
Alors, camarades, je crois que nous devons chercher à surmonter les faux problèmes et à dépasser les procès d'intention. Cet amendement, il n'est pas inspiré par une problématique bolchevique, ni une problématique gauchiste, pas davantage par une tentative de synthèse ou de communion gauchiste ; notre amendement ne peut pas être balayé par une chiquenaude repoussé par un bon mot. Il ne sera pas occulté par des arguties procédurières. Nous rappelons une nouvelle fois que lors de la Commission préparatoire nous avons dès sa deuxième séance, déposé cet amendement sous une forme particulièrement claire et nous avons également conscience, que cet amendement a recueilli un très large et très profond écho à travers les sections et les fédérations.
Camarades, en insistant sur le rôle conscient que devront jouer les masses dans l'édification d'une société Socialiste, en demandant aux militants de se préparer à assumer les tâches de demain, nous avions conscience de servir le Parti, et, pour nous, je dirai qu'en conclusion, être dans les masses, travailler à la construction du Parti de la transition, c'est dès maintenant notre tâche ; c'est la tâche des militants autogestionnaires conséquents, c'est la tâche que nous devons nous fixer ensemble.

Le président - Denise Cacheux pour six minutes, ensuite Paule Dufour pour cinq minutes.

Denise Cacheux

Chers camarades, mon intervention repose sur une seule idée simple qui nous paraît importante et que nous n'avons trouvé dans aucune des 15 ni même des 16 thèses soumises à la réflexion de l'intelligentsia du Parti.
(brouhaha)
Nous sommes tous à désirer un pouvoir autogestionnaire, c'est à dire une reprise en cause de l'exercice du pouvoir. Depuis ce matin, nous entendons tous les camarades parler au nom des masses. Or, le pouvoir politique, le pouvoir économique tous les pouvoirs de fait, n'existent que parce que la majorité de la société les accepte.
Il y a un consensus s'il y a un accord des membres de la société, pour que le pouvoir politique qu'elle s'est donné, que les pouvoirs qu'elle a fait naître en elle-même puissent subsister. Alors, une réflexion fondamentale parait nécessaire : Comment se font l'accord et le désaccord autour de l'idée de pouvoir ?
Pour répondre à une telle question, nous sommes renvoyés à un niveau qui n'est pas manifeste, nous sommes contraints de regarder le moins apparent de nous-mêmes et de notre société.
S'interroger sur le pouvoir consiste à s'interroger sur ce qui permet à l'autorité d'exister. Je veux parler de l'image du père, car cette idée profonde qui est le paternalisme et tout particulièrement le paternalisme politique et le paternalisme économique, comment apparaît-elles dans notre conscience sociale ? Comment, sans le savoir, y adhérons-nous ?

Fondation Jean Jaurès

Comment l'avons-nous faite nôtre ?
Il y a des interactions profondes entre la cellule familiale et le corps de la société. S'il faut en croire la psychologie des profondeurs, le patron, le chef ne sont ni plus ni moins que les représentants du père dans l'inconscient. Les relations avec le patron sont calquées sur la relation primitive au père. Les principaux groupements sociaux sont organisés et continuent à s'organiser sur le modèle de la famille. Il apparaît que toute émancipation, toute libération a sa source dans l'émancipation et la libération par rapport au père, dans ce sens, l'émancipation des travailleurs, la libération, l'autogestion de la production et hors de la production passent par l'émancipation et la libération de la femme et des enfants. Affaiblir la puissance paternelle, c'est affaiblir du même coup la puissance du patron, du chef, quel qu'il soit. La psychanalyse a, ici, des applications sociologiques et politiques. Tout pouvoir semble-t-il, a son origine dans l'autorité de l'homme au sein de la famille ; c'est pourquoi je pense, le Parti doit entreprendre une réflexion sur la famille puisqu'elle constitue le moule de la société.
Telle qu'elle est actuellement, elle ne prépare pas les citoyens à l'autogestion. Or, c'est dans la famille, d'abord, que pourra se préparer une société autogestionnaire. C'est cette structure, d'abord, qu'il s'agit de réformer, et là, camarades, vous pouvez, nous pouvons commencer immédiatement. C'est là que peut tout de suite se préparer la transition au Socialisme.
La remise en cause de la hiérarchie dans la famille, dans la structure familiale qui semble fondamentale pour populariser non pas l'idée mais l'expérience vécue de l'autogestion. Il n'y aura volonté d'autogestion et de remise en cause globale de la société que si les modèles, les mécanismes sont intégrés dans les mentalités. Il ne pourra y avoir autogestion dans l'entreprise, dans la société, si l'idée de pouvoir même n'est pas remise en cause. Mais pour qu'une idée devienne une force matérielle, il faut qu'elle pénètre les masses. Le mode actuel d'exercice du pouvoir de la société peut-être caractérisé par le mot de paternalisme, que ce soit au plan politique, économique ou social, l'autorité telle qu'elle s'incarne, prend la figure à la fois puissante, omniprésente et incontesté du père.
Des méthodes d'enseignement à la direction des entreprises, en passant par le centralisme administratif et même par nos pratiques dites démocratiques, nous sommes tous soumis à un pouvoir de style paternaliste. Chaque père de famille, chaque famille modèle les citoyens pour subir un certain type d'autorité, un certain type de pouvoir et un certain type de suggestion. Il sera impossible de faire mettre en cause l'ordre hiérarchique par des citoyens qui auront vécu la subordination dans la famille. La pyramide sociale politique ou économique avec le chef, le patron à la pointe ne pourra pas être remise en cause si l'on a vécu dans une pyramide familiale avec le père à la pointe.
Ce rôle social et politique du père est important. Si le père continue à être important, contraignant, protecteur et seul responsable, il sera impossible de faire souhaiter une société autogérée.
La soumission des citoyens aux patrons, à l'Etat ne pourra pas être bouleversée

sans toucher à la famille. Les structures familiales nous font intégrer, intérioriser un certain nombre de valeurs, d'idées, en l'occurrence l'autorité, la contrainte, la protection qui deviennent tellement prenantes qu'elles formant notre système normatif, notre structure mentale, notre imaginaire sociale profond et notre conscience collective. Tant que ce système mythique ne sera pas remis en cause, l'autorité politique, économique et sociale subsistera. Elle subsiste actuellement et l'autogestion n'est encore qu'une idée ; elle ne pourra pas remplacer le pouvoir actuel. Il y a incompatibilité entre paternalisme et autogestion ; ce sont deux idées profondes qui ne peuvent coexister.
L'autogestion remise an cause d'un système d'autorité ne pourra pas trouver un fondement de masse, une base si le paternalisme n'est pas remis en question. Dr, il a des racines profondes. Si nous voulons que les valeurs de l'autogestion obtiennent l'accord d'une société, il nous faudra réfléchir aussi et vite sur un problème qui n'est pas mineur, je veux parler de la famille.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Paule Dufour pour cinq minutes.

Paul Dufour

L'autogestion dans les entreprises ne devant en aucun cas être octroyée, implique dès aujourd'hui et encore plus dès le début du processus, de développer un vaste mouvement de masse.
Les nationalisations seront le détonateur qui impulsera ce mouvement populaire dans la mesure où les travailleurs y auront été préparés par un intense effort de formation qui incombe en premier lieu aux partis politiques et, notamment, au Parti Socialiste,
Si nous n'y prenons garde, en effet, les nationalisations peuvent déboucher sur des structures technocratiques ou bureaucratiques se concrétisant uniquement par une délégation de pouvoirs, donnée par les travailleurs, à une équipe qu'ils auront contribué à mettre en place, avec beaucoup de difficultés pour la contrôler.
C'est dès à présent et dans les luttes que nous devons armer les travailleurs et les préparer à cette échéance autogestionnaire.
La lutte pour le contrôle est l'outil pédagogique irremplaçable que le P.S. s'est donné, et qui correspond à une sensibilité réelle des travailleurs, ainsi qu'en témoigne le contenu des revendications mises en avant à l'occasion des conflits actuels.
Mais pour parvenir à faire passer totalement dans les faits notre mot d'ordre de lutte pour le contrôle, il faut développer beaucoup plus encore les sections et groupes d'entreprise, ce qui passe par un militantisme et un engagement de tous les adhérents du P.S. sur leurs lieux de travail.
L'engagement du Parti ne peut pas se limiter, comme c'est encore trop souvent le cas, à des communiqués de soutien aux travailleurs en lutte et à des présences symboliques sur les lieux où les travailleurs se battent.
Non. Le véritable engagement du Parti et son ancrage dans les luttes passent par

Fondation Jean-Jaurès

la présence et l'explication dans les conflits et en dehors des conflits de tous les adhérents présents sur les lieux de la production.
C'est à cette condition et à cette condition seulement que les mots d'ordre du P.S. trouveront un écho de plus en plus large dans la conscience des travailleurs.
C'est ainsi que, dans mon entreprise qui est un établissement semi-public, finançant des prêts d'aide au logement, notre section Socialiste remet en cause les objectifs capitalistes visant à privilégier les logements de grand standing.
Elle expose quels seraient les droits de contrôle des travailleurs dans cette entreprise, dans le cadre d'une nationalisation du crédit et d'une planification Socialiste qui privilégierait les logements sociaux.
Cette action permanente et intensive a permis en trois ans la création d'une section et d'un groupe totalisant plus de 120 adhérents sur un personnel de 1.500 et permettant, entre autres, la diffusion mensuellement de 250 "Combat Socialiste".
De plus, à l'occasion de conflits sociaux, les militants Socialistes sont toujours dans la lutte, ce qui a comme conséquence de donner un grand impact politique à leurs actions journalières.
Etre cohérent avec notre projet autogestionnaire, c'est développer la lutte pour le contrôle dans les entreprises, créer des sections et des groupes et non pas, ainsi que je l'ai exposé précédemment, se contenter de déclarations d'intentions.
De plus, contrairement à ce que pense Jean Poperen, notre débat sur l'autogestion n'est pas étranger aux préoccupations actuelles des travailleurs.
(applaudissements)
Si effectivement des revendications touchent essentiellement à l'emploi et à la baisse du pouvoir d'achat, c'est parce que les travailleurs luttent quotidiennement sur les conséquences concrètes du système capitaliste, mais il est faux d'affirmer que les travailleurs, devant le refus patronal et gouvernemental, devant la suppression grandissante, avant le mur auquel ils se heurtent, ne réfléchissent pas à un changement profond qui non seulement répondrait aux préoccupations immédiates sur le pouvoir d'achat et l'emploi, mais aussi à leur place dans l'entreprise, le rôle de la hiérarchie, les inégalités.
Ce n'est pas toujours exprimé clairement, ni clairement analysé par chacun des travailleurs, bien entendu.
Ce serait nier l'emprise de l'idéologie dominante et si c'était le cas, la révolution serait déjà proche, mais dans la pensée collective des travailleurs, l'aspiration à l'autogestion existe. Il nous appartient de la concrétiser.
(Applaudissements)

Le président - La parole est Taulon-Pomerol, pour cinq minutes, ensuite Debarge pour cinq minutes.

Taulon-Pomerol

Dans la Commission analyse de la crise de mon Conseil fédéral, une question s'est posé en ces termes. En quoi l'autogestion est-elle une solution à la crise, en particulier en ce qui concerne trois points, ce que l'on appelle l'organisation

scientifique du travail, l'inflation et les multinationales.
Cette question a priori est bien dans la logique des quinze thèses, puisque celles-ci commencent par l'analyse de la crise, et embraye sur l'autogestion qui apparaît donc comme une réponse.
Il me semble qu'à la fois la question, dans la manière dont elle a été posée, et la réponse elle-même méritent interrogation, car en cherchant à répondre, nous avons été amenés à prendre en compte non seulement l'autogestion, mais la prise du pouvoir d'état, la nationalisation et la planification.
Réponse certes banale, mais je crois que les banalités méritent de temps en temps d'être redites et qu'il n'est pas inintéressant de les voir resurgir sur des problèmes concrets.
Mais je voudrais revenir sur la question elle-même, car ni l'organisation scientifique du travail, ni l'inflation, ni les multinationales, ne sont la crise. Ce qui est en crise, c'est l'organisation scientifique du travail, l'inflation et les multinationales, mais elles ne constituent pas la crise en elle-même.
Par contre, ce qui est aussi vrai et me paraît expliqué, c'est que sur la crise, non pas sur l'existence d'une crise dont chacun la voit bien, mais sur les qualificatifs qu'il faut donner, le mouvement ouvrier et même ceux qui, en son sein, se réclament du matérialisme historique et je pourrai dire d'un flou artistique. Entre ceux qui pensent que c'est uns crise générale et ceux qui la restreignent à une crise conjoncturelle, on voit défiler l'ensemble de la gamme des possibles.
Il y a là donc un problème qui tient, semble-t-il, aussi à ce que la question est mal posée. Je crois que l'on s'interroge actuellement pour savoir si l'on est ou non en 1929, question qui appelle une seule réponse : non, nous sommes en 1975.
Si l'on veut donc chercher à qualifier ce qu'est la crise, il faut s'interroger sur les différences entre 1929 et aujourd'hui. Il faut s'interroger sur les réponses que le capitalisme a apportées à la crise de 1929, s'interroger sur le schéma d'accumulation qu'il a mis en place, s'interroger sur les nouvelles manifestations de sa contradiction fondamentale. A ce moment-là, peut-être verra-t-on apparaître ce qu'est, et de quelle nature exacte est cette crise.
Sans pouvoir donner, me semble-t-il, nulle part dans le mouvement ouvrier une réponse, je crois que quatre points viendront nécessairement. Le premier, c'est l'internationalisation du capital, dont les multinationales ne sont qu'une manifestation et pas la seule.
Les nouveaux rapports qui se développent au niveau du système bancaire, les relations qui s'établissent aujourd'hui au niveau international entre les banques en sont une autre manifestation.
Internationalisation du capital qui apparaît nouvelle. Certes, de tous temps, le capital a vendu ses produits à l'extérieur de la nation ; le cycle du capital marchandise est internationalisé depuis longtemps ; ce qui s'internationalise aujourd'hui, c'est le cycle du capital productif, c'est l'ensemble même du processus de production, et cela, c'est un phénomène nouveau qui a d'énormes conséquences, en particulier, qui met en concurrence l'ensemble, ou quasiment l'ensemble des travailleurs du monde soumis au rapport de production

capitaliste.
Le deuxième point qu'il convient d'étudier, c'est la définition aujourd'hui de l'espace capitaliste. Dans les trente dernières années, il s'est étendu largement, il a pris possession directement de la majorité des pays du tiers monde, il s'est étendu aussi dans chaque pays. Les rapports de production capitaliste pénètrent de plus en plus toutes les branches et tous les aspects de l'économie, même ceux qui, il y a trente ans, n'y étaient pas.
Troisième point à prendre en compte : les différences internes au sein de chaque nation. Le système capitaliste aujourd'hui n'apparaît pas, en tout cas pas encore, comme homogène et pour prendre le cas de la France, il y a une contradiction dans notre pays entre la nécessité de restructuration, de redéploiement, comme l'on dit, de restructuration de l'économie de passage sur le rapport de production capitaliste de nouvelles branches et la nécessité de maintenir pour des raisons politiques, de maintenir en vie un certain nombre de couches sociales.

Le président - Ton temps de parole est terminé, il faudrait conclure.

Taulon-Pomerol - Je conclus. Si cette analyse interne me paraît nécessaire pour affiner les réponses que nous apporterons, nous ne devons jamais oublier qu'aujourd'hui, quels que soient les qualificatifs qu'on lui donne, la crise frappe les travailleurs, et qu'il existe d'ores et déjà une réponse qu'apportent les partis de Gauche.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Debarge pour cinq minutes... Ensuite, Fuchs pour cinq minutes.
Debarge n'est pas là ?...
Alors, Fuchs a la parole.

Gérard Fuchs

Je voudrais réagir très rapidement dans ces quelques minutes à trois séries d'interventions qui m'ont précédé.
Tout d'abord, à un certain nombre d'interrogations de camarades qui se demandent si cela a réellement un sens de se dire aujourd'hui autogestionnaire, et certains comme Jean Poperen sont allés jusqu'à affirmer que notre tâche prioritaire, c'était la conquête du pouvoir et rien d'autre.
J'avoue qu'une telle formule, je le dis franchement, me dérange un peu. Oui, bien sûr, nous devons conquérir le pouvoir, mais nous devons conquérir ce pouvoir dans des conditions qui nous permettent d'amorcer la transition au Socialisme.
Oui, bien sûr, nous devons conquérir ce pouvoir, mais nous devons le faire dans des conditions qui nous permettent de le rendre à ceux qui en sont aujourd'hui dépossédés et en premier lieu aux travailleurs... (applaudissements). Alors, je crois que, pour ceux-là, cela se prépare dès aujourd'hui. C'est le rôle du Parti de faire en sorte que notre majorité de demain soit une majorité non pas de

mécontents, mais une majorité forte, consciente, anticapitaliste, et c'est cela, en particulier, être autogestionnaire aujourd'hui.
Deuxième interrogation, et nous la partageons tous : comment faire en sorte, que soient surmontées les divergences avec nos camarades Communistes, sur le thème de l'autogestion ? Je crois que nous avons là trois directions qui s'offrent à nous, qui toutes trois supposent une certaine vision, un certain vécu dynamique de ce que doit être l'union de la Gauche.
Tout d'abord, nous devons faire en sorte qu'après cette Convention, nous continuions d'approfondir le projet autogestionnaire, car, camarades, plus nos propositions seront précises, plus nos camarades Communistes seront forcés d'y réfléchir, de nous interroger et de s'interroger eux-mêmes.
Deuxième direction : nous devons rendre ce projet plus concret et pour ce faire, nous devons nous tourner vers un certain nombre d'autres organisations du mouvement ouvrier, organisations syndicales, organisations d'usagers, de consommateurs, culturelles de toutes sortes, qui ont à nous apporter sur ce que peut être l'autogestion concrètement, quotidiennement vécue dans le Socialisme de demain, des éléments irremplaçables.
Enfin, nous devons bien garder en tête que ce débat sur l'autogestion ce sera, au bout du compte, les travailleurs eux-mêmes qui l'arbitreront et je voudrais prendre rapidement un exemple.
Il y a quelques années, un certain nombre de militants syndicaux se battaient autour du thème de l'augmentation non hiérarchisée des salaires : fallait-il ou non la demander ? Cela correspondait-il ou non à la sensibilité du moment des travailleurs ? Il y a eu débat, il y a eu proposition et aujourd'hui, nous voyons, à travers grèves et conflits sans cesse plus nombreux, les travailleurs revendiquer des augmentations non hiérarchisées des salaires. Je pense que, pour le débat sur l'autogestion, il doit en être de même. Le PS doit être présent dans les luttes. Il doit proposer des façons plus démocratiques de les mener. Il doit leur proposer des objectifs de contrôle, oh ! temporaires bien sûr, et dépendant du rapport de force des objectifs de contrôle qui permettent de briser le mythe de la compétence et du pouvoir patronal. Ensuite, lorsque ce travail aura été mené, alors, oui, les travailleurs arbitreront, et les luttes qui sont menées dès aujourd'hui nous laissent à penser qu'ils ne manqueront pas d'arbitrer dans notre sens.
Dernière série de réflexions enfin, à ceux qui s'interrogent sur le rôle du mouvement de masse lorsque la Gauche sera arrivée au pouvoir, je crois qu'il n'est personne dans ce parti aujourd'hui pour dire que, sans un vaste mouvement populaire, que sans la capacité d'initiative des travailleurs, il n'y aura pas de transition au Socialisme. Mais alors, je dis attention ! Est-ce que les comités d'usine, les comités de quartier qui, très probablement, naîtront lorsque la Gauche arrivera au pouvoir, est-ce que ces comités doivent se situer à côté des partis et des syndicats, avec le risque que, rapidement, ils se situent ensuite contre eux ? Je dis non. Je dis que nous devons - c'est aussi une des tâches du Parti aujourd'hui -faire en sorte que ce mouvement populaire, le sens de ce mouvement populaire, que ses capacités d'initiative, que la nature de ces

initiatives soit telle qu'elles nous fassent converger vers la perspective du Socialisme autogestionnaire, elle soit telle que ces comités qui naîtront, qui ne manqueront pas de naître, naissent en accord avec les organisations aujourd'hui existantes du mouvement ouvrier.
Alors, et ce sera ma conclusion, je pense que nous ne devons pas dire que nous sommes unitaires aujourd'hui et que nous serons autogestionnaires demain. Unitaires et autogestionnaires, nous devons l'être, nous le sommes dès maintenant.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy, pour quinze minutes.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, à ce moment précis du débat, on peut poser une question : l'autogestion, une réalité pour demain, un rêve raisonnable ?
Ici, beaucoup de délégués sont convaincus. Dans le Parti, les camarades s'interrogent encore. A gauche, pour trop de citoyens, l'autogestion, ce n'est encore qu'un mot à la mode et pour beaucoup, une utopie sans conséquences.
Alors les Socialistes - voilà la question - peuvent-ils prouver le contraire et commencer aujourd'hui à le mettre en oeuvre ?
Je réponds positivement à la condition de ne pas nous enfermer dans un langage hermétique et de garder le souci pédagogique pour gagner à une grande idée ceux que les mots rebutent, à la condition surtout de ne pas laisser croire que l'autogestion c'est la voie de la facilité et uniquement la mise en cause de toute autorité.
A cet égard, ces journées sont l'occasion d'une mise au point publique.
Après l'approbation, en octobre dernier, du texte des assises, la Convention d'aujourd'hui doit marquer une étape nouvelle dans la définition de notre projet.
15 thèses sur l'autogestion ont été adoptés, il faut le dire, le souligner, à l'unanimité par les membres du Bureau exécutif, le 14 mai dernier. Les camarades du courant n° 2 ont déposé un amendement additionnel.
Le débat, dans certaines fédérations, et le ton de certaines interventions laissent entendre que toute l'attention devrait se porter exclusivement sur la "muraille de Chine" qui sépare les 15 thèses de la 16ème.
Je crois par conséquent que le débat essentiel, aujourd'hui, c'est de rester sur ces 15 thèses**,** sans évacuer la 16ème, mais en sachant bien que nos problèmes d'aujourd'hui, c'est d'abord sur ces 15 thèses sur lesquels nous nous sommes tous mis d'accord, faute de quoi c'est rechercher à tout moment, et dans n'importe quelles conditions, l'occasion de se compter.
Je ne sais pas si c'est autogestionnaire, mais je donne mon point de vue et, tout à l'heure, peut-être on se retrouvera davantage.
La question la première est de savoir si nous assistons à une mutation du Socialisme qui mériterait l'appellation nouvelle de Socialisme autogestionnaire.
Je reviens sur cette question, je crois qu'elle est importante.
Les problèmes de vocabulaire, ne sont jamais indifférents, ils ont une grande

Fondation Jean-Jaurès

importance comme toutes les questions de mots et derrière se cachent presque toujours d'ailleurs des débats d'idée et des questions de fond.
Il était, en effet, courant, il y a quelques années de parler du Socialisme démocratique comme de vouloir distinguer le Socialisme scientifique, le Socialisme humaniste, le Socialisme chrétien, le Socialisme guesdiste, le Socialisme jaurèsien, et bien d'autres encore. Je crois qu'il fallait plutôt parler de l'approche du Socialisme par ceux que préoccupent la science, l'humanisme, la religion ou par ceux qui font référence plutôt à Guesde ou plutôt à Jaurès.
En fait, les approches et les voies au Socialisme sont multiples, elles sont changeantes, les Socialistes doivent les emprunter à toutes, multiplier les recherches, il faut sans cesse retenir ou éliminer ce qui est valable ou ce qui ne l'est plus si les conditions se transforment; mais le Socialisme est profondément, je crois, sous sa diversité, unis; cette unité initiale est la caractéristique de toutes les doctrines, de toutes les idéologies qui durent et qui marquent le monde, et plutôt que de succomber à la tentation de la diversité, quelquefois nécessaire, nous devons toujours ramener nos réflexions à cette union fondamentale, faute de quoi, camarades, nous nous coupons de nos origines, donc de notre authenticité ; nous cesserions d'être les héritiers des prolétaires du siècle dernier qui jetés au pied des machines et entassés dans les villes insalubres, ont lancé leur cri de révolte et d'espoir, le Socialisme, ne l'oublions pas.
Nous risquons surtout des déviations sur l'essentiel, la société Socialiste que nous entendons substituer à la société capitaliste n'est pas un prolongement de celle-ci, elle en est la négation, elle en suppose la disparition.
Nul, par conséquent, et nous sommes tous d'accord, ne peut se prévaloir de la pensée Socialiste s'il n'accepte de faire sienne cette conviction qui constitue bien le caractère distinctif du Socialisme.
Alors, le rapport de la Commission présenté ce matin par Gilles Martinet est par conséquent fondé d'affirmer dans la 5ème thèse intitulée D'ailleurs : la logique Socialiste : "l'autogestion c'est la démocratie réalisée par et dans le Socialisme".
Ainsi comprise, l'autogestion devrait encore amplifier le mouvement de confiance dans le Parti Socialiste, car si les Français souhaitent une transformation sociale, ils la veulent dans le respect et mieux encore avec la promotion à chaque étape des libertés constitutives de la démocratie.
Mieux encore, il est même permis de penser que l'orientation et l'action du Parti susciteront une compréhension dans des milieux jusqu'ici réservés, attachés pourtant à la démocratie politique et soucieux et de rechercher des formes modernes de démocratie industrielle.
Cette logique là doit amener les Socialistes à s'interroger sur l'autogestion, à être pour l'autogestion, sans nécessairement parler d'un Socialisme autogestionnaire, l'autogestion étant, je le crois, dans le Socialisme tel que nous le concevons.
L'autogestion a une double exigence : si l'autogestion renoue ainsi avec la tradition la plus profonde du mouvement ouvrier, si elle renouvelle et enrichit cette tradition, à la lumière de l'expérience et des évolutions, elle est, vous le savez bien, d'abord une réaction de refus contre l'organisation de la société et

plus particulièrement de l'appareil productif.
C'est une critique vécue de la manière dont la division du travail est décidée, conçue, répartie, dont les bénéfices, en sont appropriés. C'est ensuite et très logiquement une volonté de modifier cette situation et de concevoir notamment dans le domaine des rapports de production, un exercice collectif de décision.
Mais la revendication de l'autogestion est aussi la volonté d'instaurer une société très différente de celle que connaissent les pays Communistes et particulièrement l'URSS qui vivent sous le régime de la délégation permanente du pouvoir au Parti Communiste.
Un demi-siècle d'histoire nous a montré qu'un modèle centralisé de l'organisation de la production était incompatible avec le plein épanouissement des libertés individuelles et collectives. Mais à contrario, beaucoup ne retiennent qu'un aspect de l'autogestion, c'est-à-dire la participation directe des citoyens ou des travailleurs chaque fois que c'est possible à l'élaboration des décisions qui les concernent et, finalement, dire cela c'est être conforme à ce que nous pensons tous, mais il ne faut pas s'arrêter là, car s'arrêter là, c'est oublier que le projet autogestionnaire n'a de sens que s'il repose sur les trois piliers fondamentaux de toute politique Socialiste :
- La socialisation des principaux moyens de production,
- la planification démocratique,
- la transformation de l'Etat.
L'autogestion, comme la démocratie, n'a rien d'une utopie. Elle est une oeuvre permanente et jamais achevée.
Et le point essentiel de notre discussion aujourd'hui est d'apprécier comment l'autogestion modifie les conceptions que l'on pouvait avoir dans le passé de la socialisation, de la planification et des institutions politiques et administratives.
Ce sont ces trois problèmes que je voudrais traiter rapidement devant vous maintenant.
Premier problème : avant la socialisation, l'appropriation des moyens de production pose le problème de la délimitation du secteur à socialiser, la limitation indispensable vis-à-vis des classes moyennes dont le soutien de l'opposition est un élément d'incertitude pour un gouvernement Socialiste, mais ce n'est pas un problème nouveau et l'appréciation est autant politique qu'économique ; à vrai dire, il n'y a pas grand chose à ajouter sur ce thème là. Nous sommes tous d'accord, et d'ailleurs, les thèses 6, 7 et 8 traitant de ces problèmes le font en termes très convaincants dans le rapport de la Commission et je me permets de dire que c'est une des meilleures parties du rapport et celle qui constitue certainement un progrès remarquable sur le thème de l'autogestion.
Passons maintenant à la planification.
Quelles sont les relations entre la planification démocratique et l'autogestion ?
Eh bien, le rapport répond sans ambages, et il a raison : la planification démocratique fait partie intégrante d'une société autogérée, ce n'est pas une limite à celle-ci, c'est un développement essentiel.
La démarche autogestionnaire, en effet, loin d'être créatrice de désordre, devrait au contraire devenir un facteur important de cohérence dans la gestion des

entreprises.
A l'heure actuelle, le modèle de production, le choix des objets fabriqués, sont sans liaison avec les besoins sociaux réels. Ils sont en effet déterminés par la politique d'investissement de quelques grandes sociétés, elles-mêmes fonction d'une recherche permanente d'un taux de profit aussi élevé que possible.
Toute économie pourtant implique une adaptation entre la structure de l'appareil productif, les besoins réels de la population, et les ressources disponibles.
Cet ajustement est fait aujourd'hui dans un grand désordre révélé par une inflation permanente, parce qu'il résulte de décisions non coordonnées d'entreprises privées poursuivant leur objectif propre de profit et de rentabilité.
Il faut, si l'on veut assurer le plein emploi, si l'on veut casser l'inflation, changer bien entendu de méthode et ces méthodes nouvelles que nous défendons relèvent justement de l'autogestion.
Il faut y insister, car sur ce point nos détracteurs accusent l'autogestion de pagaille, alors que l'incohérence et le gaspillage sont la loi du système capitaliste actuel, et que sur ce plan là nous voulons au contraire la cohérence.
(Applaudissements)
Planification et autogestion ne sont donc que les deux phases indissolublement liées d'un même effort de démocratie et de cohérence.
J'aborde le troisième aspect du problème : les nouveaux rapports de pouvoir, et je crois finalement qu'ici se posent des questions essentielles : l'autogestion a une exigence démocratique en donnant aux citoyens le maximum de responsabilités. Elle peut avoir une exigence de cohérence en permettant par la planification démocratique aux citoyens de maîtriser leur vie collective, non seulement politique, mais aussi sociale, économique.
Mais, vous le savez bien, la révolution que nous souhaitons ne se fera qu'à la condition d'instaurer de nouveaux rapports de pouvoir. La révolution française a signifié une mutation des rapports entre les hommes ; sans être une révolution, l'été 1968 a bouleversé les rapports entre les hommes. Ce changement dans la nature des pouvoirs concerne d'abord les entreprises, mais c'est aussi dans les entreprises qu'il est le plus difficile, car l'entreprise capitaliste est une société féodale : l'absence de démocratie, l'exploitation des travailleurs y sont tels qu'il serait impensable d'attendre la victoire électorale de la Gauche pour agir.
Certes, il est clair que l'entreprise du secteur privé, c'est-à-dire où le pouvoir de décision appartient au capital, ne saurait être sans contradictions majeures ou risque de récupération autogérée par les travailleurs, d'où la nécessité dite d'une socialisation préalable des grands centres de production.
Mais, camarades, si des conflits du type de celui qui s'est déroulé chez Lip ne peuvent, et pour cette raison, déboucher sans prise de pouvoir d'Etat sur une généralisation pour ainsi dire spontané du projet autogestionnaire, ils sont pour nous riches d'intérêt et de promesse. Ils témoignent, en effet, d'une prise de conscience par les travailleurs, des conséquences inacceptables du système qui fait du capital privé la seule sourdre de décision dans l'entreprise, ainsi que de leur capacité à acquérir dans des formes de combat original une expérience qui trouvera plus tard d'autres usages.

Mais surtout puisque l'entreprise constitue le lieu principal de l'exploitation des travailleurs, c'est là qu'il faut mener les luttes pour conquérir ce que j'appellerai le droit de refus :

- refus de licenciement,
- refus des cadences trop élevées,
- refus des conditions de travail insupportables et dangereuses,

Et le droit de refus doit aller de pair avec le droit de contrôle. C'est ainsi qu'il faut se préparer à un nouveau type de rapports de pouvoir. C'est ainsi qu'il faut se préparer à l'autogestion.

Ne nous faisons pourtant pas d'illusions sur la durée du processus qui nous permettra de passer de l'entreprise autocratique à l'entreprise autogérée. La division sociale du travail, la spécialisation, la parcellisation des tâches, les rapports hiérarchiques à sens unique, entre une minorité de dirigeants et une majorité d'ouvriers, sont des constantes de toutes les sociétés industrielles modernes dont il faut avoir conscience, quels que soient d'ailleurs les régimes politiques, et non une caractéristique spécifique des entreprises capitalistes.

La grande entreprise soviétique ou de quelque nature que soit le régime, est de ce point de vue différente, mais pas tout à fait différente, et pas tellement différente, de telle ou telle grande société du monde capitaliste.

L'autogestion, ce n'est pas la facilité réalisée, elle sera un pas nouveau et décisif dans l'accomplissement de l'humanité, mais elle demande beaucoup de rigueur et beaucoup de discipline librement acceptée.

Camarades, j'aurais voulu développer devant vous, mais je ne vais pas le faire, les problèmes qui sans doute n'ont pas été assez développés, de l'autogestion en dehors de l'entreprise, parce qu'il y a là une action complémentaire dans et en dehors de l'entreprise.

J'en arrive tout de suite à ma conclusion.

La Commission, animée par Gilles Martinet, a présenté pour le débat un texte qui devra certainement être complété, je cite simplement que sur les problèmes des conseils, sur les problèmes des rapports entre Partis et syndicats, beaucoup de choses sont dites dans ce rapport, mais chacun sent bien que des études sont encore indispensables et que la discussion en tous les cas est ouverte y compris avec les syndicats, bien entendu.

Dans le rapport, on parle beaucoup et on a raison, des pays du tiers monde. Sans doute y a-t-il une dimension européenne, par conséquent, de la société industrialisée qu'il faut également prendre en compte.

Voilà pour les 15 thèses votées à une très grande majorité, à une écrasante majorité dans ma fédération.

Mais la 16ème, direz-vous ?

Eh bien, je dois dire qu'en ce qui concerne la 16ème, voilà au moins ce que pensent les camarades de ma fédération, et je dois dire que nous ne sommes pas les seuls dans le Nord, mais que dans de nombreuses fédérations il y a eu des positions identiques : Ils n'ont pas souhaité se diviser sur ce point, et je dis pourquoi, le sujet est important : Il est même difficile. Ce n'est certes pas une équation à une inconnue, mais elle comporte beaucoup de variantes, mais ou

bien elle est une sensibilité et il sera passible de trouver la passerelle entre la 10ème et la 16ème thèses, ou bien le débat et la discussion dans la Commission des résolutions renforceront les oppositions et dans ce cas, aujourd'hui, on en a dit trop ou pas assez, et la discussion sur ce point devra se poursuivre et devra être tranchée en Congrès, dans des conditions telles que tous les militants puissent justement apporter leur point de vue, parce qu'elle est essentielle pour permettre une prise de position dans la clarté et surtout une décision catégorique.
J'en termine, président, ce débat, je le crois, honore le Parti. Dans l'union de la Gauche, au-delà du programme commun, nous avons le devoir vis à vis de nous-mêmes et de ceux qui nous font confiance d'approfondir notre projet de société ; nous ne nous bornons pas à condamner tel ou tel modèle de société, avançons le nôtre devant les travailleurs et les citoyens, affirmons l'identité du projet Socialiste et les Socialistes qui se fixent aujourd'hui des objectifs autogestionnaires ne brisent pas la chaîne de leurs traditions et pas davantage la chaîne de leur authenticité.
Ils l'enrichissent en proposant à la liberté sa mesure la plus haute : la responsabilité.
(Applaudissements)

Le président - La parole à Deleure, Hautes Alpes, pour 10 minutes, Christian Pierrett ensuite.

Deleure (Hautes Alpes)

Chers camarades, j'interviens ou nom de la fédération des Hautes-Alpes ; j'aurais voulu vous amener un peu d'air frais... avec la température qu'il fait ici, mais je ne vous amènerai que les positions qui se sont dégagées à notre réunion lors de l'assemblée générale au niveau du département.
Nous sommes une petite fédération, nous sommes 200 seulement et il est bien évident qu'on a essayé de grouper les militants pour arriver à un débat qui soit intéressant.
Je suis du courant n° 2, je crois qu'il faut être franc et ce que je défends ici, ce n'est pas la position du courant 2, c'est la position ou les positions et les questions aussi qui sont apparues au niveau de notre réunion départementale.
J'espère y parvenir, car je suis convaincu qu'au moins sur le fond les points que je vais soulever au nom de mes camarades ont trouvé un accord.
Après cette réunion départementale, nous sommes arrivés à un résultat intéressant : après un mois de militantisme après d'intenses journées dans les entreprises, problèmes de l'emploi, réforme Haby entre autres, beaucoup de camarades ne comprenaient pas ou comprenaient mal la nature des contradictions invoquées dans le point élaboré. Conséquence : des abstentions, mais il n'y a pas eu de vote contre l'amendement ou la thèse 16, vous l'appellerez comme vous voudrez, et je crois qu'il faut signaler le désarroi des camarades qui se sont abstenus parce qu'ils n'y comprenaient plu rien ou plus grand chose. Certains se demandaient même si la perspective autogestionnaire qui fait partie de notre programme Socialiste ne risquait pas de se matérialiser

Fondation Jean-Jaurès

après cette convention en gadget, le mot est un peu dur mais c'est ça qui a été dit au niveau de notre réunion.
Aussi nous demandons d'abord qu'un compte rendu clair, accessible et concret des positions de la majorité et de la minorité du Parti soit imprimé spécialement.
Je crois que depuis ce matin beaucoup de camarades, suffisamment en tout cas, ont soulevé ces problèmes, que ce soit sur le plan des termes, de la pédagogie ou du vocabulaire, pour qu'il ne soit pas la peine que j'y insiste ici. Cela permettra aussi d'éviter un problème, un faux problème je pense, le plus souvent, celui de la division dans notre Parti entre intellectuels et manuels.
Cette division, cette contradiction si on ne la dépasse pas - elle est fausse à mon avis - nuira au front anticapitaliste d'une part et au front de classe ensuite.
Nous demandons qu'il n'y ait pas de prise de position hâtive durant ces deux jours et cela malgré l'urgence sur le rôle du Parti, maintenant et dans la phase de transition.
Je crois que les camarades qui sont intervenus avant moi, et surtout Mauroy qui a fait une proposition concrète, vont assez dans ce sens. Je ne transmets pas la position du courant 2 ici ; je crois que je suis cohérent avec la position de la fédération en disant que cela nous conviendrait tout à fait, plutôt qu'une décision hâtive, bâclée, dangereuse.
Enfin, nous souhaitons l'élaboration, soit d'une résolution unanime, bien sûr - cela a été soulevé ce matin - suivie d'approfondissements nombreux et concrets, nécessaires de toute façon - je crois que, là aussi, les interventions l'ont assez dit - soit, si cette résolution unanime s'avérait impossible, d'un rejet par notre Convention d'une prise de position définitive. Je n'y reviendrai pas, mais je demanderai quand même un enregistrement indicatif des votes exprimés, car les camarades ont fait un travail, il faut qu'ils connaissent quand même ses résultats, Si l'on nous avait refusé cela, nous sommes persuadés que cette prise de position sur le rôle du Parti, très importante, aurait échappé à un grand nombre de camarades de notre Parti et cela n'aurait pas été démocratique.
Alors, oui au débat sur les points des 15 autres thèses. Il y en a suffisamment qui ont été énumérés pour que je n'y revienne pas.
Je voudrais quand même revenir sur une position de Poperen, C'est vrai que quelques camarades ne sont peut-être pas suffisamment mobilisés par cette idée d'autogestion, mais s'ils ne le sont pas suffisamment, c'est au niveau pratique de la formation et de la mise en pratique tous les jours des idées militantes, au niveau des municipalités, au niveau du contrôle d'un élu qui va voter le projet Haby, alors qu'il souligne à longueur d'année, dans notre département, qu'il est pour lutter contre l'inégalité des chances dans la formation. Donc, tout cela est important et je crois qu'il faut en prendre conscience, c'est du moins notre avis au niveau de la fédération.

Le président - Ton temps est épuisé, je te demande de conclure.

Deleure - Je conclus avec une citation : "Au moment où la société occidentale se demande si elle n'est pas menacée d'une crise, cette fois définitive**,** au moment

où l'Europe ne sait plus très bien quelle forme peut prendre l'espérance.. " Fin de citation, le P.S, n'arriverait pas à dégager une position unanime sur le rôle du Parti dans notre perspective autogestionnaire ?
Nous ne pouvons y croire. Les interventions des camarades qui m'ont précédé m'ont rassuré à ce propos, ainsi que mes camarades de la fédération.
(Applaudissements)

Le président - La parole à Christian Pierret pour 9 minutes, ensuite Oehler, Bas Rhin, pour 3 minutes.

Christian Pierret

Camarades, André Laignel le rappelait ce matin à juste titre, les débats que nous avons aujourd'hui et demain ne sont pas destinés à définir une nouvelle utopie, un nouveau Socialisme utopique. L'autogestion, pour nous, n'est pas un projet qui doive uniquement, ni même principalement, aux idéologies libertaires et anti-autoritaires. L'autogestion n'est pas un projet idéaliste. L'autogestion, ce n'est pas une idée plaquée sur une réalité sociale et économique qui lui serait extérieure et indifférente. L'autogestion, ce n'est pas une idée à la mode, une idée moderne, dont nous nous saisirions aujourd'hui. L'autogestion n'est pas un état d'esprit.
Ce sont bien les contradictions même du système capitaliste, d'ici et de maintenant, c'est la crise du système capitaliste qui légitiment notre stratégie unitaire autogestionnaire, et c'est pourquoi je crois qu'il est fondamental de souligner l'importance des développements sur la crise du capitalisme, développements que l'on trouve dans les premières thèses qui ont été soumises au vote des militants.
Car c'est le début d'un raisonnement d'ensemble que d'analyser la crise, raisonnement d'ensemble dont le point de départ est la constatation de la profonde irrationalité, au regard de l'intérêt du plus grand nombre, de la société où nous vivons aujourd'hui, et le point d'arrivée la conscience des moyens actuels qu'il faut mettre en oeuvre aujourd'hui pour parvenir à la société Socialiste.
Irrationalité et gâchis sont les deux termes de la société que nous connaissons aujourd'hui, sont les deux termes fondamentaux du système capitaliste en France et dans le monde en 1975, et c'est l'aiguisement progressif, constant, inéluctable de la contradiction principe de ce système entre le développement des forces productives et celui des rapports sociaux de production qui légitime aujourd'hui que le Parti Socialiste s'affirme favorable au Socialisme autogestionnaire.
La société Socialiste, pourrait-on dire aussi, est nécessaire historiquement, car cette nécessité découle du fait que la société capitaliste est bloquée et que les ratés de son fonctionnement sont de plus en plus manifestes, et au niveau de l'entreprise, source principale du fonctionnement de cette société, et au niveau de la société tout entière,
Dans l'entreprise, c'est le chômage, ce sont les accidents du travail, les maladies

professionnelles, l'absentéisme : 15% des effectifs en permanence absents dans les plus grands monopoles français aujourd'hui ! Au niveau de l'entreprise, la société bloquée, c'est le gâchis, l'énorme gâchis de la créativité des travailleurs, créativité qui n'est jamais utilisée dans l'organisation du travail par l'entreprise. Le gâchis, c'est le développement de plus en plus grave des méthodes répressives d'encadrement, c'est le développement de la répression tout court par les milices patronales, comme on en connaît depuis quelques jours plus particulièrement le développement à Chausson, à Citroën, chez Simca. C'est donc la multiplication des échelons hiérarchiques, la nécessité dans laquelle se trouve le capitalisme aujourd'hui de trouver des encadrements qui permettent de lutter efficacement, à ses yeux, contre les revendications des travailleurs,

Au niveau de la société tout entière, les mêmes blocages et la même irrationalité se retrouvent. C'est l'inflation congénitale du système capitaliste d'aujourd'hui, c'est la spéculation immobilière, foncière, monétaire, la spéculation internationale, c'est le développement de crises économiques profondes, crises de surproduction, qui atteint aujourd'hui beaucoup de secteurs économiques, c'est le développement des dépenses parasitaires, la publicité, la création de services totalement inutiles, le développement de secteurs tertiaires surabondants, etc. Mais surtout, le blocage de la société résulte fondamentalement, aujourd'hui, de la suraccumulation générale du capital, qui touche tous les secteurs de l'économie et, par exemple, les monopoles de l'automobile et de la chimie, particulièrement atteints par la crise.

C'est face à cette situation, et à cause de cette situation, que la conscience politique des travailleurs s'élève et c'est là qu'émergent non pas de nouvelles revendications, mais des revendications qui prennent un tour plus aigu et plus intense, des revendications qui deviennent plus urgentes et qui montent, en tout cas, que la société Socialiste autogérée est la seule réponse globale au désordre et à la désorganisation qui sont la substance même du capitalisme que nous combattons tous.

C'est bien le capitalisme et ses rapports sociaux de production que les travailleurs en lutte combattent aujourd'hui comme à Buda, à Toulon, dont un camarade parlait tout à l'heure, comme chez Teppaz, à Lyon, comme au "Parisien Libéré"', comme chez Everwear à St-Quentin, comme à Usinor, comme chez Chausson partout, les travailleurs, remettent en cause les rapports sociaux de ce système. Et ces travailleurs luttent pour contrôler l'emploi, pour contrôler et empêcher les licenciements, pour s'opposer à l'arbitraire du patron dans ce domaine. Ils luttent pour contrôler les conditions de travail, l'organisation du travail, les classifications ; ils luttent pour contrôler l'investissement et son orientation, ils luttent pour contrôler l'éventail des rémunérations, ils luttent pour contrôler l'ensemble de la vie de l'entreprise aujourd'hui.

L'aspiration à la responsabilité sur les affaires qui les concernent, c'est-à-dire en définitive sur toutes les affaires de toute la société, se manifeste chaque jour un peu plus chez les travailleurs, et c'est en cela que l'autogestion est une stratégie pour aujourd'hui, dans les luttes sociales et dans la lutte politique globale, une

stratégie pour aujourd'hui, au moins autant qu'un projet de société Socialiste pour demain.
La stratégie unitaire autogestionnaire, c'est la stratégie réaliste, dictée par les faits d'aujourd'hui et par la prise de conscience progressive des travailleurs et de leurs organisations que la construction de la société Socialiste implique une large intervention des masses en liaison, et non en opposition, avec l'action gouvernementale.
L'autogestion est donc justifiée par un état de fait, par une analyse de la société capitaliste, par la nécessité de combattre cette société capitaliste, et ce sont les revendications des travailleurs et les luttes qu'ils mènent aujourd'hui, c'est aussi la nécessité d'un Socialisme scientifique, qui nous poussent aujourd'hui à définir ensemble des thèses sur l'autogestion et qui nous poussent à redire que le Parti Socialiste se place dans une optique unitaire et autogestionnaire à la fois, car l'analyse scientifique de la société dans laquelle nous vivons, la reconnaissance de l'existence d'une crise profonde du système capitaliste, nous montrent que, sur le plan de l'analyse théorique, l'autogestion doit sans doute beaucoup plus à Marx qu'à Proudhon, et c'est dans cette mesure que l'autogestion n'est pas contradictoire, bien au contraire, avec l'unité de la Gauche autour du programme commun de gouvernement, programme qui contient d'ailleurs un certain nombre de dispositions qui vont directement dans le sens du Socialisme autogestionnaire que le Parti Socialiste défini aujourd'hui.
Par l'ampleur des nationalisations qui permettent effectivement de renverser les rapports de forces dans la société, par le développement du contrôle que le programme commun prévoit, développement du contrôle sur les conditions d'embauché, de licenciement, sur l'éventail des salaires, l'hygiène, la sécurité, les conditions de travail, par toutes ces dispositions le programme commun montre qu'il s'insère tout naturellement dans la stratégie auto gestionnaire que nous définissons aujourd'hui,
La clarté de notre conception, le réalisme de celle-ci, fondée sur l'analyse des réalités de notre société, tout cela permettra et doit permettre, dès le lendemain de notre Convention nationale, que s'engage un véritable débat qui pourra naître au sein de la Gauche unie, et cela permettra que la querelle des mots puisse être dépassée et qu'on parvienne à un certain nombre de convergences sur la conception de la transition au Socialisme, sur la conception du Socialisme que nous voulons faire et sur la conception des moyens que nous employons aujourd'hui, dans l'unité avec nos partenaires de la Gauche, pour parvenir à ce Socialisme.
Cette conception de l'autogestion, c'est celle qui, demain soir, au terme de nos travaux de cette Convention, doit nous permettre de conclure que l'autogestion, c'est l'unité et que l'unité, c'est l'autogestion.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Oehler, Bas-Rhin, pour 3 minutes, ensuite, Kessler Nièvre, pour 5 minutes.

Jean Oehler (Bas-Rhin)

Camarades, comme je viens de l'autre côté des Vosges, je vous demanderai de ne pas tellement faire attention si une de mes virgules est mal placée !
Tout à l'heure, un camarade a dit qu'il venait de Toulon et qu'il travaillait en usine. Moi, je travaille dans le bâtiment. Tout à l'heure encore, Jean Poperen a dit que la masse des travailleurs n'est pas tellement sensibilisée par l'autogestion. Je dirai qu'il faut faire une distinction : il y a la masse des travailleurs qui travaille dans le secteur privé, où le syndicalisme n'est pratiquement pas implanté et la masse des travailleurs qui travaille dans des lieux où, vraiment, le syndicalisme est implanté.
Là où le syndicalisme n'est pas implanté, c'est la peur du lendemain. Le travailleur travaille au jour le jour. Par conséquent, j'espère que le résultat de cette Convention nationale, pour nous, sera un outil de travail, de discussion, avec nos partenaires de gauche, les syndicats et les associations de quartier.
C'est vrai, dans nos quartiers, on donne l'impression qu'on gère la misère, on donne l'impression qu'on plâtre le système capitaliste, et je m'explique là-dessus. Très souvent, les associations de quartier gèrent soit une halte-garderie, soit un centre social. Mais, camarades, pour nous, associations de quartier, ce n'est pas gérer la misère, c'est un moyen de formation pour que, demain, si la Gauche vient au gouvernement, on puisse prendre nos responsabilités en main.
Camarades, on parle tellement de la masse que, moi, je dirai qu'il ne faut pas saouler les travailleurs avec de bannes paroles. C'est la présence du Parti dans l'action qui est primordial, Edith Cresson, ce matin, a parlé du savoir et du pouvoir, moi, je dis : ceux qui possèdent le savoir doivent le mettre à la disposition des travailleurs dans le but de la progression du Socialisme et non pour les manipuler ! (applaudissements)
Camarades, les travailleurs nous observent. Nous devons être un parti unitaire, en respectant tous les courants de pensée. Nous devons barrer le chemin à tout opportunisme au sein du Parti Socialiste car des milliers de travailleur font confiance actuellement au Parti Socialiste et dans notre où nous progressons pas à pas, demain nous progresserons au pas de gymnastique ! (Rires et applaudissements) D'ailleurs, l'U.D.R, a senti que la progression se faisait en Alsace, car elle a bien eu soin de mettre André Bord à sa tête ; elle dit que c'est un intérimaire, mais il y a des chances pour qu'il soit désigné pour assez longtemps...

Le président - Ton temps de parole est terminé, je te demande de bien vouloir conclure.

Jean Oehler - Pour que le projet autogestionnaire soit réellement un outil de travail, la fédération du Bas-Rhin a voté une motion. Aussi, je demande à la Commission des résolutions de la prendre en considération et j'espère, puisque Mauroy a parlé d'un Congrès sur l'autogestion, qu'après cette Convention ce projet autogestionnaire deviendra vraiment notre outil de travail.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Oehler,
(Trois communications d'ordre matériel)
Je donne maintenant la parole à Kessler, de la Nièvre, pour 5 minutes, ensuite Michel Rocard, pour 15 minutes.

Kessler (Nièvre)

Mon intervention prend la suite logique de celle de l'orateur précédent. En effet, les thèses qui nous sont soumises, notamment la thèse n° 10, lient le succès de l'autogestion à une réorientation du système d'éducation. Je crois que c'est profondément juste, mais je ne suis pas sûr que l'axe proposé soit le meilleur.
En effet, la réussite de l'autogestion est liée à une élévation considérable du niveau culturel des masses populaire et également à la maîtrise par les travailleurs des mécanismes de gestion. Référons-nous à l'expérience ou plutôt à l'échec de l'expérience des Soviets en Russie après 1917 : cet échec est dû, bien sur, à l'état de la Russie, il est dû ensuite à la personne de Staline, mais il est dû aussi au fait que, selon la formule même de Lénine, exproprier est facile, mais gérer est difficile. Et si nous voyons le cas de la Yougoslavie, ce que les thèses rappellent, nous voyons que le pouvoir dans les entreprises est monopolisé par ce que nous appelons ici les nouvelles couches ; autrement dit, si l'autogestion doit aboutir à la substitution du pouvoir des notables à un pouvoir des technocrates, à un pouvoir des techniciens, où est le progrès ?
Enfin, nous le savons, l'autogestion peut être confisquée par ceux qui manipulent les masses, disons le, par les gauchistes, pour qui la liberté n'est pas, selon la belle formule de Rosa Luxembourg, de penser autrement que soi, mais de penser au contraire comme soi.
Enfin, l'autogestion risque de déboucher sur le totalitarisme si nous n'y prenons garde.
La loi de la majorité peut se transformer en oppression de la minorité par cette majorité, en une tyrannie de la majorité sur la minorité. Et surtout, c'est la dictature du prolétariat qui, selon la formule de Lénine, est dictature pour la bourgeoisie, démocratie pour le prolétariat.
Or, nous nous refusons la dictature du prolétariat, il faut le dire, d'abord parce que nous savons qu'une dictature provisoire tend à durer et à survivre, nous la refusons parce que nous savons bien qu'aux définitions sociologiques de la bourgeoisie du prolétariat, tendent à se substituer des définitions, des idéologies, des définitions idéologiques, est bourgeois celui qui ne pense pas comme vous, est prolétaire celui qui pense comme vous.
Et enfin nous reconnaissons à chacun et même à nos adversaires des droits de l'homme et du citoyen.
C'est pourquoi nous retrouvons l'importance décisive du système d'éducation qui à mon sens doit poursuivre deux objectifs fondamentaux :
- D'abord développer l'esprit critique, permettre à chacun de penser par soi-même, de refuser le conformisme, fut-il le conformisme de groupe, qui est souvent le pire des conformismes, fut-il le conformisme de l'anticonformisme.

- Apprendre le respect d'autrui, et c'est pourquoi le système d'éducation ne doit pas faire table rase mais au contraire permettre le contact avec l'héritage culturel de l'humanité.
En second lieu, le système d'éducation doit diffuser les connaissances nécessaires à l'autogestion.
Il n'est pas vrai que l'on puisse gérer des entreprises sans avoir les connaissances dans certaines matières économiques ou juridiques et ceux qui veulent enlever à l'école tout contenu intellectuel, qui veulent qu'elle cesse de transmettre un savoir, se font en fait les fossoyeurs de la société autogérée-
Il faut choisir ou effectivement l'école autogérée ou on fera ce qu'on voudra, mais disons pas forcément ce qu'il faut pour la société autogérée ou l'autogestion.
Il y a des contraintes et vouloir l'autogestion sans les moyens autogestionnaires, sans les moyens de la réaliser, c'est en fait s'en servir comme d'un article d'exportation, d'un alibi ou d'un prétexte.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Michel Rocard pour 15 minutes, ensuite Fournier pour 8 minutes.

Michel Rocard

Mes chers camarades, avec la présente Convention, le Parti Socialiste aura abordé ce printemps pour les traiter au fond les deux sujets les plus fondamentaux qui concernent son avenir.
Or certains dans ce parti, on l'a entendu à cette tribune, comme à l'extérieur, se demandent s'il n'y a pas contradiction entre notre volonté unitaire et le programme commun qui l'exprime, d'une part, et la perspective autogestionnaire telle que nous la définissons aujourd'hui, d'autre part.
Je suis persuadé du contraire. Je crois très important que le Parti tout entier se pénètre profondément de cette vérité que l'approfondissement de l'unité comme de la perspective autogestionnaire sont deux éléments nécessaires et convergents d'une même stratégie et non deux éléments antagonistes.
Il y a à cela trois raisons qui tiennent :
- l'une à notre histoire récente,
- la seconde à la logique même du programme commun tel qu'il est.
- la troisième à la situation actuelle et aux réponses Socialistes qu'elle appelle, aussi bien en termes de projets qu'en termes de lutte.
Je voudrais, en introduction, explorer rapidement ces trois raisons.
Je pense que le problème n'est pas de nos interprétations personnelles ou de confronter les idées ou les commentaires ou les nuances de tels militants ou de tels responsables, il me semble plus important de constater les faits, les actes et les écrits collectifs-
Regardons vivre notre propre parti.
Il y a quelques années il a tenté d'engager avec nos camarades Communistes un débat idéologique, cela n'a guère été concluant. Il y a, à cela, beaucoup de

Fondation Jean-Jaurès

raisons, mais l'une d'entre elles est sûrement que si le Parti Communiste a un projet et une stratégie fort précis, il n'en allait pas de même à l'époque du Parti Socialiste. C'est alors qu'une inflexion considérable, qu'un choix très essentiel a été fait dans le Parti Socialiste au Congrès d'Epinay.
Je ne vois pas pour ma part le fait du hasard, bien au contraire. si ce n'est du même mouvement dans le même Congrès, qu'à la fois le Parti s'affirme autogestionnaire sans encore entrer dans le détail, comme nous le faisons aujourd'hui, et que du même mouvement il ouvre à travers son accord à la volonté de négocier un futur programme commun, la perspective unitaire.
Car, pour mettre en commun des volontés et des objectifs communs, il faut avoir chacun des volontés et des objectifs propres à mettre au pot commun.
Je n'interprète pas, je constate la conduite collective de notre Parti.
La seconde raison, je la trouve dans le programme commun lui-même, car il est écrit en clair que la dynamique de la transformation sociale ne s'arrête pas au bout de cinq ans, mais suppose une perspective à plus long terme, que les partis signataires ont jugé nécessaire d'énoncer, mais qu'ils ont énoncés chacun pour soi, car ils ont reconnu dans le document lui-même que là subsistait une divergence pas encore surmontée, mais qui appelait justement un débat pour la suite, car il n'y a pas de suite sans cette rencontre, et cela, là non plus n'a pas besoin d'interprétation. Le constat est ici.
Enfin, troisième raison, la situation d'aujourd'hui, caractérisée par la crise profonde que produit l'antagonisme entre les deux grands types de pouvoirs qui nous gouvernent actuellement, les bureaucraties d'Etat d'une part, et les sociétés multinationales de l'autre.
Cette situation exige à l'évidence de manière impérative une réponse qui soit imposée par l'ensemble des travailleurs, dont unitaire, sinon nous raterons, mais dont l'objet soit de redonner à chaque cellule de notre société, à chaque communauté locale, productive, régionale, et nationale, la possibilité de maîtriser dans la plus grande mesure possible son propre équilibre et son propre destin, c'est-à-dire une réponse à la fois unitaire et autogestionnaire. C'est une des conditions de réponse à la situation.
Cela étant, je voudrais brièvement insister sur trois points : le véritable enjeu de cette Convention, la pratique conjointe de l'autogestion et de l'union de la Gauche.
Le véritable enjeu de cette convention à deux niveaux, au plan de la théorie, bien sur, il faut aussi en parler.
C'est vrai, Denise Cacheux, que ce texte s'adresse un peu en priorité à l'intelligentsia du Parti, c'est vrai aussi que d'un strict point de vue militant, et notre camarade des Vosges le disait à l'instant, qu'il n'y a pas de pratique sans des outils de travail de l'ordre théorique et cette contradiction nous la vivons ensemble. Il faudra vulgariser, expliquer, il nous faut aussi faire l'avancée théorique.
L'autogestion, après tout, pourquoi un mot de plus, nous sommes tellement convaincus que c'était la définition du Socialisme. Et puis après tout, autogestion, Marx parlait déjà d'autodétermination des travailleurs, et depuis

que je le lis, je me demande si cette distinction n'est pas due simplement au hasard de plume du premier traducteur. Il me semble que nous sommes au cœur de la tradition du mouvement ouvrier marxiste.
Mais, regardons plus attentivement ce qui s'est passé depuis le grand schisme, le grand schisme qui entre les années 1918 et 1920 a partagé le mouvement ouvrier mondial, selon le jugement qu'il portait sur la révolution soviétique, avec ceux qui ont accepté le prix des extrêmes difficultés qu'ils rencontraient et qui ont décidé que leur combat pour le Socialisme en assumerait toute la solidarité, et ceux qui au contraire, devant ces difficultés ont donné priorité à la défense de ce qui paraissait compromis dans cette expérience là, c'est-à-dire la liberté sous toutes ses formes, d'association, d'expression, de presse et autres.
En cinquante ans depuis le Socialisme démocratique en a pour une part perdu l'habitude d'associer à ses objectifs prioritaires une dimension économique et sociale.
Le pari social démocrate, quand il est dans toute sa noblesse et dans ses meilleures réalisations scandinaves, c'est le pari de garder la machine à produire, capitaliste, parce qu'elle donnait l'impression de bien marcher, étant corrigée par la fiscalité dans l'égalité d'accès à l'école et à la santé, les injustices que constamment elle secrète.
Dans ces conditions, lorsque la taille des partis Communistes créait des problèmes d'unité, l'unité n'était qu'accords circonstanciels purement électoraux. Il n'y avait pas de débat possible au fond et il y avait une grande faiblesse des partis Socialistes, à cause de leur incapacité en fait à prendre leur vrai place dans la lutte des classes.
Mais le projet que l'on a pu appeler social démocrate s'effondre sous nos yeux avec la crise même de la machine à produire capitaliste. C'est, si on y réfléchit, dans les partis voisins aussi qu'il faut une réponse imposée par la situation et ce que nous votons aujourd'hui, c'est cette réponse, c'est la réincorporation dans le projet Socialiste de la dimension économique et sociale qu'il n'aurait jamais dû cesser d'avoir, imposée d'ailleurs par la situation, mais tout autant par la forme que prennent les luttes aujourd'hui.
Mais regardez, camarades, nous n'avons pas la paternité de l'idée, elle ne vient pas de nous, la stricte vérité nous oblige même à dire qu'elle vient du monde Communiste, Yougoslavie, conseils ouvriers de l'octobre polonais, conseils ouvriers hongrois. Et puis, sur le plan de l'approfondissement théorique comme de l'expérimentation, ce qui est peut-être aller plus loin, mêle si cela n'a pas duré longtemps, le printemps de Prague, dont tout le travail théorique est essentiel pour notre recherche.
Tout cela est considérable, mais la même idée elle a pris aussi dans le terreau du Socialisme démocratique et je veux souligner la signification profonde que revêt à mes yeux cette convention de notre Parti.
Je crois très important que le premier Parti Socialiste d'Europe occidentale qui se soit engagé dans une alliance profonde et durable avec un parti Communiste, définisse sa volonté de rupture avec le capitalisme et de dépassement de l'héritage trop purement électoraliste qui est le sien, en référence au Socialisme

autogestionnaire.
Mais nous ne sommes pas seuls à faire ce choix, les deux partis Socialistes portugais et belge l'ont fait aussi, avec moins de détail et de précision que nous le faisons aujourd'hui, mais autant de clarté dans l'orientation générale et pour le Belge une orientation à 834 mandats contre 7, voilà un vote qui n'est pas ambigu.
La semaine dernière le Parti m'envoyait en mission à une rencontre de l'Internationale en Suède et j'ai entendu le Premier Ministre de Suède dire qu'il est scandaleux que le pouvoir soit réparti à la mesure du capital possédé et non pas du travail apporté, dire qu'aujourd'hui le problème urgent est celui du contrôle ouvrier, des travailleurs, sur la production ; je cite, vous tirerez les conclusions que vous voulez de cette évolution, de cette montée.
Non, camarades, nous ne sommes pas le seul Parti Socialiste, le Parti Socialiste de France est sans doute aujourd'hui le plus avancé dans le monde, je crois, pour la définition précise de la voie autogestionnaire, mais comme beaucoup d'autres s'y engagent, cela nous donne une responsabilité particulière et très lourde. Car justement, l'autre enjeu de cette Convention, c'est l'identité du Parti. Il est vrai, il est sûr que tout n'est pas règle, les chemins du Socialisme et la transition, qu'ils n'étaient pas à proprement parler à l'ordre du jour de cette Convention et qu'il nous faudra bien reprendre en effet en Congrès tout le problème de la hiérarchie, très brièvement abordé dans les thèses et pourtant décisif, le problème de la lutte autogestionnaire dans les secteurs hors de la production, secteurs idéologiques, secteurs culturels, secteurs du cadre de vie, sur tout cela nous devrons approfondir, préciser, ce n'est pas réglé, cette Convention ne ferme pas un débat, elle l'ouvre et nous aurons besoin de reprendre. Mais elle constitue, et ceci est important, une étape, pour ce qui forme notre corps de doctrine commune, l'autogestion devient claire, le principe électif dans la production comme hors de la production, avec un contrôle ascendant de la base est maintenant affirmé comme le principe de base de la société Socialiste. Le Socialisme a retrouvé son visage. L'essentiel aurait été, l'essentiel est que le Parti tout entier y marche du même pas, qu'au lieu de chercher par rapport à ce qui traîne et qui est encore social démocrate ou attardé, nous ayons la patience de marcher tous ensemble.
Une certaine forme de débat peut-être ne l'encourage pas. Pour ma part je le regrette car je sais bien qu'il ne sera pas trop du Parti tout entier pour aller de ce même pas et sans procès d'intention parmi nous, parmi les plus avancés ou les plus attardés, dans cette voie, puisque c'est unanimement que l'ensemble du Parti fait aujourd'hui ce pas en avant tout à fait considérable qui consiste, devant le monde entier et pas seulement la France, à affirmer les principes fondamentaux du Socialisme autogestionnaire.
Je voudrais insister maintenant sur l'actualité de ce projet autogestionnaire.
Il est vrai, mes camarades, que lorsque la situation concrète est la croissance rapide, est le plein emploi sinon la surchauffe, est l'accélération des cadences, est la peine ouvrière, il est vrai qu'à ces moments-là les objectifs de lutte qui s'imposent sont ceux du contrôle sur l'hygiène et la sécurité, sont ceux du

contrôle sur les cadences, sont ceux qui concernent l'organisation des tâches, la perception du projet autogestionnaire se fait plus directement par la masse militante en lutte.
Il est vrai mes camarades, qu'en conjoncture de chômage voulu, créé par des politiques de récession faites à la fois dans tous les grands pays d'occident, la perception des travailleurs va à l'exigence d'une autre politique économique globale et il est vrai, Poperen là-dessus tu as raison sans avoir mis ce mécanisme en évidence, qu'à ce moment-là l'attente est d'un changement qui vienne du sommet, mais il est non moins vrai que cette attente est celle d'une autre politique et qu'il nous fallait décrire.
Mais il n'y a pas de projet de réponse sans une précision très grande du projet autogestionnaire justement : comment relancer la croissance, c'est-à-dire assurer le plein emploi sans inflation, sinon précisément en allongeant la durée de vie des objets, produire pour ne pas maintenir cette constante pression sur les marchés, sinon en élargissant la part des services, des équipements collectifs, des consommations de services privés par rapport à la part de l'échange marchand sur des objets. Tout ceci, qui est le résultat direct de notre ambition autogestionnaire et tout ce qui exige pour qu'il y soit parvenu un contrôle effectif de la décision prise le plus bas possible par l'ensemble des travailleurs, est constitutif de notre réponse dès maintenant et en terme de progrès global. De même, de la même manière, la planification pour qu'elle devienne un projet politique vécu, ressenti par les travailleurs, a besoin d'exprimer les choix qu'ils font globalement, régionalement et par unité de production, sinon elle n'est qu'un discours publicitaire ou alors l'expression des volontés de pouvoir d'une bureaucratie centrale qui, fut-elle Socialiste, n'est pas notre problème.
De la même façon ce projet Socialiste implique de dire tout de suite et rapidement quelle est notre conception de la socialisation dans le secteur public, dont une base importante existe déjà, dont dès la prise du pouvoir nous entendons pratiquement doubler l'ampleur, mais pour lequel le problème du rôle et des moyens de contrôle des travailleurs se pose immédiatement, ceci au nom même de notre perspective autogestionnaire et sur la base aussi des engagements déjà écrits dans le programme commun.
Non, mes camarades, l'autogestion ce n'est pas pour après, dès maintenant les engagements collectifs sont pris, le Parti a déjà tranché, n'en déplaisent à ceux qui hésitent encore un peu, le choix est d'une particulière clarté.
De même et de la même manière, comment voulez-vous que les travailleurs s'intéressent à note projet s'il ne touche pas aussi les conditions de la vie quotidienne, les rapports des hommes entre eux, les rapports entre sexes, les rapports de l'homme à la nature, au travail, et autres... Dans tout cela on le voit bien la pratique de la lutte implique la prise en charge du combat autogestionnaire sur un champ unitaire, et l'on a bien vu d'ailleurs, notamment à propos de la défense de l'emploi et des luttes qu'y menaient les travailleurs, que précisément, mais voyez Lip, voyez aussi d'Arbois et voyez Râteau, quand l'objectif est perçu et que la lutte est menée de manière collective par l'ensemble des travailleurs, l'unité s'en élargit et s'en approfondit dans l'entreprise elle-

même.
Du monde entier, mes camarades, et ces derniers temps tout particulièrement d'Europe au sud, grandit l'espérance du Socialisme. Cette croissance sera d'autant plus forte que le Socialisme s'identifiera pleinement avec la liberté, avec la libération des hommes et des peuples. Nous devons poursuivre la réflexion engagée aujourd'hui, pour que le projet autogestionnaire dont notre Parti est porteur devienne la force motrice de la victoire de la Gauche, unie autour du programme commun, et de la victoire d'ensemble du Socialisme.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Fournier, pour 8 minutes, ensuite Boulard, de la Mayenne, pour dix minutes.

Jacques Fournier

Camarades, je voudrais tenir trois propos sur la thèse 11, qui est intitulée "union de la Gauche et projet autogestionnaire" et à propos de cette thèse je voudrais d'abord formuler une remarque de forme.
camarades, vous l'avez senti depuis ce matin dans cette Convention, je crois qu'au-delà des propositions qui peuvent être faites pour amender sur tel ou tel point particulier, telle ou telle thèse soumise à notre discussion, il y a en définitive parmi nous deux débats importants :
- l'un qui est posé clairement, il a été posé clairement devant l'ensemble des militants, à partir d'un texte qui est le projet de thèse 16, sur l'action gouvernementale et l'action de masse, sur la dynamique de la transition vers le Socialisme autogestionnaire, et le débat a pu avoir lieu normalement sur ce point.
Le deuxième débat, camarades, on est obligé de constater qu'il est sous-jacent, qu'il n'est pas aussi bien explicité, et c'est le débat qui porte sur cette thèse 11 : union de la Gauche et projet autogestionnaire. Car enfin, camarades, il nous a été dit que cette thèse 11 avait été votée à l'unanimité par le Bureau exécutif. Or, nous avons vu dans un certain nombre de sections circuler une motion qui proposait des modifications assez substantielles à cette thèse 11, avec l'accord, semble-t-il, d'un certain nombre de camarades qui avaient voté cette même thèse 11 au Bureau exécutif.
Nous avons entendu, depuis ce matin, un certain nombre d'interventions dont je pense que vous avez pu le remarquer comme moi, le contenu et la tonalité étaient très différents, et je ne veux pas passer ici en revue tous les orateurs qui m'ont précédé mais disons que lorsque j'ai entendu parler Laignel, Christiane Morin, Mermaz, Poperen, je n'ai pas entendu le même écho, je n'ai pas entendu les mêmes positions que lorsque j'ai entendu parler Goullet, Le Garrec, Chapuis ou, il y a un instant, Rocard.
(Applaudissements)
Alors, à partir de là, camarades, je pose une question moi à Le Garrec : ce matin, au passage, il disait, accusait, reprochait à la minorité d'occulter le débat. Je lui dirai : qui occulte le débat ? Est-ce une minorité qui a des choses à dire et qui les

Fondation Jean Jaurès

dit publiquement, qui offre à tous les camarades de toutes les sections du Parti, le moyen de réfléchir, de discuter, de se prononcer sur ses propositions ou est-ce que c'est une majorité qui, en définitive, se refuse à poser un problème important, tout en posant mais sans poser tout à fait, qui ne met pas sur la table tous les éléments du débats ?
(Applaudissements)
Camarades, je demande où est la bonne méthode, où est la clarté, où sont les comportements satisfaisants ?
Alors, mon second propos, camarades, portera sur le fond même du problème. Il semble qu'un certain nombre d'entre nous veuillent opposer l'unité à l'autogestion ou réciproquement. Certains d'entre nous craignent que l'affirmation des implications stratégiques du projet autogestionnaires ne remette en cause la stratégie de l'union de la Gauche, que le Parti a irrévocablement choisi à Epinay, et je dis que si cette crainte est fondée, ils ont raison. D'autres craignent que l'accent mis uniquement sur la stratégie unitaire n'aboutisse à transformer l'autogestion, le projet autogestionnaire en ligne d'horizon, en vœu pieux, ne gomme les aspects autogestionnaires de la lutte immédiate et du processus de transition, et si leur craints était fondée, camarades, effectivement ils auraient raison ; ils auraient raison les uns et les autres car, camarades, il ost clair que pour nous - et quand je dis nous je ne parle pas au nom d'un courant mais de la position qui ne peut être que la position fondamentale du Parti tout entier - l'unité et l'autogestion sont indissolublement liées.
Oui, le projet autogestionnaire a des implications stratégiques et comment ne pourrait-il pas en avoir ?
L'autogestion est un processus qui s'impose à nous dès maintenant, à travers les luttes pour le contrôle que nous menons aujourd'hui, qui s'imposera à nous demain, à travers la dynamique de la période de transition qu'essaie d'expliciter, de développer la thèse n° 16. Mais, il ne s'agit pas, camarades, il ne peut pas s'agir d'opposer une stratégie autogestionnaire et une stratégie unitaire, un Socialisme qui serait autogestionnaire et qui serait le nôtre, à un Socialisme qui serait centralisateur ou bureaucratique et qui serait, lui, d'un autre parti. L'interrogation autogestionnaire se pose à l'ensemble du mouvement ouvrier, c'est une formule qui figurait dans la motion du Congrès de Pau, que je suis heureux d'avoir retrouvé presque dans les mêmes termes dans la thèse n°11, et c'est dans l'unité que, ensemble, nous pourrons aller vers l'autogestion en améliorant la qualité de cette unité et en lui faisant aujourd'hui franchir une nouvelle étape : la première étape a été le passage de l'agence électorale à l'agence programmatique, la seconde sera le passage de l'agence programmatique à la direction stratégique et en commun des luttes.
La thèse 11 est satisfaisante, il nous semble, sur ce point. Peut-être quelques améliorations sont possibles sur certains de ses termes ou pour lever certaines de ces équivoques, mais sa signification profonde nous parait être la bonne.
Et, mon troisième propos, camarades, sera pour dire : Il ne suffit pas d'adopter les textes ; ces textes, il faut les mettre en oeuvre dans la pratique et à ce propos,

permettez-moi de prendre un exemple concret, un exemple qui va se poser au Parti dans les prochains mois, dans les années qui viennent : celui des élections municipales.
Si nous voulons être à la fais autogestionnaires et unitaires, qu'est-ce que nous devons en tirer au niveau de ces élections municipales ? Quelles sont, d'abord, les implications de la démarche autogestionnaire pour ces élections ? Ces implications, c'est d'abord que ces élections soient une étape significative dans un processus de lutte pour le contrôle entrepris dès maintenant sur le terrain des entreprises, de l'urbanisme et du cadre de vie des transports, de l'éducation, de l'action culturelle, luttes que nous devons mener en commun avec toutes les associations et tous les mouvements qui se situent dans les mêmes perspectives que nous.
L'implication autogestionnaire pour les élections, c'est que la gestion elle-même des communes, partout où elle se fera, assurée par la Gauche là où elle l'aura emporté, soit conçue, elle aussi, comme un instrument du développement de la lutte pour le contrôle, qu'elle ne s'enlise pas dans une administration de style traditionnelle mais qu'elle soit en même temps consciente et de ses moyens et de ses limites, ce qui implique peut-être que nous approfondissions notre réflexion sur ce point.
Et puis, l'idée d'autogestion, cela implique pour ces élections que nous nous inspirions nous-mêmes d'une pratique autogestionnaire, notamment dans les rapports entre les élus, les militants, la population. Camarades, je dirai, pour savoir ce qui est autogestionnaire, il y a quelques questions simples qu'on peut poser sur le contrôle des élus, sur le cumul des mandats sur les relations entre les municipalités et (inaudible).
(Applaudissements)
Voilà, camarades, quelles sont, pour ces élections municipales, les implications du projet autogestionnaire mais, quelles sont maintenant les implications de la stratégie unitaire ? Elles sont simples : c'est de faire l'unité, c'est-à-dire, bien sûr avec toutes les précautions nécessaires car il ne s'agit pas de nous livrer pieds et poings liés à nos camarades des autres partis de l'union de la Gauche, de poser la règle selon laquelle partout ce sont des listes d'union qui devront être présentées autour de scrutins décisifs et de poser la règle selon laquelle partout où la Gauche pourra devenir majoritaire, ce sont des municipalités d'union qui devront assurer la gestion communale, et comment les travailleurs comprendraient-ils que des partis qui se proposent de gouverner ensemble, ne soient pas capables aujourd'hui de gouverner ensemble au niveau des municipalités ?
Voilà, camarades, quelle est l'exigence unitaire pour ces élections municipales, et je dirai que cette exigence s'impose de Brest à Strasbourg, de Lille à Marseille.
(Applaudissements)
Camarades, je conclus : stratégie unitaire et processus autogestionnaire sont indissolublement liés. Nous devons le dire dans les mots qui sortiront demain de notre Convention, mais nous devrons aussi et surtout le faire dans les choses que

nous accomplirons ensemble dans les mois et les années qui viennent à l'intérieur d'un parti vraiment Socialiste.
Tel est le seul vœu que formule aujourd'hui la minorité du Parti, une minorité dont vous me permettrez de dire, camarades, qu'elle se porte bien !
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Boulard, Mayenne, pour dix minutes… Camarades, nous allons terminer très tard, je vous demande une fois encore de ne pas prolonger vos applaudissements, vous avez suffisamment marqué votre enthousiasme.

Boulard (Mayenne)

Camarades, je crois que notre préoccupation n'est pas assez centrée sur l'homme, en tant qu'individu. Je crois ensuite que nous n'avons pas dépeint assez concrètement le cadre dans lequel l'individu vit actuellement et celui que nous nous proposons de lui fixer avec son assentiment, son adhésion individuelle.
Nous avons peut-être beaucoup parlé des masses, en oubliant que la masse est un ensemble composé d'éléments et que l'élément premier en est l'homme. L'homme dans son concept physiologique donc vital, est un ensemble construit par une infinité de cellules, toutes inter-dépendantes, toutes essentielles, toutes complémentaires et dont l'addition des fonctions assure sa vie, sa richesse et son devenir.
Lorsque quelques-unes de ces cellules acquièrent une autonomie anarchique de reproduction, c'est alors le cancer et la destruction de l'homme. Il en est de même pour la société qui est un ensemble composé d'une variété infinie d'éléments, elle court à sa perte quand une part importante d'entre eux se reproduit en se concentrant d'une façon anarchique, en brisant les liaisons horizontales qui constituent la trame du tissu social.
Le cadre actuel, l'environnement capitaliste coupent l'homme de toutes ces relations avec autrui, en le concentrant dans des usines, dans des bureaux où le travail est parcellisé, en l'entassant dans des cités verticales au sein desquelles les relations, là non plus, ne sont plus possibles.
Le capitalisme, ce cancer de notre société, le coupe enfin de toutes ces liaisons avec son environnement naturel qui est le monde végétal, animal, minéral, au sein duquel il a vécu avec lui et par lui dans une harmonie relative, source de son équilibre.
Le capitalisme ne permet donc plus à l'homme d'être le premier élément constituant de l'ensemble magnifique qu'est l'humanité. Il ne lui permet plus d'apporter sa richesse et sa force à la fabrication de la trame du tissu social. Le capitalisme, nous le savons tous ici, joue sur l'antagonisme des différences, sur la radicalisation des rapports conflictuels, à l'issue desquels un groupe, un ensemble, un pays essaie d'assurer leur hégémonie sur les autres en vue de les faire disparaître.
Il n'y a donc plus là comme dans l'addition, des différentes sources de richesses

Confédération Jean Jaurès

mais facteurs de soustraction de disparition et de concentration verticale des savoirs et des pouvoirs. Le symbole du capitalisme est celui de l'exploitation verticale.
En France, nous trouvons des zones industrialisées, surpeuplées que sont le Nord, la vallée du Rhin, de la Seine, du Rhône et le fronton méditerranéen, mais il y a un tiers pays où la vie s'éteint, où la trame du tissu social se déchire, où elle est au bord de la rupture. Le capitalisme a créé le monde de la démesure ; c'est ce monde que nous trouverons lorsque nous prendrons le pouvoir ; c'est avec ce tissu, à cette trame distendue que nous devrons tisser les liens d'une autre société. C'est tout le temps qu'il faudra pour y arriver qui va constituer la phase de transition. Il nous faut partir de l'homme, il doit être au centre de nos réflexions et de nos actions. Le Socialisme doit être aussi la possibilité de créer les multiples liaisons horizontales qui rendent l'homme solidaire de son environnement.
Le Socialisme a la juste et généreuse ambition de tout mettre en oeuvre pour permettre à l'homme de s'épanouir, d'exalter au lieu de son intérêt propre et collectif, chacune de ses potentialités et de se sentir pleinement responsable.
Cette permanente évolution ne peut se faire que dans un cadre, un environnement dont l'individu connaît, perçoit et comprend toutes les dimensions. La finalité autogestionnaire du Socialisme doit donc avoir comme préoccupation essentielle de créer ce cadre et cet environnement. Elle doit permettre à chacun d'entre nous de vivre dans un élément à sa dimension qu'il s'agisse de l'élément familial, social, culturel, professionnel, politique. Une nation qu'on pourrait définir comme un ensemble, une communauté politique est constituée d'éléments que sont les différentes et anciennes ethnies, elles sont elles-mêmes des ensembles d'éléments qui sont les familles et ainsi de suite jusqu'au premier maillon de la chaîne qu'est l'homme. Cette nation représente donc un tissu dont la trame est constituée par les éléments que je viens de citer. Un tissu est d'autant plus solide que sa trame est serrée. Une nation est d'autant plus forte, résistante et riche que tous ses éléments sont multiples, diversifiés et complémentaires...

Le président - Excuse moi de t'interrompre. Je demande aux camarades qui sont debout au fond de la salle, de bien vouloir soit s'asseoir, soit regagner la salle voisine de façon que nous puissions ici travailler dans une atmosphère sérieuse qui a d'ailleurs régné jusqu'ici, ce dont je remercie les camarades.
Continue.

Boulard - Merci.
Sa civilisation est d'autant plus riche et rayonnante qu'elle est l'addition de toutes les richesses, de toutes les cultures des ethnies et des familles qui la composent, ce qui se conçoit au niveau de la culture peut se concevoir au niveau des libertés et de l'économie. Quand un Socialisme décentralisé s'appuyant largement sur une régionalisation profondément démocratique permettra à chaque homme, à chaque collectivité, la plus petite soit-elle, de détenir le

maximum de libertés dans un cadre constitutionnel Socialiste, quand ce Socialisme-là permettra donc à chaque élément de jouir de ses libertés retrouvées, il sera impossible à un régime, à un état, de faire marche arrière et de les priver d'une parcelle de ces libertés. Une nation n'est riche, économiquement, culturellement, que par l'addition de chacune de ses richesses, de ses régions et par-là un continent, et l'Europe en particulier, ne connaître la plénitude de ses propres richesses que par l'addition de celles des nations qui le composent.

Quand ce même Socialisme décentralisé, régionalisé, permettra à toutes les collectivités de découvrir, d'épanouir, d'exalter toutes leurs potentialités, toutes leurs richesses locales, départementales, régionales, nationales, dans le cadre d'un plan élaboré démocratiquement, il y aura alors une formidable mobilisation d'énergies au service du Socialisme, au service de l'homme. C'est l'addition des différences reconnues et acceptées, c'est leur complémentarité qui sont génératrices de richesses ; elles passent toutes au travers de chaque élément de chaque ensemble ; elles traitent donc des relations horizontales, rompant par-là d'une manière irréversible avec ce capitalisme qui ne repose que sur les antagonismes et concentrations verticales.

C'est au sein de chacun de ces éléments : la famille, le quartier, l'usine, à la mesure de l'homme, la commune le canton, reliés entre eux de façon permanente, que l'homme a le plus de chances d'accéder à un niveau de conscience à devenir responsable. Nous pensons que l'autogestion est la finalité du Socialisme, nous disons que son avènement nécessite des hommes responsables. Je pense, pour ma part, qu'ils ne peuvent le devenir que dans un monde à leur mesure, un monde dont ils perçoivent toutes les limites, sur lequel ils peuvent avoir une prise directe.

La responsabilité, disons-nous, est étayée par la connaissance, la maîtrise et le contrôle partagés de certains savoirs, de certains pouvoirs et de certaines énergies. Je pense que toutes les énergies, toutes les connaissances ne sont pas bonnes dans leur forme actuelle, dans le système capitalisme, mais nous en hériterons car elles ne seront pas à la dimension humaine. Elles ne permettront pas à l'homme Socialiste d'exercer sur elles sa responsabilité, son contrôle. Je pense, entre autres, à l'énergie nucléaire et aux ordinateurs. Ce sont des énergies et des savoirs de la démesure, et quelles que soient les précautions que nous prendrons, leur exploitation et leur contrôle, même dans une société autogérée, les mettront hors de portée de l'homme au sein de son ensemble et pour longtemps.

Nous risquons de voir s'établir à leur sujet une techno-structure verticale par nature faite de la concentration des connaissances et comme jamais aussi peu d'hommes auront entre les mains autant de puissance, je crains qu'il n'y ait là source de grave conflit. Il faudra trouver les moyens de diversifier, d'élémentariser ces énergies et ses savoirs de la démesure pour qu'ils puissent rentrer dans le cadre d'une société responsable, autogérée et à la mesure de l'homme.

Je ne voudrais surtout pas être suspecté de "vaguisme" ; si cela était, c'est que je

Fondation Jean Pierre

n’aurais pas su trouver les mots, les images pour vous faire partager à la fois l’enthousiasme et l’inquiétude que beaucoup d’entre nous ressentent au seuil d’un nouveau monde fascinant mais bien peu exploré. Je suis profondément convaincu que toutes les articulations, que j’ai essayé d’évoquer à ma façon passent toutes par un effort constant de pédagogie politique, syndicale, seule capable de canaliser toutes les facultés de l’homme pour les mettre au service du Socialisme.
Pour en terminer, j’essaierai de transposer à la lueur de ce que je viens de dire sur un plan politique immédiat, ces notions d’antagonisme hégémonique, de différences et de complémentarités...

Le président - Tu as atteint la fin de ton temps de parole ; je te demande de bien vouloir conclure.

Boulard - Je conclus.
En ce qui concerne notre propre Parti, il apparaît malheureusement, au fil des réunions des Comités directeurs, conventions ou réunions fédérales de section, qu’une tendance de cristallise par rapport aux autres courants ; j’emploie à dessein le terme de "courants" car pour moi et la majorité de ce Parti, "courants" est synonyme de pluralisme ; les courants sont les éléments vivants d’un ensemble qui s’appelle le Parti, les échanges sont entre eux horizontaux, ils sont souvent différents mais se font tous dans le même Parti.
Un Parti composé de cette façon pluraliste, au sein duquel chaque militant se sent à sa mesure est un parti qui, sans nul doute, peut se fixer une finalité autogestionnaire. En face des courants, il y a la tendance. Je dis tendances quand il s’agit de structures organisées. Une telle démarche ne tend pas vers un enrichissement global du Parti, mais vers un durcissement, un désir hégémonique, une techno-structure verticale qui risquent de se couper de l’ensemble des militants.
Son devenir peut être difficilement pluraliste dans la mesure où elle a une stratégie antagoniste...

Le président - Il faut conclure.

Boulard - … Notamment des jeunes contre les moins jeunes. Les courants sont unifiant, la tendance ne l’est pas, c’est pourquoi, mes chers camarades, mon souhait le plus profond est que ce beau Parti qui est devenu le Parti Socialiste soit celui du dépassement de la tendance vers un parti ouvert, dans lequel les courants, par leur enrichissement mutuel feront le Parti Socialiste que les Français, d’abord, et que d’autres nations ensuite attendent pour leur ouvrir la voie au Socialisme et à l’autogestion.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Buzat, Alpes-Maritimes.

Fondation Jean-Jaurès

Buzat (Alpes-Maritimes)

J'interviens au nom de la section de Saint-Vallier, dans les Alpes-Maritimes, dont je suis délégué.

Je voudrais vous parler de l'expérience suivante qui peut, je l'espère, intéresser notre Convention.

Notre histoire est née dans les années 60. J'étais alors membre de la C.G.T. et du P.C. et quelque peu frustré par une longue et difficile lutte pour la démocratie à l'intérieur de ce Parti.

Peintre en bâtiment, je travaillais comme tâcheron. Je discutais beaucoup avec les copains de travail à propos de la création d'une entreprise où il n'y aurait plus d'exploitation de l'homme par l'homme. Certains étaient enthousiastes. D'autres très méfiants disaient : les ouvriers se retourneront contre vous.

Fin 1968, nous nous sommes réunis à 6, dont 5 peintres, et un jeune ouvrier métallurgiste qui est passé boire l'apéritif et un poète.

Après avoir formulé nos statuts intérieurs, nous avons adopté les statuts officiels d'une société coopérative ouvrière de production, où ce n'est pas le capital qui contrôle, mais ceux qui travaillent : un travailleur, une voix. Nous l'avons appelée la C.D.E.

Après deux mois, nous avons abandonné l'idée d'un conseil d'administration et nous sommes gérés par des assemblées générales hebdomadaires.

En mars 1969, deux de nous commençons par peindre une petite villa. A présent, nous sommes 17, comprenant une section maçonnerie et un bureau d'architecture que nous avons lancé en 1972.

Nous considérons tous qu'une réunion hebdomadaire semble indispensable à la poursuite de notre expérience. Nous, nous réunissons tous les vendredis soirs, après le travail. Nous nous payons un forfait de deux heures, mais cela dure toujours plus.

A l'opposé d'une entreprise française courante où l'activité est une sorte de ligne droite : publicité, devis, chantier, facturation... nous nous considérons comme un ensemble avec nos réunions comme épicentre, où tout est lié : travail, administration, clientèle, qualité de la vie.

Après quelques problèmes au début, le taux d'absentéisme est devenu nul, certains viennent même pendant leur congé, à tour de rôle, nous présidons les séances. On commence par les comptes rendus de chaque chantier : administration, étude de la situation financière, etc. Ensuite, c'est l'organisation du travail pour la semaine suivante et à plus long terme. Puis, on aborde les problèmes divers de chacun, qui peuvent aller de la qualité du pinceau à la qualité de la vie.

Nous passons par des périodes où nos réunions sont moroses et négatives, d'autres où elles sont de véritables foyers d'imagination et de vraies leçons de simples ouvriers en démocratie. Parfois, une journée d'étude est consacrée à une difficulté qui n'a pas pu être résolue en réunion ordinaire.

A la dernière réunion, en date du 30 avril 1975, problème discuté : Influence de l'argent sur notre travail, notre gestion et la camaraderie.

Je pense que nous pouvons tirer un premier enseignement de ce problème. Fin

Fondation Jean Jaurès

69, la situation était délicate, nous avions une perte d'exercice de 18 000 F représentant 18% du chiffre d'affaires. Tout le monde était à salaire égal, système voté au départ par une large majorité, mais les salaires étaient misérables. Pour sauver notre expérience, une proposition a été adoptée : un pourcentage sur chaque chantier serait réservé pour les salaires et payé à ceux qui ont travaillé, au prorata de leurs heures de travail. Deux camarades, dont un Espagnol qui avait fait huit ans de prison franquiste, assimilant cette proposition à une proposition capitaliste, ont démissionné. En réalité, la proposition était bonne car les salaires ont doublé l'année suivante. Le déficit était absorbé. Une gratification était distribuée à la fin de l'année. Il n'y a pas de plus-value, évidemment, donc pas de bénéfices.
Un important investissement a été amorcé, la qualité de notre travail est devenue excellente et l'esprit coopératif et de camaraderie s'est amélioré.
Cette méthode de rémunération est pratiquée à ce jour. Nous payons le total de la facture. Nous déduisons les achats spécifiques du chantier, peinture, maçonnerie ou architecture, de la somme restante ; 38% vont aux salaires, 25% aux frais sociaux et 37% aux frais généraux de l'entreprise.
J'ai été directeur les cinq premières années, P.D.G. ! Nous faisons beaucoup d'études pour améliorer l'harmonie entre l'autorité minime nécessaire à la direction de l'entreprise et la démocratie. Je considère que c'est primordial pour toute tentative autogestionnaire. Ensuite, nous avons installé un système de rotation pour la direction. Nous ne voulions pas que le pouvoir soit trop personnalisé. Après discussion pendant des mois, nous avons eu une journée d'études mémorable et un nouveau directeur a été élu. C'était le jeune ouvrier métallurgiste qui passait boire l'apéritif. Moi, je suis retourné à mes pinceaux. Nous souhaitons continuer cette expérience et changer de directeur tous les quatre ou cinq ans. L'avenir nous dira si ceci est raisonnable.
Le problème des différents systèmes de production se posait, il y a quatre ans. Un peintre très dégourdi 35 ans, 20 ans de métier, était...

Le président - Ton temps de parole est terminé, je te demande de bien vouloir conclure.

Buzat - ... en train de peindre un foyer rural avec deux farfelus ou hippies qui étaient mécontents, mais aimaient la vie, les fleurs, les arbres, les filles... Un système, très discuté à ce jour, était mis au point. Les ouvriers se réunissent pour proposer un certain tarif horaire pour telle ou telle personne. Cette formule a subi de fortes critiques en 73, quand l'architecte et la secrétaire s'étaient déplacés du bureau pour aider aux travaux de peinture du complexe H.L.M.

Le président - Il faut conclure maintenant. D'autres camarades doivent prendre la parole et il nous reste peu de temps pour la séance du soir.

Buzat - Je vais conclure.
La secrétaire a travaillé pendant huit mois... (quelques mots inaudibles)...

Fondation Jean Jaurès

Il y a à la C.O.B. deux Socialistes, trois Communistes et le reste, sans appartenance politique ; quelques-uns sont plutôt anarchistes mais il y en a d'autres qui ne manifestent pas les idées de la Gauche. Il y a quand même une large majorité de travailleurs de notre coopérative qui manifestent pour le programme commun de gouvernement... (applaudissements)
Quand nous avons rédigé nos statuts... (brouhaha)

Le président - Camarade, il faut conclure. Il ne suffit pas de me dire que tu vas conclure, il faut conclure effectivement.

Buzat - les gars du bâtiment étaient conscients des limites de l'expérience, dans une société capitaliste. Parfois, je suis déprimé, parfois, je suis enthousiaste, comme la C.O.B. La C.O.B. est une cellule vivante. Néanmoins, camarades, je peux vous assurer que, dans son ensemble, l'expérience vaut la peine d'être vécue. J'aimerais personnellement aller plus loin...

Le président - Camarade, il faut te comporter comme un bon Socialiste et un bon Socialiste doit être discipliné. Ce débat est organisé. Tu avais huit minutes de temps de parole, tu en es déjà à douze ; je crois que, maintenant, il faut t'arrêter ; ceci a beaucoup intéressé nos camarades, mais je te demande d'arrêter.
(Applaudissements)

Buzat. - J'ai fini. C'est une expérience partie de la base, de simples maçons et peintres en bâtiment. C'est une expérience humaine. Camarades, faisons confiance à l'homme. C'est une expérience de Socialisme autogestionnaire. L'avenir autogestionnaire est devant nous.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marcel Aumont pour cinq minutes.

Marcel Aumont (Doubs)

Camarades, j'aborderai un seul problème, celui du maintien du secteur privé. Pour ne pas dépasser mon temps de parole, je me contenterai de vous donner lecture du texte qui a été adopté à l'unanimité par la fédération du Doubs, sans commentaires. Ce texte concerne les droits de passage vers l'autogestion dans l'industrie privée, avec laquelle la majorité des salariés devra compter longtemps encore.
La thèse 8 sur l'autogestion rappelle, à la page 6, que le statut des entreprises privées ne sera changé que par les incitations et les contrôles exercés par le plan et par l'extension des droits des travailleurs.
Le Parti Socialiste doit compléter rapidement ce texte trop général, peu contraignant et sans orientation cers l'autogestion, en s'inspirant, si vous en êtes d'accord, de la motion ci-dessous.
Dès le début de la première période d'un gouvernement de gauche, le statut des entreprises privées sera changé par les incitations et les contrôles...

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Camarades, je vous demande un peu de silence, s'il vous plaît !

Marcel Aumont - ... et par la mise en oeuvre d'un contrôle progressif des travailleurs qui sera préparé par les quatre programmes suivants :
1 - Extension du pouvoir syndical qui sera inséparable de l'élargissement constant des droits des travailleurs et d'un nouveau droit du travail.
Exemple : dépassement de la législation de 45 et de 68 pour le nombre de délégués ; le droit de réunion intérieur et extérieure ; le renforcement du comité d'entreprise, le renforcement de l'inspection du travail, la refonte de la législation des conventions collectives et du contrat de travail, grille unique de classification-rémunération, modification des structures hiérarchiques.
2 - Mise en place de moyens de formation et d'information.
Exemple : droit de discussion collective pendant le temps de travail ; bulletin d'information du comité d'entreprise obligatoire et libre ; accès de tous à la formation continue avec gestion directe ; extension de la formation de base aux travailleurs non qualifiés ; extension du congé éducation avec stages complémentaires pour les membres du comité d'entreprise ; congé de formation aux salariés titulaires d'un mandat politique électif, aux responsables d'organisations politique, et à tout engagé dans la vie publique ; attribution de temps d'émission radio et T.V. aux syndicats de l'industrie privée, attribution d'un crédit d'heures pour les salariés assurant un mandat électif, pour qu'ils puissent l'assumer, sans perte de salaire.
3 - Large droit de contrôle, comité central de groupe réuni annuellement avec une représentation des filiales ; renforcement de la représentation des travailleurs dans les conseils d'administration et les conseils de surveillance ; désignation de représentants syndicaux extérieurs à l'entreprise dans les conseils de surveillance quand il y a plus de 2000 salariés, droit de veto des représentants des travailleurs concernant les transferts de fabrication, les achats ou cessations de filiales, représentation des salariés des principales sociétés assujetties à un conseil de holding et des salariés des usines sous-traitantes au conseil de l'usine cliente.
4 - Enfin, autogestion de secteurs internes à l'entreprise. Ils seront immédiatement rendus indépendants de la gestion capitaliste ; gestion obligatoire des services culturels et sociaux par le comité d'entreprise, avec financement, 3% de la masse salariale, autogestion de l'hygiène et de la sécurité, en accord avec la Sécurité Sociale administrée alors par les travailleurs, des expériences en cours permettent de constater que là où les travailleurs et les délégués décident des mesures de sécurité, les accidents diminuent de façon spectaculaire.
Enfin, le contrôle total exige l'attribution d'heures de fonctions aux délégués du comité hygiène sécurité, les visites d'ateliers avec pouvoir de décision, la désignation d'agents de sécurité par les syndicats et l'indépendance du médecin du travail vis-à-vis de l'employeur.
En conclusion, malgré les risques de récupération tels que relations humaines,

participation aux cogestions, le Parti Socialiste doit préciser les moyens qui engageront un gouvernement de gauche à préparer, développer, le contrôle ouvrier dans l'industrie capitaliste.

Le président - La parole est à Hernu pour huit minutes, ensuite à Colliard pour cinq minutes. Hernu n'est pas là ?… Alors, Colliard, tu as la parole.

Jean-Claude Colliard

Chers camarades, en cinq minutes, on a peu de temps pour dire beaucoup de choses. Je me contenterai donc de faire devant vous quelques remarques rapides.
Tout d'abord, je crois qu'il est important de souligner, comme l'a fait Jean Poperen tout à l'heure, que notre Parti ne s'est pas entièrement mobilisé sur ce problème et sur ce débat de l'autogestion. C'est là une constatation importante et nous devons réfléchir aussi au fait que, dans de nombreuses sections, les camarades n'ont pas pu ou n'ont pas voulu délibérer, le texte ou les textes qui leur étaient proposés ayant souvent été considéré comme trop ardus ou en tout cas, ayant été perçus comme peu propices à une discussion d'ensemble.
Je crois que c'est un point sur lequel nous devons réfléchir et que c'est un inconvénient que nous devons, dans l'avenir, essayer d'éviter.
Les autres remarques tiennent à un problème qui a été évoqué à plusieurs reprises ici, qui est celui de l'amendement additionnel, appelé aussi parfois, bien que ce terme ne figure pas dans le Poing et la Rose, thèse n° 16, et sur lequel je voudrais intervenir ou plutôt contre lequel je voudrais intervenir.
Je crois que cet amendement pose plusieurs questions. Il y a une première question qui m'est inspirée par la Convention de la fédération de Paris à laquelle j'ai participé la semaine dernière, qui est le point de savoir à quoi sert cet amendement ? A quoi est-il destiné ?
On pouvait penser en toute logique qu'un amendement, puisque c'est comme cela qu'il est présenté, cela sert à améliorer les thèses auxquelles il s'accroche, puisqu'il n'était pas en apposition à aucune de ces thèses, mais qu'il se présentait comme une addition ou un complément.
Donc, nous sommes un certain nombre à avoir pensé, à la fédération de Paris, que dans la mesure où des points de cet amendement étaient acceptables - il y en avait peu, mais nous en avions tout de même trouvé un - il était possible de le voter et d'en faire un amendement aux autres thèses. Nous avons donc proposé à nos camarades un amendement reprenant un des problèmes évoqués dans l'amendement additionnel, et nous avons pensé qu'il était possible à la fédération de Paris de le voter à l'unanimité, puisque tout le monde semblait être d'accord là-dessus.
Or, à notre grande surprise, nos camarades du CERES ont refusé de voter cet amendement en indiquant que, pour eux, il faisait partie d'un ensemble, d'une thèse supplémentaire et que c'était le dénaturer, que c'était une pratique de saucissonnage inacceptable que de le mettre dans une autre thèse.
Je pense que c'est là une attitude assez regrettable, puisque, sur ce point, nous étions d'accord sur le fond et que donc cet amendement aurait pu devenir un

amendement majoritaire de la fédération de Paris et être présenté comme tel à cette Convention.
Cela n'a pas été le cas et donc les idées qui étaient contenues ne seront pas présentées ici comme un amendement majoritaire de la fédération. C'est dommage et cela éclaire, je crois, la fonction de cet amendement d'un jour nouveau. S'il ne sert pas à améliorer le texte, à quoi sert-il ?
On peut avoir plusieurs réponses. C'est, dans la meilleure des hypothèses, pour prendre date, c'est, dans une hypothèse plus immédiate, pour se compter... (protestations diverses). C'est cette confusion entre les procédures, le fait qu'on tente, à travers un amendement, de rejouer un Congrès quelques mois plus tard, qui amène à poser une seconde question sur le fond.
Je crois que cet amendement - et c'est pour cela que je le combats - pose un problème qui dépasse très largement l'objet de notre Convention sur l'autogestion, c'est le problème de la ligne politique du Parti.
Naturellement, l'essentiel du passage qui est ici concerné c'est celui qui vise l'articulation entre le mouvement de masse et le gouvernement de la Gauche, problème réel, problème sérieux et qui, je crois, est évoqué dans les 15 premières thèses, même s'il ne constitue pas une thèse à proprement parler, et cela est normal, puisque ce n'est pas le fond du débat, qui est l'autogestion.
Le problème, naturellement, est celui qui est posé par cette expression de mouvement autonome des masses ; Charzat en a parlé tout à l'heure, en s'abritant derrière une citation de Marx.
Je crois quand même, qu'il y a un problème très sérieux et que ce qui distingue essentiellement cet amendement des 15 premières thèses, c'est la tonalité. Je pense que, contrairement aux 15 premières thèses, cet amendement se situe dans une perspective pessimiste et défaitiste.
Ce qui paraît clair, c'est que derrière les termes, il y a un postulat, il y a un point de départ qui est l'idée que le gouvernement de la Gauche, puisque nous nous situons dans la période de transition, trahira les intérêts des travailleurs et que le Parti fera de même, et qu'à ce moment-là, la seule chance de succès, la seule chance de réussite, elle sera dans un éventuel débordement.
Je crois que c'est ce postulat dont parle cet amendement et c'est ce qui m'amène à ne pas être d'accord, en aucun point, avec lui et à demander donc à la Commission des résolutions de poser cette question au fond et de ne pas oublier que ce qui nous intéresse ici, c'est l'autogestion et c'est la manière dont l'autogestion peut s'articuler avec ce qui est pour nous essentiel, c'est-à-dire la stratégie unitaire, la stratégie d'union de la Gauche, fondée sur le programme commun.
(Applaudissements)

Le président - Clermont, tu as la parole pour 5 minutes.

Clermont (Tarn)

Mes chers camarades, la fédération du Tarn a adopté à une majorité de 86% le texte proposé par le Comité directeur : "15 thèses sur l'autogestion". Il a rejeté

l'amendement additionnel qui n'a obtenu que le pourcentage de 20,9%.
Une première constatation s'impose à l'étude de nos résultats : l'importance du pourcentage des refus de vote et des abstentions, plus de 10% des votants. Martinet a analysé ce matin les causes et les conséquence de ces abstentions, je n'y reviendrai pas.
Je dois dire que seulement 59 camarades sur 1247 se sont prononcée contre l'autogestion.
Que représente, pour les militants d'un département comme le nôtre, le projet qui nous est soumis ? Que représente-t-il dans une région de bas salaires, dans une région sous-développée, dans une région où la moitié des entreprises ont moins de 10 salariés, où les petits et moyennes entreprises sont prédominantes, où le poids de la société rurale est très important ?
Pour nous, le développement passe justement par un rejet du mécanisme de la société libéral chère à Giscard et, à contrario, par la mise en oeuvre d'une planification démocratique, avec un secteur public-pilote, capable d'initiative.
Nous n'avons plus qu'un choix devant nous : soit le Socialisme, soit un dépérissement accentué, inéluctable.
Nous avons, nous, choisi. Mais malheureusement, trop de nos concitoyens se refusent encore à nous rejoindre, on constate cependant, dans une région comme la nôtre, longtemps dominée par l'esprit des notables et de leur clientèle assistée, un développement certain des luttes de contrôle populaire. Exemple : les usines Bourguet à La Bastide, et La Tarnaise, à Castres.
Etre capable de transformer profondément la société suppose un parti puissant, adapté au projet auto gestionnaire, capable lui-même de se transformer. Or, quelle réalité observons-nous ?
Nous venons d'avoir des élections partielles à Castres. L'électorat de gauche avait notamment à choisir entre ce qu'on lui proposait depuis trois élections, c'est-à-dire un candidat radical et un candidat Socialiste, qui se réclamait avec force du Socialisme autogestionnaire.
L'électorat a nettement choisi en faveur du Socialiste, dans la proportion de 4 contre 1, et la base populaire du Parti s'élargit et se renforce.
Nous sommes conscients que c'est un immense travail qu'il s'agit d'accomplir pour poursuivre la transformation du Parti amorcée à Epinay, dans le domaine de l'organisation, de la formation et de la propagande. A ce sujet, nous déposons à la Commission des résolutions un certain nombre de contributions et amendements,
Il y a un domaine sur lequel je vaudrais insister dans le projet autogestionnaire, c'est le droit à l'information.
Voilà, à notre avis, un des points les plus importants. Le 5ème objectif assigné à un gouvernement de programme commun par la thèse 10, la transformation de l'Etat, mérite qu'on s'y arrête, mais, mes chers camarades, n'attendons pas un gouvernement de gauche pour exiger cela de tous et, surtout, de ceux qui, chez nous ou à nos cotés, détiennent des moyens d'information.
En disant cela, je veux, du haut de cette tribune, dénoncer la récente attitude

d’un journal qui se dit de nos amis lors des élections législatives partielles de Castres. J’ai nommé "La Dépêche du Midi", (applaudissements) journal qui inscrit sous son titre cette maxime : "Journal de la Démocratie". Ah ! La belle démocratie que celle défendue par ce quotidien, lorsqu’on refuse d’ouvrir ses pages à tous les candidats et qu’un ostracisme scandaleux frappe tout particulièrement un candidat démocrate et de gauche ! En un mot, pour ceux qui, chez nous, ne sont pas au courant, "La Dépêche du Midi", lors de cette dernière campagne, a fait le silence le plus complet sur notre candidat, n’a pas hésité à rejeter tout texte de lui, à interdire que son nom soit prononcé et, scandale suprême, à construire autour de la venue à Castres de notre Premier secrétaire une gangue du silence que nous avons eu toutes les peines du monde à faire sauter.
Mais, revenons au texte qui nous concerne, pour regretter que trop peu de précisions sur le contrôle de l’information nous soient offertes...

Le président - D’autant plus que ton temps de parole est terminé, camarades, et que je te demande de bien vouloir conclure !

Clermont - Souhaitons que le texte arrêté par la Commission des résolutions soit plus prolixe sur ce point.
J’avais une dernière question, malheureusement je n’ai pas le temps de la traiter.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guidoni, pour 9 minutes.

Pierre Guidoni

Mes chers camarades, nous arrivons tous un peu fatigués, j’en ai l’impression, au terme d’un long débat, qui a succédé à des discussions dans toutes nos sections et nos fédérations, et je ne suis pas de ceux qui pensent que cette discussion a été insuffisante, ou alors elles le sont toutes, ni qu’elle a été inutile. Je pense qu’au contraire elle a beaucoup apporté à l’ensemble du Parti ; cela a été une discussion sérieuse, une discussion approfondie, une discussion où chacun d’entre nous a essayé d’apporter le maximum à la réflexion collective de l’ensemble du Parti.
Eh bien ! J’espère que nous pouvons dire, à la fin de ces débats, que de la discussion jaillit la lumière et je pense, en effet, que de cette discussion sortira un progrès de la réflexion de notre Parti sur ces questions complexes, difficiles, mais qui sont au cœur même de notre action politique et de notre stratégie pour les années à venir.
Il est maintenant nécessaire de conclure et, si c’est possible, de conclure dans la cohérence.
Nous avons entendu beaucoup d’interventions, et d’interventions de tonalités très diverses. Nous avons entendu souligner le fait, qu’il y avait une stratégie, et par d’autres le fait, qu’il pouvait éventuellement y en avoir deux.. Nous avons entendu évoquer successivement la transformation de l’Etat ou le

Fondation Jean-Jaurès

démantèlement de l'Etat, et si nous avons entendu dire qu'il était absolument indispensable de trancher aujourd'hui, et que les réflexions du Parti étaient arrivées à leur point maximum de maturité, tandis que d'autres nous disaient qu'après tout, d'autres instances, d'autres échéances, à une nouvelle étape de la vie du Parti, seraient mieux qualifiées pour trancher et pour conclure.

Eh bien ! Je suis convaincu que nos camarades Chapuis et Poperen, Laignel et Rocard, Mermaz et Mauroy, peuvent, sur ces questions, comme ils l'ont prouvé en votant les 15 thèses, comme ils l'ont prouvé en étant ensemble au moment du Congrès de Pau, trouver un langage commun ! Je suis convaincu que les divergences qui se sont exprimées à cette tribune ne sont pas insurmontables ! Notre but, c'est de toit faire pour qu'elles soient surmontées et que nous fassions, ainsi, un nouveau pas dans l'unité du Parti ! (rires et applaudissements)

Une autre remarque portait sur l'absence de passion dans nos débats et, là, je voudrais m'y arrêter un instant.

Quoi ! Mes camarades ! Faudrait-il, pour que le débat paraisse important, pour que l'on y attache du prix, faudrait-il que le Parti se déchire ? Faudrait-il que chacune de nos sections, chacune de nos fédérations, soit une lice ou un champ clos où l'on s'affronte de façon inexpiable ? Quoi ! On regrette l'absence de passion dans ces débats ?

Mais, moi, j'y vois au contraire le signe du sérieux de la réflexion du Parti ! J'y vois au contraire le signe que le Parti a pris cette discussion pour ce qu'elle devait être, c'est-à-dire pour un débat franc et loyal entre camarades qui essayent, ensemble, de mieux se comprendre, d'avancer, d'aller plus loin.

Nous ne sommes pas de ceux qui pensent, quand un texte est déposé, qu'il s'agit d'une manœuvre qui ne saurait être tolérée ! Nous ne sommes pas de ceux qui, lorsque le Parti est appelé à se pencher sur un texte théorique important, prennent immédiatement prétexte de ce fait pour souligner à l'usage des responsables ou des militants le faible intérêt de l'électorat pour ce type de débat et pour ce type de discussion ! Nous sommes de ceux qui pensent, au contraire, que le genre de discussion que nous avons eue dans le Parti et aujourd'hui sur des questions aussi importantes que celle que nous traitons, et dont Rocard rappelait très justement l'actualité intense par rapport aux situations politiques auxquelles nous sommas confrontés, apporte beaucoup à l'ensemble du Parti et apporte beaucoup aux millions et aux millions de travailleurs qui font confiance à notre Parti.

Alors, nous nous trouvons, à l'issue de ce débat, un peu dans la même situation qu'au départ, c'est-à-dire avec toujours 15 thèses, plus une.. 15 thèses plus une, eh oui, mes camarades et toujours le même problème central !

Quoi ! Nous savons - et nous nous y préparons, nous avons mené assez de batailles pour cela - que la transition au Socialisme, que l'évolution vers le Socialisme, que la marche à une société différente, sera ouverte en France par une victoire électorale et par l'instauration d'un gouvernement de la Gauche, et nous savons aussi, je ne vais pas y insister - non seulement toute l'histoire nous le montre, mais encore tous nos camarades qui sont intervenus à cette tribune, qu'ils aient parlé des P.T.T. ou de la viticulture, l'ont bien montré à travers les

luttes d'aujourd'hui - qu'à ce moment-là, eh bien ! Il y aura un élan, il y aura une espérance, il y aura un enthousiasme, il y aura ce mouvement de l'ensemble des travailleurs et de l'ensemble des citoyens qui vaudront effectivement que leurs aspirations, que leurs revendications, que les éléments pour lesquels ils se sont battus, parfois en vain, pendant tant et tant d'années, soient couronnées de succès, qu'en effet leurs aspirations trouvent leur pleine réalisation.
Alors, quel est le danger, camarades ? Quel est le péril ?
Le péril, un certain nombre de camarades l'ont bien précisé mais malheureusement en se trompant, semble-t-il, d'appréciation, tout au moins en se trompant de cible. Le péril, c'est en effet l'opposition entre ces deux éléments, le péril, c'est en effet des stratégies que l'on appelle d'un mot qui vaut ce qu'il vaut, des stratégies de débordement, le péril, c'est en effet l'affrontement entre ces deux conceptions qui ne doivent pas être affrontées, qui ne doivent pas être opposées, qui doivent être au contraire unie par une même dialectique, et quand nous disons qu'il est absolument indispensable que le Parti prenne en charge à la fois l'action gouvernementale, et c'est ce que nous faisons à travers le programme commun de gouvernement, et ce qui se passera, ce qui naîtra, ce qui se développera dans les masses, lorsque nous disons que seul le Parti peut le faire, peut remplir ce rôle, peut agir à la fois en haut et en bas, il me semble, que nous résumons une pensée, que nous résumons une opinion qui peut être sans difficulté celle de l'ensemble du Parti, qui est l'une des bases d'une synthèse possible.
Aujourd'hui, nous savons bien qu'il n'y a pas à faire de fausse opposition entre une stratégie autogestionnaire et un processus autogestionnaire.
Qu'est-ce qu'une stratégie, mes camarades ?
Une stratégie, c'est une volonté à l'œuvre dans un processus et nous savons bien que le processus de marche au Socialisme, que le processus de transition au Socialisme sera marqué par une double action : il sera marqué à la fois par l'action du gouvernement et par l'action des travailleurs eux-mêmes.
Nous le disons partout, nous le disons dans les 15 thèses unanimement et ensemble. Alors, là-dessus, il ne peut pas y avoir entre nous de faux débat ou de faux procès. A l'issue de ces discussions, pourquoi ne pas reprendre les mots de Mermaz qui personnellement m'ont touché : nous pensons qu'une synthèse est parfaitement possible. Nous pensons -peut-être serai-je là en désaccord avec Colliard, tout au moins avec la tonalité de son intervention - qu'elle est souhaitable, parce qu'elle est toujours souhaitable tout simplement et parce que tout ce qui va dans le sens de l'unité du Parti est souhaitable.
Nous pensons que nous avons essayé, avec nos moyens, d'y contribuer en présentant très honnêtement et très loyalement à l'ensemble des camarades ce que nous pensions sur les problèmes qui nous paraissent les problèmes clés de notre époque, les problèmes les plus cruciaux, les plus importants, qui peuvent se poser au Parti dans la période qui vient.
Je ne crois pas qu'il soit raisonnable de dire qu'il nous faut encore attendre. Vous savez, Mes camarades, l'autogestion, elle est en filigrane dans la motion d'Epinay, elle figure déjà avec des formulations différentes, c'est vrai, mais elle

avait déjà fait l'objet d'un débat dans la motion de Grenoble, elle figure et de façon parfaitement claire, explicite, qui a réuni l'adhésion enthousiaste de très nombreux camarades, et ils sont la majorité, dans la motion de Pau. Il ne nous restait plus qu'à affiner nos analyses, il ne nous restait plus qu'à voir exactement quels étaient tous les thèmes sur lesquels nous étions d'accord ; je pense que cela peut être chose faite demain et que nous n'avons pas de raison de rejeter encore au-delà, de renvoyer encore à d'autres échéances, ce qui a été si longtemps attendu par les militants et qui est actuellement attendu avec intérêt par beaucoup de travailleurs, par beaucoup de citoyens, par beaucoup de sympathisants de notre Parti.
Je m'en voudrais de terminer, s'il me reste une minute...

Le président - Ton temps de parole est terminé.

Pierre Guidoni - Je conclus.
... sans avoir dit un tout petit mot par rapport à l'intervention de notre camarade de la Mayenne tout à l'heure qui m'a paru être l'une des très rares fausses notes que nous ayons entendues dans ce débat par ailleurs d'un niveau, je crois, très élevé et dont nous pouvons nous féliciter.
Il n'est pas dans cette affaire question de se compter, il n'est pas question de courants ou de tendances, et j'aimerais bien qu'un jour on m'explique un peu mieux que de façon polémique, ce qu'est la différence entre les deux... Ce qui est en jeu, c'est l'unité du Parti qui repose sur ce type de débat, sur le respect de l'opinion de chacun sur le refus des procès d'intention, sur le dialogue.
Notre Convention d'aujourd'hui, non seulement marquera un pas en avant dans la définition du Socialisme autogestionnaire, un pas en avant dans la définition de notre stratégie de marche au Socialisme, mais elle marquera aussi un pas en avant dans l'unité réelle et profonde du Parti celle qui est fondée sur la discussion et la démocratie vivante, ce qui est le bien le plus précieux qui nous unisse.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Gomez pour 5 minutes.

Gomez

Quelques mots au nom des militants qui, sur le terrain du cadre de vie, rencontrent quotidiennement des gens dont la conscience politique n'est sans doute pas développée, mais qui s'interrogent sur ce que veut dire l'autogestion ; par rapport à leurs difficultés de vie quotidienne, l'autogestion, ça changera quoi ?
Il m'a semblé qu'au cours de cet après-midi de débats, nous étions tous d'accord sur des tas de choses essentielles, il m'a semblé relever quelques contradictions aussi et quelques silences relatifs sur quatre points que je vais m'efforcer de traiter rapidement.

- Celui des terrains de lutte privilégiés ou pas,

Coll. Fondation Jean-Jaurès

- celui de l’aspiration autogestionnaire,
- celui du pouvoir local,
- celui de l’articulation entre les luttes et le pouvoir.

Certes, le principal des terrains de lutte pour l’autogestion est l’entreprise, car c’est là que se produira la rupture, mais ce serait une lourde erreur que de négliger d’autres dimensions de la vie quotidienne, car ces dimensions touchent des aspects essentiels de la vie des travailleurs, des aspects en développement, les loisirs, la culture, la consommation, l’environnement, l’éducation qui sont des dimensions essentielles de la vie et qui sont de plus en plus perçues comme telles.

C’est pourquoi un certain nombre d’entre nous n’ont pas pu ce défendre d’une certaine déception par rapport au contenu de la thèse 13 et seraient désireux de la voir s’enrichir.

2° - les exploités et les aliénés dépassent la catégorie des travailleurs stricto sensu et il y en a beaucoup qui éprouvent le besoin de se battre sur le terrain du cadre de vie.

3° - ces luttes sont susceptibles à condition qu’elles soient menées à leur terme, de mettre en cause le système de production et le modèle de production, je cite les luttes sur la consommation et le système de pouvoir.. Prenons, par exemple, le pouvoir de la contestation du pouvoir des propriétaires sur les locataires et elles ont le mérite de rendre plus consciente l’inspiration autogestionnaire pour des couches importantes de la population, à commencer par les travailleurs.

D’autre part, certes, l’autogestion n’est pas au premier plan des préoccupations des travailleurs et Poperen a eu raison de nous le rappeler. Pourquoi ? Bien sûr, parce que les travailleurs sont victimes d’un conditionnement social qui ne les y porte pas naturellement à travers l’école, à travers l’entreprise, à travers toutes les autres dimensions de leur vie quotidienne, bien sûr parce qu’il n’existe pas de modèle de société autogestionnaire auquel on puisse se référer qui soit satisfaisant en système capitaliste, mais l’aspiration à l’autogestion est présente, sous-jacente aux luttes des travailleurs.

Prenons le secteur du cadre de vie, les objectifs se transforment : les "bloquez les loyers", "halte à la vie chère", deviennent : "droit de contrôle sur les feuilles de charges","une autre école pour une autre société", "contestation de la publicité, du modèle.."... Dans un autre domaine, c’est la pétition rituelle et puis c’est l’occupation des locaux, l’opposition physique ou expulsion, la conquête de la production, Lip nous l’a montré, et puis le décloisonnement de ces luttes qui reproduisent la division de la vie quotidienne et de la vie que nous impose le système capitaliste. Dès lors que ces luttes se décloisonnent, elles s’harmonisent et mettent encore plus fondamentalement en cause le problème du pouvoir.

Les gens prennent conscience d’avoir sur tous ces terrains de lutte le même adversaire, ils font la jonction avec les luttes dans l’entreprise, aspirent à un changement de société, non pas pour reproduire le modèle centralisé de production et de pouvoir, mais pour bâtir un système différent où les hommes seraient plus maître de leur destin et de leur vie quotidienne…

Collection Jean Maitron

Le président - Je te demande de conclure.

Gomez - Je ne parlerai pas du pouvoir local, d'autres en ont parlé mieux que moi et j'aborderai pour terminer le problème essentiel, celui de l'articulation entre lutte et pouvoir qui est le problème majeur de la transition.
On ne résout ce problème, ni par le débordement systématique, ni par le coiffage des luttes par le Parti, ni par un cocktail entre les deux qui risque d'être détonnant dans certaines circonstances; chacun son travail, il existe des mouvements, associations, syndicats qui constituent un mouvement de masse pour le Socialisme et l'autogestion, ce mouvement de masse doit prendre conscience du fait qu'il est solidaire pour l'essentiel de l'ensemble des forces et en particulier du pouvoir qui veut construire la société Socialiste, mais cela exclut le débordement ; il doit conserver et défendre son autonomie, ce qui exclut aussi le coiffage, il doit mener la lutte contre le capitalisme et le système hiérarchique, mais aussi stimuler le pouvoir dont il doit exiger des mesures concrètes servant de points d'appui pour de nouvelles avancées.
Dans cet esprit, le Parti doit être présent dans les luttes et pas avec les luttes; c'est difficile à vivre pour les militants cette contradiction entre les luttes qui stimulent le pouvoir et le pouvoir dont on est solidaire, mais on ne peut pas faire l'économie de ces conflits, ce sont les moteurs de la transformation sociale. Le rôle du Parti n'est pas de les prévenir ou de les étouffer, c'est de savoir les vivre, les dépasser. C'est la seule démarche dialectique : ni le grand soir, ni les petits paquets, mais la dialectique entre les luttes et le pouvoir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bichat dernier orateur inscrit.

Jean-Marcel Bichat

Je vous dirais d'abord, combien j'ai été ému par l'appel vibrant à l'unité qu'a lancé le camarade Pierre Guidoni, après tous ces mois où nous avons connu toute une série de déclarations dans la presse de "Libération" au "Figaro", sur le glissement à droite du Parti, sur, je pense par pure charité chrétienne, un article de "Témoignage chrétien"... après tout cela, qu'on arrive à ce plaidoyer pour l'unité, on ne dira jamais assez combien cette Convention a été une excellente chose ! (Applaudissements)
La fédération de l'Yonne, à laquelle j'appartiens, a tenu sa convention fédérale en présence d'un nombre très réduit de camarades... nous sommes à peu près aussi nombreux quand nous tenons un bureau fédéral élargi. Pourquoi cela ?
Je pense qu'il y a une interprétation : d'abord, les textes, les textes des intellectuels parisiens, dirons-nous; bien que j'ai participé à la Commission qui a élaboré ces textes, je me sens tout à fait pur, tout à fait innocent, en cela, puisqu'un argumentaire de nos camarades du CERES précise bien, en ce qui concerne la sensibilité, comme on dit, que nous n'avons apporté à ce texte qu'une très maigre contribution... même si nous l'avions voulu, nous n'aurions pas pu faire grande chose.

Mais je suis quand même très content quand je repense à l'intervention de mon camarade Laignel qui a été le premier intervenant, quand j'ai entendu chaque fois les orateurs de tous les courants, de toutes les sensibilités, citer ce nom... je crois que nous avons peu d'idées, mais quand nous en lançons une petite dans le Parti, il faut voir comment ça réagit !
Alors, de quoi s'agit-il encore ?
Je crois qu'il y a une autre ambiguïté qui plane un peu et qui a gêné des camarades : sommes-nous dans une Convention ou dans un nouveau Congrès, une répétition, un deuxième tour, pourrait-on dire, du Congrès de Pau ?
De quoi s'agit-il ? D'une réflexion sur l'autogestion, qui est pour nous la démocratie réalisée dans tous les domaines, ce qui implique un formidable effort de formation des travailleurs et des citoyens, et ce qui est valable pour le pays doit l'être également pour le Parti, il devrait y avoir un formidable effort de formation au niveau du Parti... Je repense à l'interview que j'évoquais au début d'un leader de la minorité qui disait : nous allons nous occuper des tâches de formation, élever le niveau de conscience politique de nos camarades. Eh bien, qu'avons-nous ? Je ne dirai pas un pois-pourri, parce que cela choque, mais un mélange entre la revanche d'un Congrès et une convention d'avancée théorique, idéologique, comme cela a été dit, indiscutable.
Et je trouve surprenant que ceux qui, au Congrès de Pau, faisaient la moue, étaient blasés, étaient septiques quand certains comme François Mitterrand faisaient état de sondages qui auraient donné de 35% au Parti, exultent aujourd'hui à la pensée que peut-être le CERS dans le Parti ferait 30% !
Alors, est-ce que l'électoralisme n'est noble que dans le Parti et impur à l'extérieur du Parti ?
(Applaudissements)
Je renverrai les camarades du CERES à la conclusion éd leur argumentaire : "Trois mois après Pau, il n'est que temps de reprendre l'offensive et cette Convention est présentée comme l'occasion d'une avancée décisive dans de nombreuses fédérations".
Alors, camarades, j'ai essayé de réfléchir à ce qu'il y avait de commun entre le comportement de la minorité et ces idées nouvelles pour le Parti, puisqu'on les rencontrait plus précisément autrefois dans les groupuscules gauchistes, à la Ligue Communiste, à Libération, et je me demande - je pose la question - est-ce que ces réunions fractionnelles, cette presse de tendance, ces circulaires, ces stages de formation des courants, cette capacité d'initiative autonome et parallèle de toutes sortes, est-ce que tout cela n'est pas l'amorce pour nos camarades de ce mouvement populaire qui doit se développer à coté du Parti... à côté, on l'a déjà dit, je crois que c'est automatiquement en dehors, et j'ai bien peur qu'un jour ce ne soit contre !
En conclusion, je formerai un vœu : que toutes ces masses que nous sentons au bord adhèrent au Parti, que nos camarades les fassent adhérer au Parti et je crois que ce serait vraiment l'occasion d'une avancée encore plus spectaculaire ! Je terminerai en formant encore deux souhaits: que l'on ne perde pas de vue le rôle d'avant-garde du Parti, qu'on apporte moins de soins à la base des textes, à. la

base des incantations et des exclusives et un peu plus à ce qui est la vraie base, celle de nos sections, celle de nos camarades de combat, celle des travailleurs de notre pays qui ne se reconnaissent, ni dans le sectarisme, ni dans l'élitisme.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Gilles Martinet.

Gilles Martinet

Nous allons avoir, à partir de 21 h 30, 5 carrefours :
Le premier, sur l'analyse de la crise, c'est-à-dire les premières thèses, de 1 à 4, aura lieu dans une salle qui se trouve sur la Gauche, la salle Montesquieu ; le responsable de ce carrefour est Jean Rey.
Le deuxième, sur le thème, entreprise et planification, aura pour responsable notre camarade Yves Durieu, et se tiendra dans la salle appelée la Desserte.
Les trois autres carrefours se tiendront dans cette salle qui aura été préalablement cloisonnée.
Dans une partie de la salle, la plus vaste, nous aurons le carrefour sur la dernière partie de nos thèses, c'est-à-dire les implication stratégiques du projet autogestionnaire et le responsable en sera Jean Ponteau.
Dans l'autre partie de la salle se tiendra le carrefour sur la transformation de l'Etat qui aura pour responsable Nicole Questiaux.
Enfin, dans le fond de la salle se tiendra le dernier carrefour : l'autogestion hors du secteur de la production, président Dominique Taddéi.
Les carrefours se tiendront ce soir de 5 h à 11 h 30 et demain à 9 h se réunira la Commission des résolutions dont la composition vous sera proposée dans un instant par Pierre Mauroy.
La séance plénière recommencera à 11 h.

Pierre Mauroy - Nous vous, proposons une Commission de 61 membres.
A cette Commission participeront les présidents des carrefours qui, d'ailleurs, rendront compte des carrefours à cette Commission.
(Il est donné la composition de la Commission des résolutions)

Le président - Je mets aux voix ces propositions ?
Pas d'opposition ?
Il en est ainsi décidé.
Nous allons maintenant lever la séance, je veux simplement en terminant vous remercier pour le sérieux et pour la valeur à la fois des interventions et de l'attention qui a été donnée à ces interventions.
Cette séance véritablement fait honneur à notre Parti. Je vous en remercie tous, vous en avez été les artisans.
La séance est levée.

Fondation Jean Jaurès